

# PAIX ET SÉCURITÉ

## LE DOSSIER DU LABRADOR ...

*Quels sont les enjeux ?*

PAR JOCELYN COULON

*Que veulent les autochtones ?*

PAR MARIE WADDEN

*Les forces aériennes de nos alliés de l'OTAN emploient une grande partie de l'espace aérien du Labrador. Cela fait l'affaire de certains habitants de la région, mais d'autres sont loin de trouver cela drôle*



**Gregory Treverton**  
Les présidentielles américaines et l'art de critiquer l'Europe.

**Fen Hampson**  
À mesure que la planète se réchauffe, la tension internationale monte.

**Henri Trofimenko**  
Une entrevue. Un «occidentologue» soviétique parle sans retenue.

**Bradley Feasey**  
À l'issue de l'UNSSOD III, on a eu le bon sens de ne pas prévoir une UNSSOD IV.

**Madeleine Poulin**  
Compte rendu sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

Dans le présent numéro :

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

3. **La limitation des armements dans l'Arctique : contraintes et perspectives**, par Ronald G. Purver, février 1988, 93 pages.

4. **De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest**, par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages.

5. **Le débat sur les essais d'armes nucléaires**, par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988.

LE GUIDE

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1987-1988.**

EXPOSÉS

16. **Limites des risques d'une guerre nucléaire accidentelle** par Dianne DeMille, janvier 1988.

17. **Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder** par Jozef Goldblat, février 1988.

18. **Le Traité ABM a-t-il encore un avenir?** par Ronald G. Purver, février 1988. (Épuisé)

19. **La guerre du Golfe** par Francine Lecours, mai 1988.

20. **La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987** par Dan O'Meara, juin 1988.

21. **L'équilibre des forces classiques en Europe** par Roger Hill, juillet 1988.

22. **Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN** par Jocelyn Coulon, août 1988.

OPINIONS

4. **Sauvegarder la paix et la liberté : la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

5. **À quand la création d'une Organisation mondiale de l'espace?** par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987.

RAPPORTS DE CONFÉRENCE

4. **Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : perspectives d'évolution d'ici l'an 2000**, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque) 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar, 41 pages.

5. **Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale**, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987, 83 pages.

6. **Le commerce international des armes : problèmes et perspectives**, par Keith Krause, mars 1988, 53 pages.

NOTE DE LA RÉDACTION

■ Si l'on demandait aux personnes de la rue: «Auriez-vous des objections à ce que certains pays de l'OTAN fassent des vols d'essais à basse altitude au Labrador?» La plupart diraient non, car elles pensent que le Labrador est une région presque inhabitée. Il en serait autrement cependant si on planifiait de faire ces vols au-dessus de zones moyennement peuplées du Canada méridional, où l'on retrouve beaucoup d'endroits de villégiature!

Pourtant les autochtones vivent au Labrador et seront affectés par les vols à basse altitude, de même que la faune et la flore de la région. D'un autre côté, si nous voulons maintenir l'Alliance atlantique et une solide défense aérienne, les pilotes doivent faire leurs essais quelque part.

C'est une situation en effet très complexe que tentent de nous expliquer **Jocelyn Coulon** et **Marie Wadden**. M. Coulon décrit les différents intervenants dans le projet de l'OTAN. Madame Wadden, qui a vécu au Labrador, nous présente le point de vue des autochtones.

Le présent numéro de *Paix et Sécurité* contient aussi un article de **Gregory Treverton**, qui fait état des nombreux problèmes auxquels le nouveau président des États-Unis

devra faire face concernant la défense de l'Europe. Peu importe que la présidence aille à George Bush ou à Michael Dukakis, cette question pèsera lourd sur les épaules du nouvel élu, et ce dernier aura des choix difficiles à faire.

**Fen Osler Hampson** nous fait part des principales conclusions de la conférence intitulée «L'atmosphère en évolution: implications pour la sécurité du globe», qui a eu lieu à Toronto en juin dernier. Le réchauffement de la planète et l'usure de la couche d'ozone modifieront le niveau des précipitations et entraîneront une hausse du niveau de la mer, ce qui menacera la sécurité mondiale, l'économie internationale et l'environnement naturel. Il faudra donc donner une envergure internationale aux mesures qui s'imposent pour empêcher que l'atmosphère subisse des changements dommageables.

Nancy Gordon et Michael Bryans ont récemment rencontré **Henry Trofimenko**, chef du département de la politique étrangère à l'Institut des études canado-américaines, à l'Académie des sciences de l'URSS. Ils nous livrent des extraits des propos qu'il a tenu. M. Trofimenko a fait des remarques très intéressantes concer-

nant notamment le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan, l'acquisition possible par le Canada de neuf à douze sous-marins nucléaires, et la «soviétologie» qui se pratique à l'Ouest.

Après quatre semaines de discussions, les délégués à l'UNSSOD III n'ont pu en arriver à un consensus ni même à une déclaration de clôture. Pourquoi la troisième session a-t-elle avorté si désastreusement et y a-t-il des leçons à tirer de cet insuccès? Voilà des questions auxquelles **Bradley Feasey**, de la division des Programmes publics de l'ICPSI, tente de répondre. M. Feasey était conseiller auprès de la délégation canadienne à la troisième Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement, et il est d'avis qu'il faut réfléchir sérieusement à l'utilité de ces sessions. L'ONU doit chercher d'autres moyens d'assumer son rôle dans le domaine du désarmement.

**Madeleine Poulin**, de retour d'un voyage en Afghanistan à l'invitation de l'URSS, nous décrit l'atmosphère qui y régnait lors du retrait des premières troupes soviétiques.

— **Hélène Samson**

Institut  
canadien pour  
la paix et  
la sécurité  
internationales

Directeur général:  
Geoffrey Pearson

Membres du conseil  
d'administration:  
William Barton, *Président*  
Lise Bissonnette  
David Braide  
Orest Cochkanoff  
Gisèle Côté-Harper  
Ann Gertler  
Edward Green  
John Halstead  
Kal Holsti  
Jacques Lévesque  
Richard Mercier  
Geoffrey Pearson  
Harry A. Porter  
Mary Simon  
Brian Urquhart  
Jean-Guy Vaillancourt

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

Place de la Constitution  
360, rue Albert, Bureau 900  
Ottawa (Ontario) K1R 7X7  
(613) 990-1593

Bureau de rédaction :  
Nancy Gordon, *Présidente*  
David Cox  
Roger Hill  
Hilary Mackenzie  
Madeleine Poulin

Rédacteur en chef :  
Michael Bryans

Rédactrices en chef adjointes :  
Hélène Samson  
Eva Bild

Rédacteur de la chronique  
des livres français :  
Jocelyn Coulon

Présentation et production  
The Spencer Francey Group,  
Ottawa/Toronto


Version française :  
Sogestran Inc., Denis Bastien  
Courrier de la deuxième  
classe - Enregistrement  
N° 8041  
Port payé à Smiths Falls  
ISSN 0831-1846

© L'Institut canadien  
pour la paix et la sécurité  
internationales, 1988.

*Paix et Sécurité* paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Le magazine *Paix et Sécurité* est produit par des moyens électroniques de conception et d'assemblage. La composition finale se fait grâce à une machine Linotronic L-300. Il est interdit de reproduire des extraits du magazine sans l'autorisation expresse de l'Institut.

## TABLES DES MATIÈRES

- 
- 2 **LE DOSSIER DU LABRADOR...**  
*Les forces aériennes de nos alliés de l'OTAN emploient une grande partie de l'espace aérien du Labrador. Cela fait l'affaire de certains habitants de la région, mais d'autres sont loin de trouver cela drôle*  
**QUELS SONT LES ENJEUX ?** PAR JOCELYN COULON  
**QUE VEULENT LES AUTOCHTONES ?** PAR MARIE WADDEN
- 6 **LA DÉFENSE DE L'EUROPE: DILEMME POUR BUSH ET DUKAKIS**  
PAR GREGORY F. TREVERTON *Depuis toujours, les politiciens américains aiment bien répéter que l'Europe ne fait pas assez pour assurer sa propre défense.*
- 8 **UN CLIMAT DE GUERRE** PAR FEN OSLER HAMPSON  
*Des scientifiques réunis récemment à Toronto ont montré comment les changements climatiques risquent d'accroître les tensions internationales.*
- 10 **UNE ENTREVUE AVEC HENRI TROFIMENKO**  
*Un «occidentologue» soviétique a des opinions bien arrêtées sur des sujets très variés, depuis les sous-marins canadiens jusqu'à l'état de la kremlinologie aux États-Unis.*
- 12 **L'UNSSOD III N'A RIEN PRODUIT DE BON !** PAR BRADLEY FEASEY  
*Le moment est venu de repenser le rôle que l'ONU joue dans le domaine du désarmement. La Session extraordinaire de juin a été un fiasco.*
- 22 **LETTRE DE KABOUL** PAR MADELEINE POULIN  
*Compte rendu sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.*

■ **Jocelyn Coulon** est chargé de la chronique des affaires internationales au journal *Le Devoir* et rédacteur de la chronique des livres de *Paix et Sécurité*; **Marie Wadden** est reporter pour la télévision de Radio-Canada à Montréal, et elle est actuellement en congé pour écrire un livre sur les Innus du Labrador; **Gregory F. Treverton** est chargé de recherches au *Council on Foreign Relations*, à New York; **Fen Osler Hampson** est chargé de recherches à l'Institut et il enseigne les affaires internationales à l'Université Carleton; **Henri Trofimenko** est chef du département de la politique étrangère à l'Institut des études canado-américaines, en URSS; **Bradley Feasey** fait partie de la Direction des programmes publics de l'ICPSI, et il était conseiller de la délégation canadienne à la troisième Session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement; **Madeleine Poulin** est co-animatrice de l'émission *Le Point*, qui porte sur les affaires publiques et est diffusée à la télévision de Radio-Canada.

- |    |  |    |   |
|----|--|----|---|
| 14 | EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE    | 18 | TRIBUNE                                   |
| 15 | CHRONIQUE DE LA DÉFENSE                  | 19 | NOUVELLES DE L'INSTITUT                   |
| 16 | CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS | 20 | RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT |
| 17 | LIVRES                                   |    |   |

**À** LA FIN DE L'ANNÉE 1989, L'OTAN DEVRA DÉCIDER de l'emplacement d'un important centre d'entraînement de la chasse tactique. Ce dernier sera situé soit au Canada, soit en Turquie. Si la base canadienne de Goose Bay est choisie, elle deviendra le point de mire des protestations des groupes pacifistes et écologistes canadiens qui dénoncent depuis plusieurs années les vols à basse altitude dans cette région.

Il n'y a rien de nouveau dans les activités militaires de la base de Goose Bay au Labrador, mais, depuis quelques années, leur croissance inquiète de plus en plus les autochtones et les mouvements pacifistes et écologistes. Ceux-ci font valoir que les vols à basse al-

titude ont des effets négatifs sur la faune, la flore et les habitants du territoire environnant. Le gouvernement canadien et surtout le ministère de la Défense nationale (MDN) ne voient pas les choses de la même manière. Non seulement ils estiment que la base fournit des emplois et que ses activités ne perturbent en rien la vie locale, mais ils soutiennent aussi que son emplacement est idéal; c'est ainsi qu'ils ont décidé d'inviter l'OTAN à venir y installer une base militaire pour l'aviation de l'Alliance atlantique. Mêlant allègrement droits territoriaux des autochtones, démilitarisation et problèmes environnementaux d'un côté, emplois, développement économique et engagements militaires de l'autre, les deux camps sont engagés dans une lutte féroce.

## LE DOSSIER DU LABRADOR...



### Quels sont les enjeux?

*D'une part, toute une panoplie de réclamations territoriales et de problèmes environnementaux et de l'autre, des engagements militaires et le développement économique: au milieu de tout cela, un processus complexe d'audiences publiques et d'études scientifiques suit son cours.*

PAR JOCELYN COULON

L'OTAN A BESOIN DE CETTE BASE D'ENTRAÎNEMENT pour deux raisons : les problèmes posés par la circulation aérienne en Europe centrale, et la nouvelle stratégie militaire de l'OTAN. Les forces militaires

occidentales maintiennent plus de 3 000 avions de combat dans les pays européens membres de l'OTAN, dont une grande partie est stationnée en Allemagne de l'Ouest. Les pilotes de ces avions doivent s'entraîner quotidiennement en vue de pouvoir faire face à une éventuelle attaque. En République fédérale, plus de 100 000 vols à basse altitude, de jour comme de nuit, ont lieu chaque année au grand désespoir de la population. Les restrictions concernant ces vols sont cependant nombreuses. Les pilotes doivent éviter les grandes agglomérations, les constructions civiles (barrages, centrales, tours, etc.) et les voies aériennes commerciales, et ils ne peuvent voler plus d'une dizaine de minutes à une altitude de quatre vingt mètres. Malgré cela, les accidents sont nombreux. Depuis le début de l'année, une quinzaine d'avions de combat se sont écrasés, et deux d'entre eux près de centrales nucléaires, ce qui a provoqué des demandes de restrictions encore plus fortes de la part de la population.

Dans sa stratégie de défense, l'Alliance atlantique a adopté un nouveau concept en vue d'arrêter une attaque ennemie. Le FOFA (Follow on Forces Attack) ou attaque des forces d'exploitation et de remplacement préconise une frappe en profondeur contre le dispositif militaire et les infrastructures de soutien, situés dans les zones arrières de l'ennemi et chargés de renforcer les forces de tête ou de premier échelon. Ce concept nécessite l'utilisation de forces aériennes, et les avions de combat se doivent d'être rapides (plus de 900 km à l'heure), de voler à basse altitude (moins de 300 mètres) dans toutes les conditions météorologiques, et d'éviter les défenses anti-aériennes adverses. Pour que les pilotes maîtrisent bien ce genre de mission, ils ont besoin d'un entraînement intensif sur de longues distances.

Le ministère canadien de la Défense nationale estime que Goose Bay est l'endroit approprié pour ce genre d'exercices et qu'il offre toutes les conditions idéales d'entraînement pour les pilotes. De plus, les forces aériennes de l'Allemagne de l'Ouest, de la Grande Bretagne et des Pays-Bas utilisent déjà cette base pour leur entraînement aérien. Avec quelques modifications, la base du Labrador pourrait facilement répondre aux exigences de l'OTAN.

LA BASE DE GOOSE BAY A ÉTÉ CRÉÉE EN 1941 AFIN d'être utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale, et plus de 24 000 avions y ont transité. Après le conflit, les Américains en ont fait un point d'appui du *Strategic Air Command* jusqu'à la fin des années 1960. La *Royal Air Force* britannique y a mené jusqu'en 1984, l'entraînement de ses pilotes sur des bombardiers nucléaires *Vulcan*. Actuellement, une convention internationale, signée par le Canada, les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande Bretagne et les Pays-Bas, régit les activités militaires de Goose Bay. Ces trois derniers pays effectuent des vols à basse altitude dans la région depuis plusieurs années. Ils y entretiennent quarante-deux avions de combat *Tornado*, *Alpha Jet*, *F-4 Phantom* et *F-16*. La convention veut que chaque pays ne puisse envoyer à Goose Bay plus de vingt-cinq chasseurs, le total ne pouvant donc dépasser 125 appareils. Les États-Unis n'effectuent pas de vols à basse altitude, ni le Canada, qui a installé à la base quatre chasseurs *F-18* dans le cadre du renforcement de la défense du Grand Nord. De plus, le gouvernement canadien a annoncé, en juin 1985, un plan de modernisation de Goose Bay, qui coûtera 93 millions de dollars.

Selon le major Dave McCabe de la Direction des

opérations aériennes et de l'entraînement au ministère de la Défense nationale, la base devra subir quelques modifications, si l'OTAN la choisit. On construira une seconde piste d'atterrissage, parallèle à la piste principale, et de nouveaux bâtiments, qui serviront de centre d'opérations et de logements. Chaque pays stationnant des avions à la base devra toutefois prendre en charge la construction des hangars de protection et l'infrastructure de soutien pour ses pilotes. On estime que les travaux principaux coûteront environ 500 millions de dollars, dont une partie proviendra d'un fonds de l'OTAN.

La venue du centre d'entraînement de chasse tactique va nécessairement occasionner une augmentation considérable des vols à basse altitude et des activités de la base. En 1987, plus de 6 300 vols ont été enregistrés. Le MDN estime que 140 à 170 avions de combat provenant de huit pays prendront part à ce genre d'activités chaque année, entre février et octobre, et que la base enregistrera 40 000 sorties dont 60 p. 100 seront des vols à basse altitude. Si les prévisions du Ministère se révèlent justes, 3 500 employés et leurs familles habiteront à Goose Bay, et 500 pilotes s'y entraîneront chaque année. Le site offert par le Canada pour les vols à basse altitude et l'entraînement tactique couvre une superficie de 100 000 kilomètres carrés répartis en deux territoires où il n'y a aucune habitation permanente. Le premier, au nord, est le plus grand. Il est divisé en trois secteurs qui chevauchent le Labrador et le Québec, et il se situe juste au nord de Goose Bay. Le second, au sud, chevauche aussi les deux provinces, mais c'est le Québec qui en détient la presque totalité.

Dans ces vastes régions, les pilotes pourront voler à moins de trente mètres (100 pieds) d'altitude pendant plus d'une heure et raser de près les cimes des arbres, les montagnes, les vallées et les lacs. Les restrictions seront très peu nombreuses, sauf celles concernant la faune et les humains. Les pilotes pourront se livrer à des combats aériens et à des attaques maritimes simulées. Enfin, une ou plusieurs zones de tir seront sans doute aménagées, mais au ministère de la Défense, on s'empresse de dire que les négociations avec l'OTAN là-dessus ne sont pas terminées et que les techniques modernes de combat simulé sont telles que ces zones pourraient s'avérer inutiles.

Le major McCabe affirme que le Ministère prend actuellement toutes les mesures nécessaires afin d'éviter de perturber les troupeaux de caribous et les campements de pêche et de chasse. Les pilotes ne peuvent survoler ces troupeaux ou ces camps, et pour plus de précaution, les Forces canadiennes (FC) demandent à tous ceux qui veulent se rendre dans ces régions d'en informer la base afin que les avions puissent les éviter. Ces mesures seront renforcées si le centre est mis sur pied.

LES AUTOCHTONES ET LES GROUPES PACIFISTES ET écologistes contestent les arguments des Forces canadiennes. Pour eux, les vols à basse altitude, à l'heure actuelle, ont déjà des effets néfastes sur l'environnement et sur la vie des autochtones, et leur augmentation menace l'écologie et les habi-

tants de toute la région. À ce stade-ci du débat, les deux camps en présence échangent des chiffres, des témoignages et des affirmations contradictoires et toujours difficiles à évaluer.

Les opposants au projet parlent d'animaux effrayés, qui quittent leur habitat naturel; de destruction de la culture des autochtones et de l'éclatement de leur mode de vie; de pollution par le bruit et l'essence; et de spoliation des territoires autochtones dont le statut juridique n'est pas encore établi. Pour les partisans de la base, le discours est presque à l'antithèse. Plus de vingt-cinq ans d'activités militaires à la base de Cold Lake en Alberta ont prouvé que la faune ne disparaissait pas. Au contraire. En ce qui concerne les caribous du Labrador, leur nombre atteint presque 600 000 aujourd'hui (60 000 il y a vingt-cinq ans), ce qui en fait le plus grand troupeau au monde. Les autochtones sont sédentarisés depuis plusieurs décennies, et la majorité des Innus (Labrador), Inuit et Montagnais (Québec et Côte Nord) vivent très loin de la région qui sert aux vols à basse altitude. Une minorité a maintenu ses activités traditionnelles et se rend dans les zones «militaires», où selon le major McCabe, les vols cessent ou ralentissent dès que les autochtones sont repérés. Quant aux revendications territoriales des autochtones, elles ne sont pas encore réglées, et c'est cette question qui semble poser le plus de problèmes.

DANS TOUTE CETTE CONTROVERSE, LES AUTOCHTONES sont divisés. Les Innus s'opposent farouchement au projet, surtout à cause des négociations territoriales qui traînent en longueur. Pour leur part, les Inuit et les Montagnais (nom des Innus au Québec) semblent plus flexibles et prêts à un compromis, là encore si l'on satisfait à leurs revendications territoriales. La question de la militarisation du territoire semble tout à fait secondaire pour eux.

Pour tenter de faire toute la lumière sur les activités actuelles et futures de la base de Goose Bay, le ministère de l'Environnement du Canada a créé, en juillet 1986, une Commission d'évaluation environnementale qui a tenu des audiences publiques sur la question. La Commission a ensuite émis des directives qui devront être suivies strictement par le ministère de la Défense nationale dans son étude sur l'impact environnemental qu'il doit produire pour justifier le projet de l'OTAN. L'étude a été confiée à une filiale de Lavalin, société qui serait aussi intéressée par l'aménagement du centre. Lorsque cette étude sera terminée, en novembre 1988, la Commission en prendra connaissance et tiendra de nouvelles audiences publiques. Enfin, elle fera ses recommandations aux deux ministères concernés vers septembre 1989.

Les opposants au projet de l'OTAN considèrent cette commission comme étant une farce parce qu'elle n'a qu'un pouvoir de recommandation, comme toute les commissions d'enquête fédérales sur l'environnement. Toutefois, indique le secrétaire général de la Commission, M. Carol Martin, il peut recommander ultimement que la base de l'OTAN ne soit pas établie. Il restera au gouvernement à prendre la décision finale.

Quoi qu'il en soit, le ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, a déjà indiqué que la

base ne cesserait pas ses activités actuelles, le Canada étant lié avec plusieurs pays de l'OTAN par la convention internationale sur Goose Bay.

UNE SOLUTION POURRAIT BIEN SE DÉGAGER rapidement si les parties en présence négociaient sérieusement. D'abord, il faudrait régler les revendications territoriales des autochtones afin d'éviter les problèmes politiques et les problèmes de juridiction. Ensuite, il faudrait renforcer les mesures de sécurité et s'interroger



Source : Commission d'évaluation environnementale, bulletin d'information, no. 1, novembre 1987.

de nouveau sur l'étendue du territoire servant aux vols à basse altitude, en plus d'instaurer des sanctions contre les pilotes qui violeraient les règlements.

Les autorités militaires du Canada et de l'OTAN sont incapables de justifier, militairement et techniquement, l'utilisation d'un si vaste territoire (qui équivaut à environ 40 p. 100 du territoire ouest allemand) pour les vols et l'entraînement tactique. En fait, on reconnaît même que la région sud ne sert que de lieu de réserve au cas où les conditions atmosphériques, par exemple, ne permettraient pas certaines activités dans la région nord. Quant à cette dernière, sa division en trois secteurs, dont deux peuvent être fermés à tout moment, illustre bien la flexibilité de son utilisation et les besoins des militaires. En renforçant les mesures de sécurité pour éviter des effets néfastes sur l'environnement et les peuples de la région, les autorités militaires devront prouver, hors de tout doute, que les violations aux règlements seront sévèrement punies, sinon il sera impossible d'obtenir la confiance et la collaboration des habitants.

Les vols à basse altitude sont devenus intolérables pour la population d'Europe centrale, et les Canadiens n'aimeraient certainement pas qu'ils aient lieu non loin de leurs villes et villages. Tout doit donc être tenté, dans cette affaire, pour respecter, d'une part, les engagements du Canada envers la défense occidentale et d'autre part, les droits des autochtones. □

**A** CETTE ÉPOQUE DE L'ANNÉE, DES CENTAINES d'Innus (Indiens naskapi et montagnais vivant au Labrador) s'adonnent à l'activité qu'ils préfèrent à toute autre et à celle qu'ils connaissent le mieux : ils se dispersent dans le vaste territoire du Labrador pour chasser et pêcher, comme leur peuple le fait depuis des milliers d'années. Au centre de coordination des activités militaires à Goose Bay, la frustration est grande : les porte-parole innus refusent d'indiquer aux Forces canadiennes où les leurs se trouvent exactement, de sorte que l'endroit risque d'être survolé par des avions à réaction effectuant des passages à basse altitude.

Le ministère de la Défense nationale essaie d'éviter tout autre affrontement avec les Innus, qui ont attiré l'attention de la collectivité internationale en s'opposant aux activités militaires dans le Labrador. L'année dernière, des représentants innus ont pris la parole devant la Commission des droits de l'homme, aux Nations-Unies, pour l'informer que les pays de l'OTAN forment leurs pilotes au-dessus du territoire des Innus

## LE DOSSIER DU LABRADOR...

*Que veulent les autochtones ? Beaucoup d'autochtones pensent qu'ils n'ont aucun pouvoir réel et que leurs chances de l'emporter sont minces. "Nous ne pouvons combattre l'OTAN; nous sommes donc condamnés à l'annihilation."*

sans avoir obtenu le consentement de ces derniers. Les Innus prétendent que c'est là une violation de leurs droits et que leur survie culturelle est de ce fait menacée. Ils croient que les activités propres à un centre d'entraînement au tir pour chasseurs tactiques de l'OTAN auront des conséquences désastreuses pour eux.

De nombreuses familles innues ont été traumatisées par les avions à réaction volant à basse altitude et déclarent qu'elles ne retourneront peut-être pas dans la brousse. Les Innus s'inquiètent des dommages infligés à l'environnement. Ils affirment que les émanations des moteurs à réaction risquent de porter atteinte à la vie aquatique et que le bruit pourrait modifier les habitudes migratoires des oiseaux aquatiques et des caribous. Les Innus craignent que la pierre angulaire de leur culture, c'est-à-dire leur vie de chasseur et de trappeur, soit détruite par l'activité militaire.

Les Innus de Davis Inlet, village situé dans la région nord du Labrador, avaient toujours vécu sous la tente et n'avaient jamais habité dans des maisons avant 1967. Selon l'anthropologue Paul Charest de l'Université Laval, c'est la vie innue dans la nature qui est la plus menacée :

Si l'activité militaire s'intensifie sensiblement une fois Goose Bay devenue officiellement une base de l'OTAN, on peut craindre que les fondations mêmes de la culture montagnaise [innue], c'est-à-dire le mode de vie de ce peuple dans la nature, soient irrémédiablement compromises.

Les avocats de l'expansion militaire dans le Labrador disent que la vie innue dans la nature n'est rien de plus aujourd'hui qu'une coûteuse vacance aux dépens du contribuable. Ils tiennent ces propos parce que des avions transportent maintenant les familles innues à l'intérieur des terres, deux fois par année, aux frais de l'État. Dans le passé, les Innus franchissaient ces

longues distances à pied et levaient plusieurs fois le camp pour suivre les troupeaux de caribous pendant leur migration. Les chasseurs innus emploient aujourd'hui des motoneiges et apportent plus de provisions au camp pour y accroître le confort de leurs familles.

Selon l'ancien commandant de la base de Goose Bay, le colonel John David, les Innus manquent de réalisme en s'accrochant à ce mode de vie : «Pour les anciens, il est important de retourner dans la nature, déclare-t-il, mais ce n'est plus un objectif viable pour les jeunes.»

«Il n'appartient pas aux militaires de décider si notre mode de vie est viable ou non,» de rétorquer Peter Penashue, jeune chef Innu.

Le chef de Sheshashit, Daniel Ashini, a tenu les propos suivants à la Commission créée par le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, qui étudie les effets de l'entraînement aérien et des manœuvres de tir et de bombardement au Labrador :

Nous voudrions peut-être intégrer certains aspects de votre culture à la nôtre... certains d'entre nous accepteront peut-être un emploi rémunéré dans le secteur des ressources renouvelables, mais bon nombre voudront, comme principale occupation, continuer à chasser, à trapper, à pêcher et à se réunir pour transmettre aux générations à venir les connaissances abondantes qu'ils possèdent sur les animaux et le territoire qui constitue notre patrimoine.

José Mailhot, expert de la culture innue, a aussi pris la parole aux mêmes audiences :

Ils [les Innus] sont convaincus, et avec raison, que s'ils n'ont plus la possibilité de se rendre dans la nature, ils ne formeront plus qu'un peuple diminué et conquis. Nous les aurons dépossédés de tout, et ils n'auront plus rien à léguer aux générations à venir.

Aux yeux des Innus, les subsides accordés par le gouvernement pour leurs séjours dans la nature représentent une compensation pour les travaux de développement déjà effectués sur leurs terres, lesquelles n'ont jamais été cédées par traité ou par une quelconque autre entente. Parmi ces travaux, on peut citer la construction de l'aéroport de Goose Bay par les Américains pendant la Seconde Guerre mondiale, l'extraction de minerai de fer à Schefferville et à Labrador City, la coupe du bois effectuée pour alimenter le moulin de la *Labrador Linnerboard*, et la construction du complexe hydroélectrique de Churchill Falls à la fin des années 1950.

L'aménagement de Churchill Falls a ulcéré les Innus qui campaient et chassaient depuis toujours dans la région maintenant appelée Réservoir de Smallwood (lac artificiel créé par le détournement des eaux des chutes). Les familles touchées ont perdu canots, trappes et matériel de chasse parce qu'elles n'ont pas été averties à temps de l'inondation. En guise de compensation, on leur a donné des maisons qui n'étaient guère plus que des cabanes. Celles de Sheshatshit furent construites au coût de 2 000 \$ chacune et elles se détériorèrent rapidement. Celles qui existent encore donnent au village l'allure d'un bidonville.

LES VILLAGES INNUS SONT PAUVRES, ET LA PLUPART DES habitants sont des assistés sociaux. Ils sont en butte aux problèmes sociaux communs à la majorité des collectivités autochtones du pays : alcoolisme, violence au foyer, et suicide. La santé des Innus s'est dégradée pour d'autres raisons. Les gens sont obèses et malades à cause du nouveau régime alimentaire qui est le leur depuis qu'ils sont devenus sédentaires. Les nutritionnistes disent que la nourriture trouvée dans la nature est beaucoup plus saine, car elle est riche en protéines et en

PAR MARIE WADDEN

vitamines et pauvre en matières grasses et en hydrates de carbone. Les légumes et les fruits provenant du Sud sont trop chers pour la plupart des familles innues. C'est parce que le gouvernement fédéral reconnaît les avantages que la vie dans la brousse présente pour la santé mentale et physique des Innus qu'il subventionne les séjours dans la nature.

Mais la vie dans la nature est devenue intolérable depuis la venue des avions militaires, affirment les Innus. Les pilotes s'entraînent au vol à basse altitude au Labrador depuis les années 1970, mais les survols étaient alors beaucoup moins fréquents qu'aujourd'hui. Même si l'Alliance opte pour la Turquie, l'entraînement des pilotes d'avion au Labrador s'intensifiera considérablement, car le gouvernement canadien a pris des engagements bilatéraux en ce sens.

Les Innus soutiennent qu'il leur sera impossible d'échapper au bruit et à l'effet d'ahurissement que produit un avion volant à 100 pieds d'altitude et filant à 700 kilomètres à l'heure. Selon eux, les avions ne sont pas capables d'éviter les camps, même quand les pilotes savent où ces derniers sont dressés. Les Innus envisageront peut-être de ne plus se rendre dans la nature.

D'après le père Jim Roche, un prêtre oblat qui vit avec les Innus de Sheshatshit depuis quatre ans, la qualité de vie de ces derniers en souffrira si cela se produit : « l'alcoolisme mine déjà énormément les collectivités innues, et une érosion encore plus poussée de leur culture ne fera qu'aggraver le problème. Il y va de la santé mentale et physique d'un grand nombre de gens. »

« Ils exploitent cette question pour accélérer le règlement de leurs revendications territoriales, » de dire le major David McCabe de la Direction des opérations aériennes et de l'entraînement au ministère de la Défense nationale (MDN). Il a partiellement raison; les Innus veulent que leurs droits sur la région soient reconnus, mais ils ne sont pas disposés à accepter un marché qui mettrait en péril leur lien avec le territoire qui nourrit leur culture depuis si longtemps. Le processus de règlement des revendications territoriales ne fait que légitimer le vol des terres autochtones, » de dire Peter Penashue. Selon le jeune chef innu, le jour où un marché sera signé à cet égard sera l'un des jours les plus tristes de toute l'histoire de son peuple.

À CAUSE DE L'APPUI QU'ILS ONT REÇU D'EN dehors du Labrador, les Innus constituent désormais une force politique avec laquelle il faut compter. « Sans l'intervention des Innus, aucune étude de ce genre n'aurait été faite, » d'affirmer M. Robert Ferrari, porte-parole de la société Lavalin, qui a été chargée de rédiger le rapport du MDN. Dans le cadre de l'étude, qui a coûté plusieurs millions de dollars, on a examiné les effets que les vols à basse altitude ont sur la faune et les habitants du Labrador.

Une commission indépendante, mise sur pied par le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, tiendra des audiences publiques au début de 1989 sur l'augmentation proposée du nombre des vols d'entraînement et des

exercices aériens de tir. Les Innus ont refusé de collaborer avec les chercheurs du groupe Lavalin, car l'étude était menée pour le compte du MDN. Ils participeront aux audiences, mais ils n'ont pas vraiment espoir que leurs objections arrêteront le projet de la Défense. Beaucoup d'Innus veulent que les vols à basse altitude cessent complètement et que l'on renonce une fois pour toutes à construire un centre de l'OTAN dans la région. D'autres, selon qui il faut en arriver à un compromis, demandent que soit conclue une entente équitable sur les droits fonciers, avant toute autre intensification de l'entraînement aérien. Mais même si une telle entente était signée, la plupart des Innus estiment qu'ils ne pourraient accepter sur leurs terres la présence du centre d'entraînement tactique de l'OTAN dont on envisage la construction.

« Nous voulons obtenir des droits politiques qui nous donneront effectivement pleine juridiction sur nos terres ancestrales, » affirme le chef Ashini. « Mais il nous serait impossible d'exercer de tels droits politiques si des parties importantes du territoire nous étaient enlevées aux fins de l'accroissement des activités militaires. »

L'exécution des vols d'entraînement au-dessus du territoire innu au Labrador suscite de nouvelles questions juridiques troublantes relativement aux revendications territoriales des autochtones. « À qui appartient l'espace aérien à cent pieds au-dessus du sol ? », demande M. Ferrari, qui va s'interroger sur ce thème dans son étude. D'après les Innus, quelle que soit l'activité menée au-dessus du sol, qu'il s'agisse de combats aériens, de vols à basse altitude ou d'exercices de bombardement, elle influera sur l'environnement terrestre. Ils ne sont pas sûrs, cependant, de la décision qu'un tribunal canadien prendrait ce sujet.

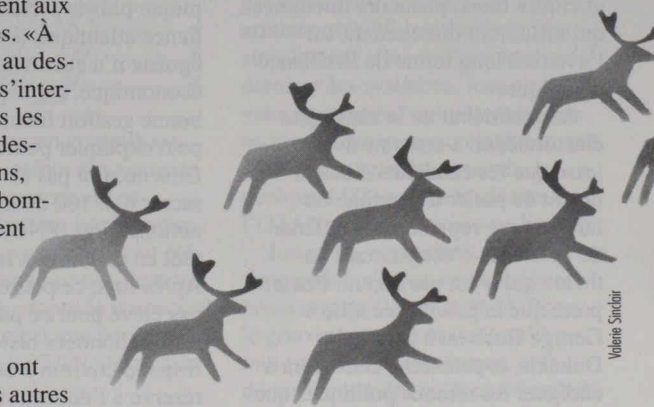
Et les Innus ne seront pas rassurés si l'étude établit que les vols à basse altitude ont peu d'effets négatifs sur les caribous et les autres animaux. « Il faudra au moins dix ans avant que l'on sache comment les vols influent sur ces créatures, et alors, il sera peut-être trop tard, » de souligner le chasseur innu Ben Andrew. « Nos conclusions ne seront pas définitives, d'ajouter M. Ferrari. Nous recommanderons que des études se poursuivent en permanence sur la question. »

Le MDN et ses écologistes disent que les caribous ne semblent pas terriblement gênés par le bruit des avions. Aucune étude n'a cependant été faite pour connaître la réaction des animaux aux bangs soniques qui se produiraient dans des combats aériens simulés.

La mise en place du centre de l'OTAN et les vols à basse altitude peuvent-ils se poursuivre sans menacer la santé et le mode de vie des Innus ? Ces derniers ne le pensent certainement pas, mais le MDN est persuadé du contraire. Pendant qu'il était commandant le colonel David s'est efforcé d'entretenir de bonnes relations avec les Innus à Sheshatshit. Il a participé à des activités communautaires et il a embauché deux Innus comme pompiers de la base. Les Innus voient tout cela d'un oeil suspicieux, car ils craignent que les militaires n'essaient de diviser et de tromper la collectivité en lui faisant des promesses qu'ils ne pourront pas tenir.

Dans l'ensemble, les efforts que le MDN a déployés pour apaiser les Innus ont échoué, car ce dernier s'y est pris trop tard. Le climat de peur et de méfiance qui existe maintenant entre les Innus et les partisans blancs de l'expansion militaire au Labrador risque de perdurer à jamais. L'amertume prévaudra à demeure, et la société innue se détériorera sans doute encore plus rapidement. « Nous sommes une race en voie de disparition, de dire Peter Penashue. Nous ne pouvons combattre l'OTAN; nous sommes donc condamnés à l'annihilation. »

LE SACRIFICE D'UNE CULTURE AUTOCHTONE AU profit de la sécurité nationale est-il vraiment le seul objet du litige? Le gouvernement de Terre-Neuve n'a jamais nié qu'il voulait intégrer le plus vite possible les Innus à la vie de la province. L'administrateur provincial le plus puissant au Labrador est M. John McGrath, sous-ministre adjoint de l'Agriculture et du Développement des régions rurales et du Nord. Selon lui, son gouvernement ne s'est aucunement engagé à élaborer un programme dont l'objet serait d'aider les Innus à préserver



Valérie Sirois

leur langue ou leur culture. « Des cultures et des langues s'éteignent régulièrement, » déclare-t-il en citant le cas de sa propre langue ancestrale.

Les gens d'affaires de Goose Bay, agacés par l'opposition continue des Innus à un projet qu'ils favorisent entièrement, demandent ce que les Innus ont fait du territoire pour le réclamer comme étant leur. Ils n'y ont rien construit, ils n'en ont pas exploité les ressources. Les Innus répondent qu'ils y ont simplement pris ce qu'il leur fallait et qu'ils se sont souciés de respecter la nature et d'obéir à ses lois. Ils se sont toujours perçus comme étant les gardiens de leur territoire, qu'ils ont baptisé *Nitassinan*.

Dans un numéro de 1985, la revue *Royal Air Force News* a fait un compliment sublime aux Innus : « Ce qui donne une telle beauté à cet endroit, c'est qu'il a conservé son caractère original. » *Nitassinan* ne sera plus jamais ce qu'il a été, de dire les Innus, une fois que les jeux de guerre y auront commencé. □

# LA DÉFENSE DE L'EUROPE : DILEMME POUR BUSH ET DUKAKIS

*Le prochain président des États-Unis héritera de dilemmes compliqués n'annonçant rien de bon pour les alliés européens.*

PAR GREGORY F. TREVERTON

LES RELATIONS ENTRE LES États-Unis et leurs alliés européens ne sont pas au beau fixe, mais elles ne sont pas mauvaises. Au premier coup d'oeil, on pourrait penser que le prochain président bénéficiera de relations harmonieuses avec l'Europe de l'Ouest. Mais si l'on va au-delà des apparences, on verra surgir, après quelques mois, plusieurs dilemmes qui influenceront directement sur l'avenir à long terme de l'Alliance atlantique.

Au tout début de la campagne électorale, on a constaté avec surprise que les candidats s'abstenaient de parler du partage du fardeau que représente la défense de l'Europe; c'est pourtant un thème qui n'est pas récent. Peu importe que la présidence aille à George Bush ou à Michael Dukakis, le problème consistera à endiguer les remous politiques que la question suscitera aux États-Unis mêmes. Au cours des dernières années, le Congrès a à maintes reprises exhorté l'Europe à faire davantage pour assurer sa propre défense, et il a alors exercé en ce sens une coercition plus ou moins déguisée. Il n'y a rien de nouveau là-dedans : le Congrès invite les Européens à manifester une vaillance plus affirmée, depuis au moins l'époque des initiatives parrainées par le sénateur Mike Mansfield, à la fin des années 1960. Rien n'a beaucoup changé depuis lors, sauf que les exhortations n'émanent pas des mêmes sources. Dans les années 1960, les pressions exercées sur les Européens venaient surtout de la gauche, c'est-à-dire des gens selon qui les États-Unis avaient contracté trop d'engagements dans trop d'endroits différents, ou pour qui la présence de 300 000 soldats américains en Europe était anachronique, même alors. Aujourd'hui, cependant, toutes les formations politiques élèvent la voix, notamment celles de la droite.

Plus particulièrement, il est maintenant de mise de faire valoir qu'étant donné leurs déficits budgétaire et commercial et leur productivité fléchissante, les États-Unis ne peuvent plus se permettre de respecter leurs engagements à l'échelle de la planète. Paul Kennedy est le principal avocat de ce point de vue, et David Calleo l'applique plus expressément à l'Alliance atlantique. Cette attitude égoïste n'a aucun sens sur le plan économique, car moyennant une bonne gestion financière, rien ne peut expliquer pourquoi les États-Unis ne sont pas en mesure de consacrer 6 p. 100 de leur produit national brut (PNB) à la défense, tout en améliorant la qualité de vie. Après tout, ce pourcentage n'est pas élevé pour ce pays, si l'on se fie aux données historiques : il correspond environ à ce que le pays réserve à l'éducation et aux deux tiers de ce qu'il consacre aux soins de santé. En outre, de 1980 à 1986, tandis que le budget de la défense grandissait par rapport au PNB et passait de 5,2 à 6,6 p. 100 de ce dernier, le taux de consommation réel par habitant s'est élevé à 15 p. 100.

À l'analyse, on constate que les forces américaines ne coûtent pas beaucoup plus cher à maintenir en Europe; il en coûterait certainement beaucoup plus pour les rapatrier, car il faudrait alors aménager des installations pour les accueillir aux États-Unis. Par conséquent, on ne ferait des économies en retirant les troupes d'Europe que si elles étaient démobilisées purement et simplement.

Pourtant, cette analyse n'a rien à voir avec la dimension politique de la question. Nonobstant le dernier scandale relatif aux contrats d'acquisition, des armes sont fabriquées dans les districts de certains membres du Congrès. Et les bases militaires offrent des emplois là où elles existent. En revanche, les

troupes stationnées à l'étranger n'appartiennent à aucune circonscription en particulier; les soldats peuvent voter, mais la plupart ne choisiraient pas de rester outre-mer. C'est pourquoi ces troupes représentent une cible tentante pour quiconque veut réduire les budgets, peu importent les réalités économiques. Le nouveau gouvernement devra donc se demander jusqu'à quel point il se soucie de ces pressions en particulier, et surtout de celles que le Congrès exerce.

UNE DEUXIÈME QUESTION SE POSE, toute considération économique mise à part : jusqu'à quel point exercera-t-on des pressions politiques sur le prochain gouvernement pour qu'il réduise le budget du Pentagone ? Depuis quelques années, les dépenses militaires diminuent de 2 à 3 p. 100 par année en termes réels; on peut donc en déduire que cette tendance se maintiendra. Des coupures de cette envergure limiteraient la modernisation et, si l'on se fie à l'histoire, elles porteraient atteinte à l'état de préparation, mais elles n'obligeraient pas les États-Unis à diminuer leurs effectifs en Europe.

Avant la fin du premier mandat d'un gouvernement Bush ou Dukakis, toujours selon les tendances historiques, les dépenses militaires augmenteront de nouveau par suite d'un événement quelconque ou parce que, dans les milieux politiques, on éprouvera le sentiment que les États-Unis baissent leur garde. Les perspectives encourageantes de limitation des armements, renforcées par le facteur Gorbatchev, pourraient bien faire mentir l'histoire, mais celle-ci offre aussi une conclusion paradoxale à caractère partisan : les budgets de défense risquent d'être moins élevés si M. Bush, et non M. Dukakis, accède à la présidence. Ce dernier devra essayer les attaques de ceux qui critiqueront

son manque de fermeté, surtout s'il favorise à fond la limitation des armements stratégiques et donne suite à ses intentions déclarées d'annuler de grands programmes nucléaires; il devra dès lors prouver que la défense lui tient vraiment à coeur.

UNE TROISIÈME QUESTION SE POSE : liera-t-on entre eux le fardeau de la défense et le commerce entre l'Amérique et l'Europe ? Dans son malencontreux discours de 1973 sur l'«Année de l'Europe», Henry Kissinger a affirmé que les dimensions politique, militaire et économique des relations transatlantiques sont liées entre elles par la réalité, et non par nos choix ou parce qu'à des fins tactiques on cherche à troquer tel aspect pour tel autre. À cette époque-là, les Européens ont pensé qu'il voulait dire le contraire de ce qu'il énonçait, à savoir que Washington allait user de son influence dans le domaine de la sécurité pour arracher des concessions économiques à ses partenaires.

Jusqu'ici, et c'est un aspect intéressant, ces recoupements ne se sont pas produits. Les alliés se sont préoccupés séparément des réalités économiques et des questions de défense, et des groupes distincts d'experts ont été affectés à chaque domaine. Tout compte fait, ce cloisonnement a bien servi les intérêts de l'Alliance. Les alliés ont discuté ou de la sécurité, ou de l'économie, mais surtout en fonction des mérites propres à chacune. Ils ont mieux réussi à comprendre les questions débattues et à mener leur propre barque politique que si des liens explicites avaient été créés entre la défense et l'économie. Au fil du processus, les Européens en sont venus à accepter sans trop s'en faire l'existence d'un lien tacite entre la dimension économique et la présence des forces américaines en Europe: normalement, cette relation semble correspondre à un



drame interne se jouant entre la Maison-Blanche et le Congrès, tandis qu'à l'occasion, elle incite les Européens à accroître leur propre effort de défense, tout au moins symboliquement.

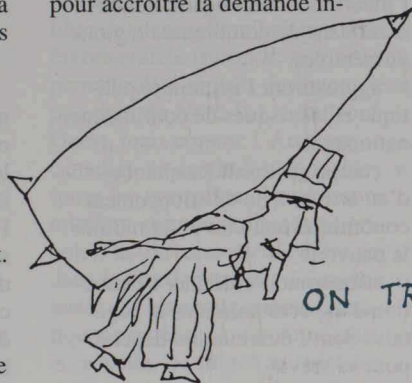
Maintenant, au Congrès, Patricia Schroeder, dépassant la simple rhétorique, a formulé une proposition. « Nous assurons à nos frais la sécurité de nos principaux partenaires commerciaux. » a-t-elle déclaré, « tandis qu'ils font la pluie et le beau temps sur les marchés internationaux. » Elle voudrait donc que les États-Unis usent de représailles commerciales contre les alliés qui ne consacrent pas assez de crédits à la défense. La proposition sera sans doute rejetée : les budgets militaires américains sont à la baisse, ce qui ne place pas Washington dans une position de force pour faire la morale aux alliés, bien qu'en politique, tout comme au football, la meilleure défense consiste souvent à attaquer solidement. Quoi qu'il en soit, la tentation d'établir ainsi des liens sera sous-jacente dans tout débat politique sur le partage du fardeau au sein de l'Alliance.

LA POSSIBILITÉ QUE DE TELS LIENS s'établissent nous amène aux questions commerciales pressantes qui se poseront au nouveau président. Le déficit commercial, qui est maintenant plus élevé que le PNB de tous les pays du monde sauf douze, atteint environ 150 milliards de dollars par année. Malgré un tel déficit, c'est à peine si la cause du protectionnisme a gagné du terrain aux États-Unis.

Le sort qu'a connu le candidat à la présidence Richard Gephardt, lui qui avait choisi de porter la bannière du protectionnisme, est instructif : les Américains craignent effectivement de perdre des emplois au profit d'autres pays, mais ils tiennent par ailleurs à leur Toyota et à leurs appareils Sony. Et c'est ainsi que le gouvernement américain a négocié l'accord sur le libre-échange avec le Canada, tout en adoptant une attitude protectionniste à d'autres égards.

Dans toute cette conjonction, le nouveau président fera face à un obstacle européen (lire ici « ouest-allemand ») bien particulier. Pour que les États-Unis rétablissent l'équilibre de leur balance commerciale, d'autres pays devront réduire leurs excédents, voire accumuler des déficits. À l'heure actuelle, les deux pays accusant de loin les plus forts excédents commerciaux sont

le Japon (de 80 à 100 milliards de dollars) et la République fédérale d'Allemagne (de 40 à 50 milliards de dollars). Le nouveau président continuera donc, à l'instar du gouvernement Reagan, à exercer des pressions sur l'Allemagne pour l'amener à accroître sa consommation intérieure et à exporter moins. Mais en RFA, la reflation a de nombreux partisans : on estime que le taux de croissance y est inférieur à 2 p. 100 par année, tandis que le taux de chômage est supérieur à dix, ce qui ne s'est jamais vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Japon a pris des mesures pour accroître la demande in-



ON TROQUE ?

terieur, mais la RFA ne s'est pas donné autant de mal.

Les systèmes financiers internationaux glorifient les excédents et foulent au pied les déficits. En Allemagne, on vénère les excédents à peine moins que le soccer, et la simple mention du mot « inflation » horrifie ; l'histoire donne donc à penser que le nouveau président américain n'obtiendra pas tout ce qu'il voudra de la RFA.

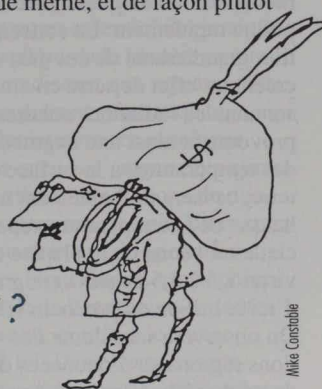
LE TRAITÉ AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE interdisant les FNI à longue et à courte portée engendra d'autres écueils sur la route du nouveau président. Il sous-tend des questions qui intéressent énormément la RFA.

Il était difficile de résister à l'idée d'un traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) axé sur l'option « double zéro » : l'opinion publique était d'accord et, après tout, l'option zéro (interdiction des FNI à longue portée) avait été une proposition américaine que les alliés avaient épousée par la suite. On avait estimé que l'« option zéro » préconisée par M. Reagan en 1981 constituait un trait de génie politique, notamment parce que personne ne s'attendait à ce que les Soviétiques l'acceptassent jamais.

Pourtant, en dépit de tous ses attraits politiques, la logique stratégique de l'option « double zéro » était troublante. Pour réaliser la limitation des armes nucléaires,

l'OTAN s'y est prise à l'envers, du point de vue stratégique : elle a conservé les systèmes à courte portée, que les stratégies désespéraient depuis longtemps de pouvoir justifier et qui exploseraient en territoire allemand, et elle a enlevé ses armements les plus modernes, les plus survivables et les plus souples.

Ces préoccupations d'ordre stratégique auraient été mises en sourdine, n'eût été du sommet de Reykjavik. Il était à peine surprenant que Mikhaïl Gorbatchev envisagea de renoncer à toutes les armes nucléaires stratégiques (offensives), mais que Ronald Reagan fasse de même, et de façon plutôt



Mike Conzatti

désinvolve en apparence, voilà qui était incompréhensible aux yeux de la plupart des observateurs européens et à ceux d'un bon nombre d'Américains. Le sommet avait été préparé et conduit avec une certaine naïveté, et l'idée proposée menaçait de mettre un terme à une période de quarante ans où l'OTAN s'était fiée à la dissuasion nucléaire.

La position actuelle de la Maison-Blanche (avec l'option « double zéro » qui signale la fin des concessions américaines relativement à la limitation des armements nucléaires en Europe) suffit pour l'instant, mais elle ne tiendra pas longtemps. Même les conservateurs allemands ont du mal à résister à l'appel des Soviétiques désireux de réduire les armes nucléaires de théâtre, surtout que l'opinion publique nationale réclame des négociations en ce sens.

AVANT QUE LE NOUVEAU PRÉSIDENT n'entre dans le dédale des négociations sur les FNI, il devra cependant répondre à une autre question dans le domaine nucléaire, à savoir s'il faut moderniser les missiles *Lance* à courte portée actuellement déployés en Europe, et comment. Ces engins qui ont une portée d'environ 100 kilomètres et dont la plupart se trouvent en territoire ouest-allemand vieillissent et doivent être remplacés. Au nom de la souplesse,

il faudrait y substituer des systèmes dotés d'une portée un peu plus grande ; et le traité sur les armes FNI (qui interdit les missiles dont la portée dépasse 500 kilomètres) renforce cet argument. En revanche, en vertu de ce même traité, toute modernisation des engins *Lance* provoquera des hauts cris à Moscou qui, comme certaines sources en RFA, accusera alors Washington de « contourner » les dispositions du traité.

Les *Lance* poseront un problème spécial à M. Dukakis : après avoir tant parlé de la nécessité de réduire les arsenaux nucléaires, voudra-t-il, à l'aube de sa présidence, presser les Allemands hésitants d'accepter chez eux un nouveau système nucléaire ? Il est fort probable que MM. Bush et Dukakis verront un exemple à éviter dans l'histoire des FNI (histoire qui est axée sur la double décision de l'OTAN et où le déploiement des engins est à la merci des fluctuations inhérentes aux négociations sur la limitation des armements). Mieux vaudrait tout simplement aller de l'avant et moderniser les systèmes, tout en essayant de calmer l'opinion publique en faisant des gestes unilatéraux, par exemple en retirant certaines des quelque 4 000 ogives nucléaires que l'OTAN possède encore en Europe.

Jusqu'ici, cependant, une telle perspective n'a pas semblé plaire beaucoup aux Allemands. À Bonn, le gouvernement soutient qu'il ne faut pas presser les choses, et il donne à entendre qu'il conviendrait peut-être d'amorcer tout d'abord les négociations sur les systèmes à courte portée. Mais la vétusté même des *Lance* infirme la position de quiconque préconiserait de reporter la décision à plus tard.

Pour les experts de l'histoire de l'Alliance, tout cela rappellera sans doute le fameux dicton « plus ça change, plus c'est pareil ». Quoi de plus familier qu'une série d'accrochages germano-américains ? Et qui sait ? Peut-être que les choses suivront leur train habituel pour une alliance dont la disparition, pour paraphraser Mark Twain, est prédite régulièrement (et prématurément) depuis quarante ans. C'est en tout cas ce qu'un parieur parierait. Je ne peux pourtant pas étouffer en moi le sentiment que, si l'on se fie aux tendances qui s'amorcent, notamment sur la scène politique ouest-allemande, les historiens décriront cette période non pas comme étant le début de la fin de l'Alliance, mais plutôt comme l'amorce d'une nouvelle orientation. □

# UN CLIMAT DE GUERRE

*Les conséquences économiques et politiques des changements climatiques peuvent devenir de nouveaux motifs de conflit entre les nations.*

PAR FEN OSLER HAMPSON

**S** I L'ON EXCLUT LA GUERRE NUCLEAIRE, le rythme sans précédent des changements climatiques qui se produiront au cours du prochain siècle constituera la pire des menaces pour l'humanité. Telle était la principale conclusion formulée à l'issue d'une conférence internationale intitulée *L'atmosphère en évolution : implications pour la sécurité du globe*, qui s'est tenue à Toronto en juin dernier. Plus de trois cents scientifiques et décideurs qui représentaient quarante-huit pays, des organismes de Nations-Unies pour l'environnement et de l'Organisation mondiale de la météorologie. Avant la conférence de Toronto, la Commission Brundtland avait publié un rapport intitulé *Our Common Future*, et le Protocole sur la couche d'ozone avait été signé à Montréal par vingt-quatre pays en septembre 1987.

La conférence portait sur les façons dont les changements climatiques influenceront sur l'avenir de l'humanité et elle visait à définir des objectifs fondamentaux à partir des découvertes scientifiques, objectifs qui pourraient servir de points de repère lorsque des décisions politiques urgentes s'imposeront. La conférence a réaffirmé l'opinion de plus en plus répandue chez les scientifiques et les écologistes relativement à l'influence que l'être humain exerce sur l'équilibre chimique de l'atmosphère et qui menace sa survie même : à cause de l'usage de combustibles fossiles, qui rejettent du gaz carbonique dans l'atmosphère, et de l'accumulation d'autres gaz, dont l'ozone, les oxydes azotés,

méthane, l'atmosphère terrestre se pollue rapidement. La concentration grandissante de ces gaz, qui créent un effet de serre en emprisonnant les radiations solaires et en provoquant ainsi une augmentation des températures à la surface de la terre, causera probablement une hausse de la température superficielle moyenne de la planète d'environ 1,5 à 4,5 degrés centigrades d'ici le milieu du prochain siècle. On observera sans doute des variations régionales prononcées du degré de réchauffement. Aux latitudes plus élevées, le phénomène sera deux fois plus marqué qu'à la hauteur des tropiques. Par ailleurs, le réchauffement modifiera la quantité et la répartition des précipitations ainsi que les mouvements marins et la circulation des courants atmosphériques. L'usure de la couche d'ozone causée par les fluorocarbures chlorés dans la haute stratosphère donnera lieu à une intensification des rayons ultraviolets nuisibles, ce qui menacera directement de nombreuses espèces biologiques, dont les humains qui souffriront davantage du cancer de la peau et de dommages aux yeux.

D'après les faits établis à la conférence, le réchauffement de la planète et l'usure de la couche d'ozone modifieront le niveau des précipitations et entraîneront une hausse du niveau de la mer; ce sont là les pires effets à prévoir, et ils menaceront la sécurité mondiale, l'économie internationale et l'environnement naturel. Le compte rendu final de la conférence conclut que ces changements, combinés aux effets de la croissance démographique rapide dans de nombreuses régions du globe :

- mettront en péril la santé et le bien-être de la race humaine;
- porteront atteinte à la sécurité alimentaire de la planète en faisant fluctuer encore davantage la production agricole et en accroissant

l'incertitude à cet égard; notamment dans de nombreuses régions vulnérables;

- aggraveront l'instabilité politique et les risques de conflits internationaux;
- compromettront les chances d'en arriver à un développement économique soutenu et de réduire la pauvreté;
- risqueront d'entraîner l'extinction d'espèces animales et végétales dont l'être humain dépend pour sa survie.

IL EST CLAIR QU'UNE NOUVELLE éthique mondiale et la mobilisation internationale des ressources, rien de moins, seront nécessaires pour faire face à la menace grandissante que représentent les changements climatiques. Madame Gro Harlem Brundtland, premier ministre de la Norvège, a défini comme il suit en quoi le défi consiste :

Il faut aborder les questions propres à l'environnement et au développement dans une nouvelle perspective politique, en vertu de laquelle les programmes économiques et financiers, commerciaux et extérieurs ainsi que ceux concernant l'énergie, l'agriculture, l'industrie et d'autres secteurs viseront à favoriser un développement valable non seulement du point de vue économique, mais aussi sur le plan écologique... Il faut redonner de la vigueur à la coopération internationale. Il importe d'accroître l'aide au développement et les prêts consentis au tiers-monde, et de résoudre la crise de la dette extérieure. Le but ultime doit être de façonner de nouveaux rapports économiques fondés sur des échanges commerciaux équitables, et d'amorcer une nouvelle ère de croissance axée sur l'amélioration des ressources, et non sur leur détérioration. Il faut amener les nations à reprendre les négociations sur les questions d'intérêt mondial,

après des années où le véritable multilatéralisme a été laissé pour compte.

Parmi les mesures immédiates que les participants à la conférence ont recommandé de prendre, citons les suivantes :

- que tous les signataires du Protocole de Montréal sur les substances détruisant la couche d'ozone ratifient immédiatement cet instrument, et que l'on prenne d'autres mesures pour limiter les halocarbures qui portent atteinte à la couche d'ozone;
- que l'on adopte des politiques énergétiques pour réduire considérablement les émissions de gaz carbonique et que les pays industrialisés riches se fixent comme premier objectif de réduire de 20 p. 100 d'ici 2005 les niveaux de pollution observés en 1988;
- que l'on entreprenne la rédaction d'une convention-cadre qui pourra servir de modèle pour l'élaboration de protocoles sur la protection de l'atmosphère;
- que l'on accroisse les budgets consacrés à la recherche sur les changements climatiques ainsi qu'à l'accumulation et au transfert des connaissances sur les sources d'énergie renouvelables, notamment pour aider les pays en développement;
- que l'on adopte des politiques pour réduire le déboisement et que l'on vote des crédits pour soustraire les pays en développement aux effets économiques néfastes des changements environnementaux.

CEPENDANT, UN MESSAGE ENCORE plus important s'est dégagé de la conférence, à savoir que les changements climatiques représentent une menace de taille pour la sécurité internationale. Les conséquences socio-économiques et politiques des changements environnementaux seront telles qu'elles risqueront d'intensifier les conflits politiques et militaires non seule-

ment dans les États mêmes, mais aussi entre eux. Dans les exposés rédigés pour la conférence et dans certains groupes de travail, on a décrit diverses manières dont la conjoncture pourrait dégénérer en conflit.

*Tout d'abord, à cause de la dégradation de l'environnement qui se manifestera par la désertification, le déboisement et les inondations, les rangs des réfugiés victimes de ces fléaux se gonfleront énormément dans le monde entier, et l'incidence sociale, politique et économique que ces populations démunies auront sur la conjoncture mondiale sera d'autant plus marquée.* Des masses terrestres entières, y compris des pays, pourraient disparaître sous la mer. On estime, par exemple, que si le niveau de la mer s'élevait d'un à trois mètres, de neuf à vingt-sept millions de personnes devraient se déplacer dans le seul pays du Bangladesh. Où ces personnes iraient-elles ? Il est ahurissant de songer à l'effet cumulatif qu'aurait la multiplication des réfugiés à l'échelle du globe, phénomène qui serait attribuable à l'évolution rapide et sensible de l'environnement.

*En deuxième lieu, les guerres civiles et internationales risquent de se multiplier si les approvisionnements en denrées alimentaires de base et en eau douce diminuent.* Plus les conditions climatiques varieront, plus la productivité agricole fléchira, surtout dans les zones marginales de production, et cela engendrera d'autres conflits au sujet de l'accès à d'autres ressources vitales telles que l'eau douce. Environ 214 bassins hydrographiques sont partagés par au moins deux pays, et douze le sont par au moins cinq États. Même si le climat ne change pas, ces ressources seront de plus en plus sollicitées à cause des poussées démographiques.

*Troisièmement, l'équilibre politique mondial pourrait être touché.* Les grands importateurs de céréales, tels que l'Union soviétique, verront peut-être grandir leur dépendance à l'égard des marchés internationaux parce qu'ils auront subi chez eux les effets néfastes des changements climatiques. Parallèlement, dans les pays qui exportent depuis toujours des céréales (les États-Unis, par exemple), les excédents diminueront à cause de la perte de terres arables. Tous ces facteurs favoriseront l'instabilité en Union soviétique et chez ses alliés est-européens, ou affaibliront la capacité économique des États-

Unis. L'accès plus restreint à des ressources rares comme la nourriture et l'énergie inciteront peut-être des pays non militarisés à l'heure actuelle (songeons au Japon) à se doter de moyens militaires pour s'en garantir une part.

*Quatrièmement, l'évolution des conditions climatiques pourrait aussi susciter des conflits internationaux dans l'Arctique et l'Antarctique, surtout dans les régions où la souveraineté d'aucune nation en particulier n'est reconnue.* Le réchauffement de l'atmosphère pourrait causer le retrait de la banquise en été, de sorte que la majeure partie de l'océan Arctique serait alors libre de glaces. Pareil phénomène favoriserait le transport maritime et permettrait d'utiliser davantage les passages du Nord-Est et du Nord-Ouest, mais comme l'Arctique canadien deviendrait plus viable (pour les transports, l'exploitation minière, voire la production agricole), la souveraineté de notre pays dans le Nord risquerait d'être contestée. Si les changements climatiques rendent l'Antarctique plus accessible, les litiges au sujet des droits souverains sur cette région risquent aussi de s'aggraver. Par ailleurs, les deux régions polaires revêtiront sans doute une plus grande importance militaro-stratégique, advenant un réchauffement de la planète.

LA CONFÉRENCE A MIS EN LUMIÈRE la nécessité pour les gouvernements

de redéfinir leurs priorités en matière de sécurité nationale et de dépenses militaires, et de prendre en compte les dimensions géopolitiques des changements climatiques dans leurs décisions concernant la répartition des ressources. La déclaration publiée à l'issue de la conférence cite le Rapport de l'ONU sur les rapports entre le désarmement et le développement : «... Il faut reconnaître que la course aux armements et le développement sont en concurrence, surtout en ce qui concerne l'emploi des ressources, mais aussi sur le plan vital des attitudes et des perceptions.» La déclaration poursuit en disant qu'il est tout aussi essentiel de protéger l'atmosphère de la planète contre le péril grandissant que représentent les changements climatiques.

La déclaration reconnaît par ailleurs que les changements climatiques offrent aux nations de nouvelles occasions de collaborer entre elles, au-delà des divisions Est-Ouest et Nord-Sud. L'atmosphère fait partie du patrimoine de toute l'humanité, et il faut le traiter comme tel. Des efforts internationaux coordonnés s'imposeront pour réduire les émissions des gaz créant l'effet de serre et leur incidence sur le climat. Un «droit de l'atmosphère» est effectivement nécessaire pour régir et protéger ce bien commun, mais les particuliers, les organismes non gouvernementaux, les gouvernements et d'autres groupes doivent aussi agir dans le

même sens, entre-temps. Nous devons faire tout ce qu'il est possible de faire maintenant, au lieu d'attendre la conclusion d'une entente générale.

En outre, il faudra accorder une attention spéciale aux besoins des pays en développement et à la nécessité de transférer des ressources entre les pays riches et les nations pauvres. Comme M. Emil Salim, ministre indonésien de l'Environnement et de la Population, l'a expliqué : «À cause du piètre état de leur développement économique, les pays les plus pauvres ont très peu contribué au problème que constituent les changements climatiques. Pourtant, vu la croissance démographique prévue d'ici le début du prochain siècle et comme les populations de ces pays continuent de dépendre des ressources naturelles pour vivre et assurer leur survie, c'est le tiers-monde que la dégradation de l'atmosphère risque d'affliger le plus.»

Qui plus est, les pays en développement auront du mal à assumer leur part du fardeau pour prévenir les changements atmosphériques. En effet, ils n'auront pas les moyens de renoncer aux carburants fossiles dans leur développement industriel ou à d'autres combustibles tels que le bois pour répondre à leurs besoins domestiques. En planifiant l'aide au développement, il faudra donc prendre en compte les conséquences immédiates et à long terme des changements climatiques dans le tiers-monde.

Le groupe de travail sur les aspects géopolitiques du phénomène a résumé comme il suit le défi que le monde devra relever :

Il faudra donner une envergure internationale aux mesures qui s'imposent pour empêcher que l'atmosphère embuisse des changements dommageables (réduire les émissions de polluants et favoriser la stabilisation de la composition de l'atmosphère). Voilà qui nous remet en présence de besoins mondiaux énoncés il y a déjà longtemps : stabiliser la croissance démographique, atténuer les tensions militaires et réaliser le désarmement, et favoriser une répartition plus équitable des richesses au sein des divers pays et entre ces derniers....

La coopération pour résoudre les problèmes cruciaux relatifs au climat s'impose de toute urgence, et peut-être que cette réalité offrira de nouvelles occasions d'examiner sous un nouveau jour les autres difficultés affligeant la planète depuis plus longtemps. □

### CONCENTRATIONS GRANDISSANTES DE GAZ DANS L'ATMOSPHERE

Gaz	Taux d'augmentation (% par année)	Effets	Sources	Durée (Années)
Gaz carbonique	0,2 - 0,7	Effet de serre	Volcans; combustion de pétrole, de charbon et de bois; déboisement	10 à 15
Méthane	1 - 2	Effet de serre	Production de bétail; combustion de pétrole, de charbon et de bois; décomposition anaérobie	7 à 10
Oxyde d'azote	0,2 - 0,3	Effet de serre, destruction de la couche d'ozone	Combustion de combustibles fossiles; agriculture; décomposition anaérobie	100
Fluorocarbures chlorés (CFC-11 et CFC-12)	>5	Effet de serre, destruction de la couche d'ozone	Aérosols, produits refroidissants dans les climatiseurs et les réfrigérateurs; solvants industriels; mousses plastiques	50 à 100

Source: Tableau adapté à partir de World Resources 1987, Basic Books Inc., N.Y.

# UNE ENTREVUE AVEC HENRI TROFIMENKO

*Un expert soviétique qui gagne sa vie en étudiant la politique étrangère des pays occidentaux a des opinions bien arrêtées sur une vaste gamme de sujets, depuis les sous-marins canadiens jusqu'à l'état de la kremlinologie aux États-Unis.*

Henri A. Trofimenko est chef du département de la politique étrangère à l'Institut des études canado-américaines, à l'Académie des sciences de l'URSS. Il se spécialise dans l'analyse des politiques occidentales sur la limitation des armements, en mettant particulièrement l'accent sur celle des États-Unis. Le professeur Trofimenko a accordé l'entrevue à *Paix et Sécurité* en mai 1988 tandis qu'il était en visite à Ottawa, à l'occasion d'une table ronde canado-soviétique organisée par l'Institut canadien des affaires internationales et par l'Institut des études canado-américaines. L'entrevue, qui a couvert toute une série de sujets (des extraits en sont donnés ci-après), a été menée par Nancy Gordon, Directrice des programmes publics, et Michael Bryans, rédacteur en chef du magazine *Paix et Sécurité*.

**P et S :** Quels sont les écueils qui subsistent encore dans les pourparlers START (Réduction des armements stratégiques) ?

**TROFIMENKO :** Tout d'abord, il y a le traité START en soi; l'Union soviétique et les États-Unis s'attaqueront sans doute de nouveau au problème quand un nouveau président accèdera à la Maison-Blanche et qu'un nouveau Congrès se réunira. Peu importe qui sera le nouvel élu, il favorisera, je pense, la poursuite des pourparlers. Mais le nouveau président qui arrivera à la Maison-Blanche en janvier 1989 voudra sans doute obtenir de meilleures conditions que celles ayant été présentées dans les négociations jusqu'ici. Ainsi, certains des problèmes qui ont entravé les pourparlers tout au long de 1988 demeureront.

La vérification constitue l'un de ces problèmes. Le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) porte sur une catégorie d'engins qui a totalement été éliminée. Dans le cas du traité START certains missiles demeureront, et d'autres seront éliminés... Il faut instaurer des mécanismes qui permettront de limiter les armes qui resteront. Les missiles de croisière mer-sol représentent le second problème, qui est d'ailleurs bien connu. À mon avis, les États-Unis ont insisté sur les problèmes que pose la vérification à cet égard, précisément parce qu'ils espéraient voir ces engins échapper à tout contrôle. Maintenant, ils sont disposés à en limiter le nombre, mais on n'a pas encore décidé des méthodes de vérification à appliquer.

**P et S :** Peut-être pourrions-nous passer maintenant à la question des armes classiques. Quelle était la cause de l'impasse dans les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) ?

**TROFIMENKO :** Les pourparlers MBFR sont terminés... Il n'y avait pas d'impasse; c'était uniquement un instrument qui a été utile aux deux camps.

**P et S :** Pourquoi l'Union soviétique s'en est-elle retirée ?

**TROFIMENKO :** Sans ces pourparlers, les États-Unis n'auraient pas envisagé de négocier avec l'URSS dans un contexte plus large, ils n'auraient pas accepté de participer à des réunions au sommet, ils n'auraient pas amorcé la négociation d'un protocole d'entente général... ils n'auraient pas favorisé la détente... Les deux camps avaient intérêt à ce que ces pourparlers commencent; même si ces derniers ont continué de présenter effectivement un certain intérêt, ils se sont transformés en une discussion totalement stérile au sujet de chiffres. Ils se poursuivent maintenant depuis... environ quinze ans, si je ne me trompe ?

... nous n'avons pas retiré grand-chose des pourparlers MBFR, sauf qu'ils nous ont permis de polir nos méthodes de discussion. Chaque adversaire connaît plus ou moins son interlocuteur et sait quels sont ses intérêts et ses préférences, et le reste...

Beaucoup d'Américains disaient : « Cessons de nous disputer au sujet de chiffres, adoptons un autre procédé et convenons de fixer le plafond à 900 000 hommes. » Nous avons hésité à accepter cette idée. Nous avons mis un an ou deux à le faire, puis nous avons dit : « Très bien, nous allons fixer deux nombres limites, l'un pour l'ensemble des troupes, et l'autre pour les forces terrestres. » Dès que nous avons adopté cette brillante idée des États-Unis, laquelle, nous disaient ces derniers officieusement, allait permettre de sortir de l'impasse, l'Occident s'en est désintéressé.

Bref, les pourparlers MBFR

montrent fort bien ce à quoi ressemblent des négociations improductives, pour ce qui est d'en arriver à régler des questions essentielles.

**P et S :** Mais le Kremlin est-il disposé à essayer d'infirmer l'opinion très répandue en Occident que l'Union soviétique possède plus d'armes classiques en Europe que l'OTAN ?

**TROFIMENKO :** L'Union soviétique est prête à admettre l'existence d'asymétries. Vous me demandez pourquoi ces négociations ont traîné si longtemps. À mon avis, cela s'explique notamment par le fait suivant : l'OTAN prétendait que l'URSS avait un certain avantage en Europe, mais les seize pays qui la composent ne pouvaient s'entendre quant à savoir sur quel plan cet avantage existait. Aux fins des relations publiques ou, comme les Russes le diraient, de la propagande, l'Alliance estime utile de soutenir que l'URSS jouit d'un avantage de six ou de cinq contre un; mais en réalité, ce n'est pas le cas.

... Si l'Occident nous disait que nous devons réduire nos forces six fois plus que nous sommes disposés à le faire, aucune négociation ne serait possible puisque une telle demande serait absurde... Par conséquent, les pays de l'OTAN discutent entre eux pour définir une position plus réaliste à adopter face à l'Union soviétique et au Pacte de Varsovie. Il existe des asymétries, certes; nous reconnaissons que ce dernier possède plus de chars que l'OTAN. Cependant, même cette affirmation est à confirmer, car l'OTAN ne compte pas les chars américains entreposés. Et elle ne prend pas en considération la qualité des chars... Afin d'en arriver à un accord réaliste, nous devons non seulement éliminer les asymétries les plus frappantes, mais aussi, et

c'est mon avis personnel, nous entendre sur les autres asymétries qui seraient acceptables aux yeux des deux camps.

**P et S :** Dans la proposition qui a été formulée à Mourmansk l'automne dernier et qui préconisait la constitution d'une zone de paix dans l'Arctique, pourquoi a-t-on inclus des éléments qui conféraient un caractère loufoque à une idée par ailleurs sérieuse ? Pourquoi, par exemple, avoir exclu la mer de Barents et avoir inclus la Manche ?

**TROFIMENKO :** Aucun pays ne fait des propositions de désarmement dont la mise en oeuvre risquerait, de prime abord, de lui nuire ... amorçons le dialogue. Voyons ce qu'il est vraiment possible de faire. Si votre camp propose des éléments de discussion vraiment intéressants, nous céderons peut-être sur d'autres plans. En un premier temps, M. Gorbatchev a décrit la conjoncture telle qu'il la voyait. Et vous comprenez que Mourmansk est une base de sous-marins nucléaires très importante pour l'Union soviétique et que c'est le seul port véritablement ouvert depuis lequel nos navires peuvent atteindre l'Atlantique.

... L'idée de faire de l'Arctique une zone de paix est très valable, mais nous sommes en train d'amorcer une course aux armements classiques dans cette partie du monde. Votre pays songe à y faire quelque chose, et nous devons donc en tenir compte, non pas parce que nous souhaitons vraiment réaliser un nouvel accroissement des forces navales, mais à cause de la nouvelle stratégie militaire des États-Unis, qui consiste à exercer des pressions sur les flancs dans l'Atlantique-Nord confinant à l'Arctique et dans le Pacifique-Nord.

... Tous ensemble, nous avons fait de l'Antarctique un continent de paix. Pouvons-nous réaliser le même exploit dans l'Arctique ? Quand je jette un coup d'oeil sur la carte, je vois votre Passage du Nord et je vois le nôtre; j'aperçois aussi un vaste itinéraire circulaire de transport aux limites de l'océan Arctique, un itinéraire qui longe les États du littoral et qui s'étend peut-être jusqu'au Pacifique-Nord et à l'Atlantique-Nord. Peut-être aurions-nous avantage à poursuivre une telle option, et peut-être devriez-vous y songer davantage au lieu de construire de neuf à douze sous-

marins nucléaires qui ne serviront à rien de bon.

**P et S :** Cela vous effraie-t-il ?

**TROFIMENKO :** Je ne suis pas effrayé; l'addition de douze sous-marins du côté canadien ne changerait pas grand-chose, surtout que si un accord START est conclu, nous devons éliminer de cinquante à soixante sous-marins de notre marine.

L'océan Arctique est important pour les pays qu'il borde, mais il influe aussi énormément sur le climat de la planète. En le polluant (et une autre course aux armements dans cette région aurait à coup sûr des conséquences écologiques négatives), nous causerions vraiment des dommages non seulement à nos terres septentrionales, mais aussi à la santé du monde entier. Il est donc très important que nous amorçons un dialogue ... et c'était là l'objet de l'initiative du camarade Gorbatchev à Mourmansk.

**P et S :** Pendant les jours sombres de la Guerre du Vietnam, un sénateur américain a déclaré : «Les États-Unis devraient tout simplement dire qu'ils ont gagné la guerre et partir.» Est-ce un peu la formule que M. Gorbatchev a appliquée en Afghanistan ?

**TROFIMENKO :** Il ne nous sera pas facile d'expliquer tout l'épisode afghan à nos concitoyens, mais vos propos me semblent justes.

**P et S :** L'URSS a-t-elle eu tort d'envahir l'Afghanistan ?

**TROFIMENKO :** Il n'y a pas de réponse simple ici. Rappelez-vous la situation qui existait en 1979. Les États-Unis commençaient à nous presser de diverses façons; ils préparaient une campagne militaire contre l'Iran, ils augmentaient leurs budgets militaires, ils négociaient avec la Chine, laquelle nous était alors très hostile, et bien d'autres facteurs nous alarmaient aussi. Vous comprenez bien que la situation qui existait en Afghanistan, l'ingérence étrangère et les appels au secours lancés par le gouvernement local ont été autant de raisons qui ont motivé notre intervention. En nous retirant aujourd'hui, nous n'admettons pas nécessairement que nous avons eu tort d'agir comme nous l'avons fait en 1979. Même à ce moment-là, diverses instances chez nous étaient contre l'invasion. Il y avait des divergences d'opinions. Et, bien sûr, en rétrospective, nous constatons qu'il aurait été préférable de ne pas

déployer nos forces en Afghanistan ... Ce qui compte, c'est que nous nous retirons maintenant de ce pays, peu importent les éléments ayant à l'origine milité pour ou contre l'intervention militaire.

**P et S :** Parlons maintenant de la *glasnost*, de la *perestroïka* et de la manière dont elles influent sur les alliés est-européens de l'URSS. Les pays est-européens seront-ils autorisés à interpréter ces idées à leur propre façon et à suivre leur propre voie ? Leur permettra-t-on de structurer leur économie comme il leur semblera bon de le faire ? Ou assistera-t-on plutôt à une répression comme ce fut le cas en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 ?

**TROFIMENKO :** Non! La réponse est non. Nous disons aujourd'hui que le type de socialisme dont nous avons hérité des années trente et quarante n'est pas sacro-saint, car personne n'a jamais déclaré que l'oeuvre de Staline concrétisait l'idéal de la pensée marxiste. Nous parlons maintenant d'instituer notre propre type de socialisme. Même avant qu'un nouveau chef accédât au pouvoir en Union soviétique, nous suivions d'un oeil plutôt neutre les expériences qui avaient cours en Hongrie, en Pologne et en République démocratique allemande. Ces pays ont leurs propres idées sur le développement économique et aujourd'hui, à l'ère de la *glasnost* et de la *perestroïka*, des possibilités encore plus grandes s'offrent à eux. Nous n'allons pas nous ingérer dans leurs affaires ...

**P et S :** ... même en ce qui concerne la politique extérieure ?

**TROFIMENKO :** Il ne faut pas oublier que ces pays appartiennent au Pacte de Varsovie; par conséquent, il existe un processus de consultation et certains objectifs communs en matière de politique étrangère. Nous avons payé de notre sang la création de ce «cordon sanitaire», et les pays qui occupaient cette zone dans les années 1930 étaient carrément hostiles à l'URSS. Elle devait servir de terrain pour les manoeuvres militaires anti-soviétiques, et elle est peu à peu

devenue un corridor pro-soviétique. Il est donc évident que la politique extérieure adoptée par ces pays nous intéresse, mais jusqu'ici l'existence du Pacte a garanti que tous ses membres épousent une politique étrangère commune.

**P et S :** Vous êtes un expert soviétique des questions occidentales, et à l'Ouest, on s'intéresse de plus en plus à la soviétologie. Tout le monde veut apprendre le russe pour devenir soviétologue. Que pensez-vous de la façon dont l'Occident comprend l'URSS ?

**TROFIMENKO :** Permettez-moi de sourire un peu ici. Je vous dirai que pour devenir soviétologue aux États-Unis, il n'est pas nécessaire du tout de savoir le russe. Si vous ne connaissez pas cette langue, vous serez un bien meilleur soviétologue que dans le cas contraire. Cela ne veut pas dire que, parmi ceux qui savent le russe, il n'y en ait pas quelques-uns de compétents, mais habituellement, ceux qui connaissent la langue sont d'origine est-européenne. Ils me disent : «Vous savez, M. Trofimenko, vous n'exprimez pas votre pensée correctement.» Et ils me reprennent sans cesse en déclarant que mon anglais est mauvais. Alors, je leur dis que nous allons parler russe afin qu'ils puissent bien percevoir toutes les nuances de ma pensée! Pourquoi devrions-nous toujours parler anglais avec tous nos homologues de l'autre camp, c'est-à-dire avec les meilleurs soviétologues américains qui soient ? Je n'ai jamais pu tenir en russe avec des soviétologues américains une conférence sur des questions intéressantes l'URSS.

... Il est paradoxal, par exemple, que tous les sinologues américains aiment la Chine et traitent ce pays en conséquence. La plupart des soviétologues ou kremlinologues américains détestent l'URSS depuis le tout début et ont élaboré leurs théories dans cette perspective. Et c'est pourquoi il est très difficile de discuter ou de transiger avec eux. □



# L'UNSSOD III N'A RIEN PRODUIT DE BON !

*La Troisième Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement n'a pas produit grand chose, sauf que les délégués n'ont pas réclamé la tenue d'une quatrième session.*

PAR BRADLEY FEASEY

**A**U LENDEMAIN DU SOMMET de Moscou, on aurait effectivement pu penser que les délégués à la Troisième Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement (UNSSOD III) auraient exploité les récents progrès accomplis par les États-Unis et l'URSS dans leurs relations et qu'ils en seraient venus à un nouveau consensus multilatéral sur les priorités et les principes propres à la limitation des armements et au désarmement. Mais après quatre semaines de discussions (du 31 mai au 25 juin), les délégués à l'UNSSOD III n'ont pu en arriver à un consensus ni même à une déclaration de clôture; voilà des résultats encore pires que ceux obtenus en 1982 à la Deuxième Session extraordinaire, laquelle avait échoué elle aussi. Pourquoi la Troisième Session a-t-elle avorté si désastreusement ? Y a-t-il des leçons à tirer de cet insuccès ?

Afin de comprendre pourquoi l'UNSSOD III a échoué, il faut revenir en arrière et faire une brève analyse des deux sessions antérieures; c'est ainsi que l'on commencera à percevoir les causes du fiasco qu'a été l'UNSSOD III.

L'idée de convoquer une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement date d'environ vingt ans avant que la première eût lieu. L'Assemblée générale a adopté en 1957 une résolution préconisant la tenue d'une telle session, mais il fallut attendre 1976 pour qu'une résolution en demandant la convocation fasse l'unanimité. Les délégués à l'UNSSOD I ont souligné l'importance des efforts multilatéraux pour favoriser la limitation des armements et le désarmement, à une époque où le ton du dialogue américano-soviétique se durcissait de plus en plus, et où l'avenir de la détente devenait plus précaire.

Le Comité préparatoire de l'UNSSOD I avait, avant le début de celle-ci, établi l'ébauche d'un

document final (qui contenait de nombreux articles ne faisant pas encore l'unanimité). Au cours des six semaines que la Session extraordinaire dura en 1978, les délégués réussirent à s'entendre sur le texte et adoptèrent le Document final de la Session. Celui-ci contenait cent vingt-neuf paragraphes et il mettait clairement l'accent sur la menace que les armes nucléaires représentaient pour l'humanité et sur la nécessité de prendre des mesures pour réaliser le désarmement général et complet. Le Document soulignait aussi que l'ONU a un rôle clef et une responsabilité de premier plan à assumer sur l'échiquier du désarmement. Dix ans plus tard, à l'issue de l'UNSSOD III, cette déclaration allait sonner creux à bien des égards.

Les auteurs du Document final réclamèrent la tenue d'une Deuxième Session extraordinaire sur le désarmement. L'Assemblée générale décida plus tard de la tenir en 1982, ce qui allait correspondre à l'époque de la rupture des relations Est-Ouest, au début des années 1980.

À L'OCCASION DE L'UNSSOD II, LE public manifesta son appui pour le désarmement comme cela ne s'était jamais vu en Amérique du Nord : près d'un million de personnes défilèrent dans les rues de New York en juin 1982 pour soutenir cette cause. Cela contrastait avec l'inertie et l'âpreté qui caractérisaient la Session même. Les délégués ne parvinrent pas à s'entendre sur le bilan de l'UNSSOD I, non plus que sur un programme complet de désarmement. Sur les aspects fondamentaux, la cause du désarmement multilatéral venait de s'enliser.

Malgré tout, les délégués réussirent tant bien que mal à produire ce qu'on appela dès lors le «Docu-

ment de clôture». C'était en fait un constat d'échec, mais il y était cependant souligné que les délégués avaient convenu de lancer la Campagne mondiale du désarmement et le Programme de bourses d'étude de l'ONU sur le désarmement. Le Document recommandait aussi que soit tenue une Troisième Session extraordinaire sur le désarmement.

Établir un ordre du jour pour l'UNSSOD III ne fut pas chose facile. Après s'être réuni trois fois, le Comité préparatoire présenta ce que l'on a décrit comme étant une «déclaration conceptuelle» qui devait orienter les travaux des délégués à la Session. Parmi les points importants qui figuraient à l'ordre du jour, citons : une évaluation des efforts déployés pour mettre en oeuvre les recommandations des deux UNSSOD précédentes, une analyse prospective des tendances intéressant le désarmement, le rôle que l'ONU joue en matière de désarmement, les mécanismes dont elle dispose à cet égard, et ses programmes d'éducation publique. Contrairement aux comités préparatoires des années antérieures, celui de l'UNSSOD III ne put préparer aucune ébauche à soumettre à l'étude des délégués qui allaient assister à la Session.

À l'UNSSOD III, il y a d'abord eu deux semaines de débats en séance plénière, période où les chefs d'État et de gouvernement, les ministres des Affaires étrangères et d'autres dignitaires ont pris la parole devant l'Assemblée générale. Pour certains des plus petits États membres, ce fut alors la seule occasion de se faire entendre pendant toute la Session, car tous ne pouvaient se permettre d'entretenir une délégation relativement nombreuse à New York pendant quatre semaines pour parler du désarmement. Comme le Comité préparatoire n'avait présenté l'ébauche

d'aucun texte, on écouta attentivement les discours prononcés pendant la plénière pour y trouver des indices sur le déroulement éventuel de la Session. Dans son allocution, le Secrétaire général Pérez de Cuéllar a donné un ton positif et pragmatique à la Session quand il a exhorté les délégués à faire preuve d'imagination et de réalisme dans la recherche du désarmement et qu'il a souligné la nécessité de prendre en compte tous les aspects du désarmement, y compris les armes conventionnelles et les conflits régionaux. Pendant la séance plénière, de nombreux orateurs ont évoqué les «mesures propres à accroître la confiance», la «vérification» et «l'évolution positive des relations internationales». Ces attitudes plus conciliatrices et l'adoption évidente d'un ton moins incisif que celui qui avait caractérisé l'UNSSOD II avaient, à la fin de la séance plénière, suscité un optimisme prudent.

On avait réservé les 8 et 9 juin aux divers organismes non gouvernementaux (ONG) venus d'un peu partout dans le monde, pour leur permettre de s'adresser au Comité plénier. Des centaines d'ONG avaient envoyé des représentants à New York pour l'UNSSOD, mais il existait un curieux fossé entre les délégations officielles et celles des ONG. La majeure partie du temps pendant la séance plénière, la tribune du public est restée vide; en d'autres termes, les délégués se sont adressés les uns aux autres. D'un autre côté, très peu de délégations se sont soucies d'envoyer des représentants écouter les allocutions des ONG devant le Comité plénier, de sorte que les ONG n'ont pas eu d'auditoires en dehors d'eux mêmes. Or, l'ONU invite les ONG à assister à chaque UNSSOD expressément pour leur permettre de participer directement aux assemblées extraordinaires de ce genre. Voilà qui ne risque pas de se pro-

duire, cependant, si de part et d'autre on ne voit pas l'avantage qu'il y a à dialoguer plutôt que de se contenter de discuter en vase clos.

C'est au Comité plénier que revient la tâche de rédiger l'ébauche d'un texte exprimant les vues des délégués, texte que l'Assemblée générale, réunie en séance plénière, ratifie ensuite. Pendant la deuxième semaine de l'UNSSOD, l'Assemblée s'est divisée en trois groupes de travail pour discuter des points fondamentaux inscrits à l'ordre du jour. Idéalement, chaque groupe de travail envoie l'énoncé d'un consensus au président du Comité plénier, qui l'intègre ensuite au texte du document final de la Session extraordinaire. Après deux semaines d'efforts, cependant, chacun des groupes était divisé, et du coup, les perspectives de succès s'assombrirent nettement. La tâche difficile consistant à rédiger le texte final revint dès lors à Mansur Ahmad, président du Comité plénier.

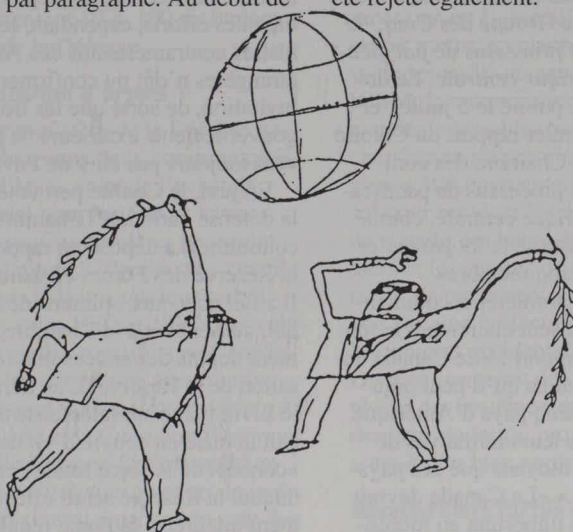
TANDIS QUE LES GROUPES DE TRAVAIL achevaient leurs débats, la rumeur se répandit que le président Ahmad, ayant bien pressenti ce qui se passait, avait déjà commencé à rédiger un document final. Quand il le présenta au Comité plénier, il ne restait plus que quatre jours avant la fin de la Session. On peut en déduire que M. Ahmad cherchait ainsi à presser les délégués d'en venir à une entente. Le Comité ne se réunit pas de nouveau avant le dernier jour de la Session. Entre temps, il y avait eu deux jours et demi de consultations entre le président et un «club» réduit d'une vingtaine de personnes. Celles-ci représentaient les divers groupes régionaux à l'ONU et étaient les principaux porte-parole de ces derniers. Les consultations avaient pour objet de façonner un consensus qui pourrait ensuite être sanctionné dans une réunion officielle du Comité plénier. Mais elles ne débouchèrent finalement sur rien d'autre qu'une réaffirmation des positions nationales qui avaient déjà été exprimées tant et plus. En outre, certains États ont formulé de nombreuses modifications et propositions qui mettaient en doute leur sérieux à l'égard du processus. À titre d'exemple on ne peut plus révélateur, citons le cas de l'Irak (que l'on soupçonnait d'avoir récemment employé des armes chimiques contre l'Iran) qui proposait

de redéfinir le rôle que le Secrétaire général joue lorsqu'il s'agit de faire enquête sur l'emploi d'armes chimiques en temps de guerre.

Le «club» du président rédigea plusieurs versions du texte, et cet exercice remplaça par le fait même le travail qui incombait au Comité plénier. Cette formule, contraire à la procédure traditionnelle de l'ONU, provoqua la colère des États qui n'avaient pas été invités à participer au processus.

Le Comité plénier se réunit le 25 juin et, une fois de plus, le document du président fut épluché paragraphe par paragraphe. Au début de

cette proposition résultait de longues consultations entre ses deux principaux artisans (le Canada et les Pays-Bas, auxquels la France s'était jointe plus tard), d'une part, et le Groupe des six nations (Initiative des cinq continents) formé par l'Argentine, la Grèce, l'Inde, le Mexique, la Suède et la Tanzanie, d'autre part. Le paragraphe soulignant qu'il était important et urgent de prévenir la course aux armements dans l'espace extratmosphérique exhortait les pays à mener des négociations assidûment pour régler ce problème, mais il a été rejeté également.



Mike Constable

la soirée, le document en question était méconnaissable, et une bonne partie du texte avait été laissée de côté à cause du manque d'unanimité. Le Comité leva la séance pour tenir des consultations. À 23 h 30, l'Assemblée générale arrêta l'horloge, mais ce fut peine perdue : la Session extraordinaire prit fin à l'aube du 26 juin sans qu'une déclaration finale ait pu être présentée au monde.

À quoi peut-on attribuer l'échec de l'UNSSOD III ? Trois facteurs se dégagent à l'analyse : la position des États-Unis; celle des pays neutres et non alignés; et la procédure employée par le président Ahmad.

En matière de désarmement, les États-Unis ont de toute évidence mis entièrement sur les négociations bilatérales. Dans son allocution à la séance plénière, le secrétaire d'État Shultz a présenté un compte rendu sur les succès récents et les réussites escomptées des pourparlers bilatéraux, et il n'a mentionné les démarches multilatérales qu'après coup. Washington n'attribue tout simplement aucun rôle à l'ONU dans bon nombre des principaux dossiers intéressant le désarmement. Les États-Unis ont également rejeté la proposition préconisant la réalisation d'une étude de l'ONU sur la vérifi-

Quant aux pays non alignés, ils avaient, au départ, affiché une position modérée, mais ils y substituèrent bientôt la détermination de faire porter le fardeau du désarmement uniquement aux puissances nucléaires. Ils n'étaient aucunement disposés à partager la responsabilité du désarmement, car cela les aurait obligé à admettre l'ampleur de leurs propres budgets militaires et leur participation aux conflits locaux. Quand la France proposa de faire de l'abolition de la guerre, tant nucléaire que classique, l'objectif des efforts de désarmement, il y eut aussitôt un concert de protestations chez les délégués des pays non alignés.

Les pays non alignés ont continué de faire des déclarations politiques vagues et ostentatoires au sujet de la limitation des armements, au lieu de s'engager à prendre des mesures concrètes. Cette différence existant entre leur perspective et celle adoptée par les États occidentaux entravera inévitablement dans l'avenir les négociations multilatérales sur la limitation des armements.

Et finalement, la stratégie adoptée par le président Ahmad, qui rédigea son document plus ou

moins en secret et qui mita beaucoup sur les consultations officielles, n'améliora les choses en rien. En autorisant le fameux «club» à modifier tant et plus le libellé du document, il se priva des avantages que lui aurait procuré la consultation d'un plus petit groupe. Ceux qui ne faisaient pas partie du «club» se sentirent à bon droit exclus du processus et profitèrent pleinement de la dernière réunion du Comité plénier pour insérer dans le document du président les mots et la ponctuation qui leur semblaient préférables. La formule Ahmad aurait pu fonctionner si les participants avaient eu un esprit de consensus et perçu la gravité de la question, et si le président avait été apte à inspirer le consensus; or, aucun de ces préalables n'existait à l'UNSSOD III.

À l'issue de l'UNSSOD III, les délégués n'ont pas demandé qu'une quatrième Session extraordinaire du même genre ait lieu, et c'est là un des résultats positifs à retenir. Il faut maintenant réfléchir sérieusement à l'objet, à l'utilité et à l'apropos des sessions extraordinaires sur le désarmement. En rétrospective, l'UNSSOD I a traduit d'une façon remarquable les préoccupations de la collectivité internationale au sujet du désarmement. Après avoir ainsi posé des jalons en 1978, cette même collectivité n'a pas réussi, dans ses deux tentatives ultérieures, à améliorer sa déclaration ni à convenir des changements à apporter. Peut-être vaudrait-il mieux qu'elle cesse d'essayer! Le moment est venu de chercher d'autres moyens par lesquels l'ONU pourrait assumer son rôle central et sa responsabilité première dans le domaine du désarmement; ils seraient peut-être moins ambitieux que la formule actuelle concrétisée par les UNSSOD, mais ils produiraient sans doute de meilleurs résultats.

En essayant de s'attaquer d'un seul coup à toute la gamme des problèmes du désarmement, le processus des UNSSOD s'est révélé lourd et peu favorable au progrès. Au lieu d'unifier la collectivité internationale dans la lutte pour le désarmement, il a remis en question la pertinence des démarches multilatérales à cet égard, et plus particulièrement celle de l'ONU. Vu le bilan de l'UNSSOD III, il sera d'autant plus difficile de modifier cette perspective. □

## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



### À la Chambre

■ Tout au long du printemps et au début de l'été, l'Opposition a continué d'interroger le gouvernement sur son plan concernant l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire. Le 6 juin, le député libéral Lloyd Axworthy a souligné que l'ambassadeur du Canada à l'ONU, Stephen Lewis, avait condamné le plan en question pendant une conférence qui se tenait à Montréal. Dans sa réponse, le gouvernement a bien précisé que M. Lewis, qui a quitté son poste le 1er août, parlait alors en son nom personnel. Après que le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, eut appuyé l'accord proposé par le gouvernement sur le libre-échange avec les États-Unis, à l'occasion d'une séance conjointe du Parlement, le 22 juin, le député libéral Len Hopkins s'est demandé le lendemain si, pour obtenir la sanction de Mme Thatcher, le gouvernement avait dû promettre de préférer le sous-marin britannique à son concurrent français. Mme Thatcher a fait allusion à l'achat des sous-marins pendant qu'elle félicitait le Canada de sa contribution à l'OTAN. Les sous-marins britanniques, a-t-elle déclaré, sont les meilleurs, et le Canada doit s'équiper de ce qu'il y a de mieux.

Les 4 et 5 juillet, l'annonce qu'un avion de ligne iranien avait été abattu par la Marine américaine a dominé la période de questions. Le gouvernement a refusé d'écouter l'Opposition qui réclamait la tenue d'une enquête internationale sur l'incident, par l'entremise des Nations-Unies, mais il s'est dit d'accord pour que l'Organisation de l'aviation civile internationale convoque une séance extraordinaire pour étudier la question. Dans un débat orageux, M. John Crosbie, ministre du Commerce extérieur, a rejeté l'appel du Nouveau Parti Démocratique (NPD) qui se disait en faveur de la constitution d'une force navale onusienne de maintien de la paix dans le golfe Persique, et il a affirmé que le gouvernement

soutenait sans réserves les efforts déployés par les États-Unis et d'autres alliés occidentaux pour protéger les voies internationales de navigation et la liberté de passage dans le Golfe.

### Comités parlementaires

■ Le rapport parlementaire le plus important paru pendant l'été s'intitule *Appui au Groupe des Cinq : le Canada et le processus de pacification en Amérique centrale*. Le document a été publié le 5 juillet, et c'était le premier rapport du Comité spécial de la Chambre des communes sur le processus de pacification en Amérique centrale, comité qui a été constitué le 29 janvier et qui compte cinq membres.

Les deux premières recommandations traduisent clairement le ton général du rapport : «Le Canada devrait faire tout ce qu'il peut pour soutenir les cinq pays d'Amérique centrale dans leurs initiatives de paix, par les moyens que ces pays jugent utiles.» «Le Canada devrait jouer un rôle important en mobilisant la communauté internationale - les institutions multilatérales et un large éventail de puissances intermédiaires notamment - en faveur de la paix, de la démocratie et du développement en Amérique centrale.» Le Comité a par ailleurs conclu que le Canada doit faire l'impossible pour encourager la coopération régionale préconisée dans le Deuxième Accord d'Esquipulas.

Parmi les autres recommandations, on peut notamment lire les suivantes : que le Canada affecte 100 millions de dollars au cours d'une période de cinq ans pour encourager une contribution multilatérale plus grande au développement économique de la région; que le Canada appuie énergiquement les efforts régionaux déployés pour créer un Parlement centraméricain; que le Canada améliore sa représentation diplomatique dans les cinq pays de la région; et que le Canada accueille favorablement toute demande le priant de participer à une force de vérification et de maintien de la paix, même si elle n'émanait que de «certains ou même un seul des cinq pays, à condition qu'aucun d'eux ne s'oppose officiellement à la participation du Canada». À ce dernier égard, notre

pays a déjà accepté une demande provisoire formulée le 7 avril par les cinq pays qui l'invitaient à constituer, avec l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne, un «groupe technique auxiliaire» pour élaborer un mécanisme de vérification et de surveillance qui répondrait aux besoins de la région en matière de sécurité. En dépit de bien des efforts, cependant, les ministres centraméricains des Affaires étrangères n'ont pu confirmer cette invitation, de sorte que les trois gouvernements extérieurs ne peuvent toujours pas aller de l'avant.

En juin, le Comité permanent de la défense nationale (Chambre des communes) a déposé un rapport sur la Réserve des Forces canadiennes. Il a fait écho aux opinions de ceux qui, au Sénat et à la Chambre, réclament depuis des années la modernisation de la Réserve. L'an dernier, le Livre blanc sur la défense annonçait la mise en oeuvre d'un nouveau «concept de la force totale» en vertu duquel la Réserve serait effectivement intégrée à la Force régulière, au lieu de constituer un élément distinct de cette dernière et subordonné à elle. Le Comité fait cependant une mise en garde : «Tout en approuvant le principe de la force totale ..., le Comité incite vivement le ministère de la Défense nationale à réexaminer ses objectifs généraux en matière d'effectifs, tout en essayant de prévoir l'infrastructure humaine et matérielle nécessaire au soutien de nos forces au cours des 120 premiers jours au moins après le déclenchement des hostilités.» À l'heure actuelle, la Défense nationale vise à doter l'ensemble des forces armées de 180 000 membres (90 000 dans la Force régulière, 65 000 dans la Première Réserve, et 25 000 dans la Réserve supplémentaire disponible) d'ici l'an 2002. Étant donné que le taux de pertes sur le front d'Europe centrale se situerait, estime-t-on, entre 1 et 3 p. 100, le Comité craint que les effectifs totaux actuellement prévus pour l'an 2002 se révèlent «désastreusement bas, compte tenu du potentiel énorme de destruction acquis par les armes conventionnelles depuis la Seconde Guerre mondiale».

### En bref de la colline

■ Le 11 juillet, le parlement a adopté une nouvelle Loi sur les

mesures d'urgence qui remplacera la Loi de 1914 sur les mesures de guerre. Le texte a subi plusieurs modifications depuis qu'il a été déposé en Chambre pour la première fois; le plus important changement retire au Cabinet tout pouvoir de promulguer des règlements «prévoyant la détention, l'emprisonnement ou l'internement de citoyens canadiens ou de résidents permanents ... à cause de leur race, de leur nationalité d'origine, de leur ethnie, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de handicaps mentaux ou physiques».

■ En juin, le Comité permanent des droits de la personne a déposé en Chambre son premier rapport, qui s'intitulait *Les droits de la personne derrière le Rideau de fer* et qui était fondé sur les résultats de diverses réunions avec des groupes intéressés un peu partout au Canada. Le rapport recommande que le Canada continue à promouvoir énergiquement le respect des droits de la personne dans les pays du bloc communiste, et il exhorte le gouvernement à ne souscrire à la proposition de l'URSS, qui veut tenir à Moscou une conférence sur la coopération humanitaire, que si elle remplit certaines conditions, par exemple libérer les membres emprisonnés des groupes de surveillance d'Helsinki.

■ Le 14 juin, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur a présenté un rapport sur le conflit militaire en Éthiopie, et il s'y est particulièrement intéressé à l'incidence de la guerre sur l'acheminement des secours. Diverses recommandations soulignent la nécessité de s'assurer que l'aide humanitaire bénéficie effectivement à la population, et non au gouvernement éthiopien.

■ Le 20 juin, des questions ont été posées en Chambre au sujet du coup militaire survenu en Haïti. M. Hudon, secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a réitéré la politique du gouvernement consistant à reconnaître l'État de Haïti plutôt qu'un gouvernement donné; il a ajouté que le Canada maintiendrait là-bas sa représentation diplomatique au niveau actuel. □

— GREGORY WIRICK



## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Forces canadiennes en Europe

■ Témoignant devant le Comité permanent de la Défense nationale, à la Chambre des communes, des porte-parole de la Défense ont révélé d'autres détails sur le plan énoncé dans le Livre blanc et concernant l'augmentation des effectifs des forces terrestres du Canada présentes en Europe. Le gouvernement s'est engagé à porter ces effectifs au niveau de ceux d'une division d'ici la fin de la période visée par le Livre blanc (d'ici l'an 2002), de sorte que les Forces canadiennes en Europe (FCE) pourront alors déployer 16 500 militaires. La division comprendra deux brigades mécanisées lourdes d'infanterie, qui compteront 4 500 membres chacune. L'une d'elles sera celle qui est déjà en poste en Europe (4 GBMC), tandis que la seconde sera celle qui était jusqu'ici chargée d'assurer la défense du nord de la Norvège (5e Brigade). Cette dernière formation sera rééquipée avec des chars et de l'artillerie pour devenir une brigade mécanisée; elle continuera d'être basée au Canada, mais elle ne gardera avec elle, au pays, que le matériel nécessaire à l'entraînement, car la majeure partie de son gros équipement aura déjà été transporté et mis en place en Europe.

La division comprendra aussi divers éléments de soutien, dont une brigade d'artillerie munie du nouveau système de défense aérienne à basse altitude, des unités techniques de soutien au combat, etc. Certains de ces éléments seront basés en Europe, et d'autres au Canada. Des 16 500 membres de la division, 9 500 appartiendront à la Force régulière, et les autres à la Réserve.

La première grande étape de ce regroupement doit commencer bientôt; elle correspondra à l'amorce de la définition du projet d'acquisition des nouveaux chars destinés aux brigades mécanisées. On pense que la division aura besoin d'au plus 300 nouveaux chars, dont le MDN estime actuellement le coût à 2,4 milliards de dollars. Des porte-parole du ministère de la Défense na-

tionale (MDN) ont déclaré qu'ils ne sont pas encore en mesure de calculer ce qu'il en coûtera dans l'ensemble pour maintenir une division en Europe. Le budget général des dépenses pour 1988-1989 atteste d'une augmentation de 22 p. 100 des crédits affectés à l'entretien des effectifs actuels des Forces canadiennes en Europe, crédits qui représentent 10 p. 100 du budget total de la Défense.

### Acquisition d'armes

■ Le ministère de la Défense nationale a émis deux communiqués en juillet au sujet de l'achat de matériel pour les Forces canadiennes. Ces dernières recevront tout d'abord 820 véhicules chenillés tous terrains, qui leur seront livrés entre 1992 et 1997. Les véhicules seront construits au Canada, dans le cadre d'une coentreprise réunissant la *Hagglunds Vehicle AB* de Suède et la *Canadian Foremost Ltd.* de Calgary. Si l'on prend en compte l'inflation au cours de la durée du contrat ainsi que le coût des pièces de rechange, des munitions et des services de logistique, la valeur estimative du contrat atteint 420 millions de dollars, d'après le MDN.

En deuxième lieu, le ministre de la Défense, M. Perrin Beatty, a annoncé que le gouvernement compte construire douze navires de patrouille côtiers qui seront équipés pour le dragage de mines. Les navires patrouilleront le long des côtes Est et Ouest, et leurs équipages se composeront de réservistes. Les dragueurs-patrouilleurs seront livrés entre 1992 et 1998. D'après le *Globe and Mail* (26 juillet 1988), il s'agit d'un contrat de 550 millions de dollars en dollars de 1988-1989. Cependant, le communiqué officiel citait le coût total du programme comme étant 750 millions (y compris l'inflation) si on le calcule sur une base annuelle. C'est là quelque chose de nouveau, car pour la plupart des grands programmes tels que celui concernant l'achat des sous-marins, les chiffres sont donnés en dollars constants de l'année où la décision de faire l'achat est prise.

### Mise en veilleuse de l'IDS

■ En mai, le *Defense Science Board*, une commission consultative supérieure du Pentagone, a

présenté à M. Carlucci, Secrétaire à la Défense, un rapport qui recommandait de ralentir la mise en oeuvre des plans concernant le déploiement de défenses anti-missiles balistiques. On avait demandé à la commission de s'interroger sur la réalisation future du programme en prenant en compte les restrictions budgétaires imposées par le Congrès. Tout en sanctionnant l'objectif de l'IDS, à savoir mettre en place des défenses spatiales multi-niveaux contre les ICBM, la commission a recommandé de procéder par étapes et de chercher en un premier temps à déployer 100 intercepteurs basés au sol pour protéger les emplacements de missile, les bases des bombardiers et les centres de commandement. Ils pourraient même assurer une certaine protection contre les lancements accidentels de missile. On n'envisagerait dès lors de déployer des systèmes spatiaux qu'aux derniers stades du programme, c'est-à-dire bien après l'an 2000.

### Bombardiers furtifs américains

■ En mai, l'Aviation américaine a diffusé de l'information sur le super-bombardier avancé *B-2*, dont les caractéristiques le rendront quasi invisible aux radars soviétiques actuellement en service.

Le bombardier *B-2* sera un avion subsonique qui aura une vitesse maximale de 750 milles à l'heure et un rayon d'action de 7 500 milles. Sa mission consistera à pénétrer profondément en territoire soviétique pour y repérer les bases mobiles de missiles, les centres de commandement et d'autres objectifs «insaisissables». Advenant une guerre nucléaire, le *Strategic Air Command* (SAC) déclencherait contre l'URSS une attaque intégrée avec ses bombardiers : les plus vieux appareils, c'est-à-dire les *B-52*, se dirigeraient vers l'Union soviétique et largueraient des missiles de croisière programmés pour frapper les aérodromes et les radars ennemis; les bombardiers furtifs s'avanceraient loin dans l'espace aérien soviétique et lanceraient des missiles d'attaque à courte portée (les *SRAM-2*) et des bombes ordinaires contre les bases d'ICBM et les centres de commandement qui fonctionneraient encore; enfin, les *B-1B* s'amèneraient en troisième

lieu pour attaquer les installations militaires, les usines et, au besoin, les agglomérations.

L'Aviation américaine a commandé 132 *B-2*, dont le coût final n'a pas encore été révélé, mais dont on pense qu'il se situe aux environs de 500 millions de dollars US l'unité.

### La prolifération des technologies militaires

■ Dans un discours prononcé en mai pendant la Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement, le Secrétaire d'État américain George Shultz a exhorté les pays du tiers-monde à coopérer avec les grandes puissances pour limiter la prolifération non seulement de la technologie des armes nucléaires, mais aussi de celle qui suppose d'autres systèmes militaires de pointe. À peine quelques jours plus tard, on apprenait que le Pakistan avait mis à l'essai un sinon deux missiles balistiques ayant une portée de 85 à 290 kilomètres. Les analystes pensent que le Pakistan a peut-être obtenu, puis modifié, des missiles soviétiques *SCUD*, ou encore qu'il a bénéficié de l'appui technologique de la Chine pour mener son programme d'acquisition de missiles balistiques. On sait par ailleurs que l'Irak a employé contre l'Iran des engins *SCUD* modifiés capables de frapper à 965 kilomètres. Plus tôt cette année, l'Inde a annoncé qu'elle avait mis à l'essai un missile balistique ayant une portée de 240 kilomètres. L'Inde et le Pakistan nient qu'ils sont en train de fabriquer des armes nucléaires pour équiper les missiles susmentionnés.

### Les pertes soviétiques en Afghanistan

■ Selon des diplomates occidentaux, le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan a été marqué par de violents combats le long de la frontière pakistano-afghane. Les guérilleros moudjahidin ont accompli des progrès importants aux dépens de l'Armée afghane. Le 25 mai, les Soviétiques ont officiellement annoncé les pertes humaines qu'ils avaient subies en Afghanistan : 13 310 soldats tués, 35 478 blessés, et 311 disparus au combat. □

- DAVID COX

## CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



### Le sommet de Moscou

■ MM. Reagan et Gorbatchev n'ont pas pu conclure un accord sur la réduction des armements stratégiques (START) au sommet qu'ils ont tenu à Moscou du 29 mai au 2 juin, mais la cause de la limitation des armements a tout de même progressé à bien des égards. Les deux chefs ont ouvert le sommet en échangeant les instruments de ratification du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) qu'ils avaient signé en décembre 1987, de sorte que le Traité est officiellement entré en vigueur à ce moment-là.

Toujours au sommet de Moscou, le secrétaire d'État Shultz et le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, ont signé une entente sur la notification au moins vingt-quatre heures à l'avance de tout lancement de missile balistique; l'avis donné alors précisera aussi le lieu de lancement et la zone d'impact visée.

En ce qui concerne l'entente START, les deux camps ont progressé sur la question des ICBM mobiles et sur celle des missiles de croisière air-sol (ALCM). Cependant, rien n'a changé, ou presque, relativement aux aspects fondamentaux que représentent les missiles de croisière mer-sol (SLCM) et l'avenir du Traité ABM, ce qui a conduit de nombreux observateurs à croire qu'il faudra attendre l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Washington pour qu'un traité START puisse être conclu.

### Les pourparlers sur les essais nucléaires

■ Le 31 mai, à Moscou, le secrétaire d'État Shultz et le ministre des Affaires étrangères Chevardnadze ont signé un accord de 160 pages sur une expérience mixte de vérification (JVE). En vertu de l'accord,

des spécialistes soviétiques assisteront à un essai nucléaire américain dans le Nevada le 17 août, et des experts américains iront observer un tel essai à Semipalatinsk le 14 septembre, pour aider ainsi à préparer la ratification du Traité américano-soviétique de 1974 sur la limitation des essais nucléaires (TTBT), lequel limitait à 150 kilotonnes la puissance des explosions nucléaires souterraines expérimentales.

Plus tard, soit le 28 juin, les deux gouvernements ont échangé des données sismologiques sur des essais antérieurs effectués avec des engins de 100 à 150 kilotonnes; c'était la première fois que l'URSS révélait la puissance de ses explosions nucléaires. Le même jour, à la fin de la deuxième ronde des pourparlers bilatéraux sur les essais nucléaires, à Genève, les États-Unis ont annoncé que les deux camps étaient sur le point d'en arriver à une entente sur un protocole de vérification propre au Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PNET), lequel va de pair avec le TTBT. On avait espéré à l'origine que ce protocole soit signé pendant le sommet de Moscou. Les Soviétiques ont cependant souligné qu'un protocole semblable pour le TTBT ne pourrait être complété tant que les résultats de l'expérience de vérification ne seraient pas connus.

### L'UNSSOD III

■ La Troisième Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement (UNSSOD III) s'est terminée le 26 juin sans que les délégués aient pu s'entendre sur le libellé d'un document final de treize pages qui fixaient des objectifs et des priorités pour les cinq à huit prochaines années. Les délégués ont été incapables d'en arriver à un consensus sur de nombreux points, dont les suivantes : instaurer une interdiction complète des essais nucléaires (texte rejeté par les États-Unis); sanctionner le Traité sur la non-prolifération nucléaire (texte rejeté par l'Inde); autoriser le Secrétaire général de l'ONU à faire enquête sur les présumées infractions à la Convention de Genève (1925) interdisant l'usage en premier des

armes chimiques (texte rejeté par l'Irak); améliorer le rôle de l'ONU relativement à la vérification de l'observance des accords sur la limitation des armements (texte rejeté par les États-Unis et bon nombre de leurs alliés); promouvoir la limitation des armements navals (texte rejeté par les États-Unis); et condamner les programmes de fabrication d'armes nucléaires qu'Israël et l'Afrique du Sud seraient en train de mener.

### La limitation des armes conventionnelles en Europe

■ Dans un discours prononcé à l'UNSSOD III, le 8 juin, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a présenté une nouvelle proposition portant sur la limitation des armements conventionnels en Europe, proposition qui, a-t-il précisé, avait été formulée une semaine plus tôt par le Secrétaire général Gorbatchev à Moscou. L'URSS préconisait alors un échange formel de données officielles, même avant le début de nouvelles négociations, et la tenue d'inspections sur place aux fins de la vérification, une fois que les pourparlers auraient commencé. En un premier temps, les négociations viseraient principalement à éliminer les déséquilibres et les asymétries que l'échange de données aurait révélés. En second lieu, chaque camp réduirait ses effectifs d'environ 500 000 hommes, et à la troisième étape, outre que les deux blocs pourraient réaliser d'autres réductions, «leurs forces armées prendraient un caractère strictement défensif, et le noyau offensif en serait dès lors démantelé.»

À une conférence tenue à Potsdam deux jours plus tard, le ministre ouest allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, a favorablement accueilli la nouvelle proposition, mais d'autres délégués de l'OTAN l'ont critiquée en faisant valoir que l'Est avait empêché un programme valable d'échange de données quatorze ans plus tôt, à Vienne, dans le cadre des Pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR). Adoptant un ton semblable, un

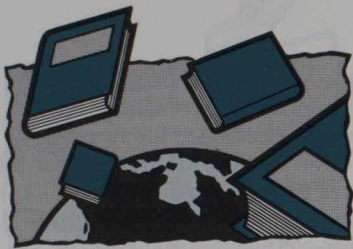
porte-parole du Département d'État américain a, le 24 juin, décrit l'échange proposé comme étant un exercice «futile» qui perpétuerait l'impasse des pourparlers MBFR. Les deux camps devraient plutôt chercher à supprimer les obstacles qui subsistent dans le Groupe des 23 et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

À Vienne, par ailleurs, le Groupe des 23 essaie de définir un mandat pour des négociations entièrement nouvelles entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, lesquelles sont communément appelées «Négociations sur la stabilité conventionnelle» (NSC) et sont censées commencer plus tard cette année, selon la plupart des observateurs. Aux États-Unis, la Secrétaire d'État adjointe Rozanne Ridgway a déclaré, le 23 juin, que les parties s'étaient déjà entendues sur les deux tiers du mandat de négociation. Cependant, des divergences de vues subsistent sur la relation précise existant entre les nouveaux pourparlers et la CSCE (les États-Unis voudraient que les deux tribunes demeurent distinctes l'une de l'autre), et aussi sur les efforts que les Soviétiques ont déployés pour mentionner dans le mandat les armes nucléaires tactiques ou les systèmes bivalents (l'Occident s'oppose à ces tentatives).

Pendant une visite qu'il effectuait en Pologne le 11 juillet, le Secrétaire général Gorbatchev a réclamé une conférence au sommet paneuropéenne pour discuter de la limitation des armements conventionnels en Europe et de la création d'un centre européen pour la réduction des risques de guerre. M. Gorbatchev a aussi déclaré que, si l'OTAN acceptait d'annuler ses plans concernant l'affectation en Italie de soixante douze F 16 américains expulsés d'Espagne, l'URSS retirerait des avions de catégorie correspondante stationnés dans des bases avancées de déploiement en Europe de l'Est. Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner a rejeté cette dernière proposition, en faisant valoir qu'il fallait, dans les pourparlers sur la limitation des armements, accorder la priorité aux forces terrestres, plutôt qu'aux forces aériennes. □

— RONALD PURVER

## LIVRES



### Gorbatchev, l'URSS va-t-elle changer ?

Michel Tatu

*Le Centurion, Paris, 1987.*  
270 pages, 47 \$

■ Mikhaïl Gorbatchev est un personnage politique déroutant et fascinant, particulièrement pour les observateurs occidentaux. Depuis son arrivée à la direction du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), il ne cesse d'étonner les gens par ses initiatives dans le domaine de la politique extérieure, et par ses projets de réformes économiques et politiques. La franchise avec laquelle il aborde les discussions ne correspond pas à l'image des dirigeants soviétiques à laquelle les années d'immobilisme brejnévien nous avaient habitués.

Comment expliquer que ce réformateur ait pu se hisser au sommet d'une hiérarchie peu favorable à des changements radicaux affectant son pouvoir et ses privilèges ? Tout en admettant que Gorbatchev est un réformateur sincère, allant même jusqu'à lui souhaiter bonne chance, le journaliste français Michel Tatu nous rappelle que l'actuel secrétaire général « est un pur produit de l'appareil ».

Cette biographie ne se contente pas seulement de décrire la vie et la carrière de Gorbatchev. Elle se double d'une analyse quasi psychologique du personnage, de ses ambitions et de la manière avec laquelle il a manœuvré à l'intérieur du Parti. On découvre rapidement que le poste occupé par Gorbatchev à la direction du Parti n'est pas le fruit du hasard. Il a su développer trois atouts majeurs afin de gravir les échelons au sein de la hiérarchie : patience, prudence et attention bienveillante de « parrains » bien placés à Moscou.

Les cinq premiers chapitres de l'ouvrage relatent la vie de Gorbatchev, fils d'un travailleur et militant du Parti, depuis sa tendre enfance jusqu'à son élection à la di-

rection du Parti. À l'aide de son équipe de chercheurs, Tatu a pu retracer les activités du dirigeant soviétique au sein des *komsomols*, à l'université de Moscou, et le début de son ascension dans la hiérarchie à Stavropol. Cadre du Parti, efficace et apprécié, Gorbatchev a réussi à se concilier les bonnes grâces de Mikhaïl Souslov, responsable de l'idéologie sous Brejnev, de Iouriï Andropov, originaire de la même région que lui, et d'autres *apparatchiks* régionaux importants.

La seconde moitié de l'ouvrage est consacrée à l'analyse de Gorbatchev en tant que secrétaire général. On découvre un homme pragmatique, parfois calculateur, qui n'hésite pas à se défaire de rivaux potentiels. Il aime s'entourer de collaborateurs qu'il a connus à l'université ou dans ses fonctions antérieures. Étant familier avec presque tous les rouages de l'appareil du Parti, il a tenté, peu de temps après son arrivée au pouvoir, de remplacer les cadres brejnéviens par ses propres collaborateurs afin d'être capable de mettre en branle ses réformes. À l'aide de statistiques, l'auteur démontre qu'« il subsiste beaucoup de cadres appartenant à la vieille garde du Parti, surtout dans les régions ».

Pour Tatu, l'Occident doit voir d'un oeil positif les efforts entrepris par le dirigeant soviétique pour transformer le système. Pour ce qui est de l'aider et de tenter d'influencer l'évolution interne de l'URSS, l'auteur remarque que le « système soviétique a été bâti pour ne dépendre de rien, ni de sa propre population ni des pressions ou stimulations extérieures ».

Écrit dans un style accessible à tous, le livre de Michel Tatu facilite une meilleure compréhension du système politique soviétique et de ses dirigeants. — Rémi Hyppia  
*Rémi Hyppia est professeur de science politique au Collège militaire royal de St-Jean.*

### Les Américains

Michel Jobert

*Éditions Albin Michel, Paris, 1987.*  
219 pages, 25,90 \$.

■ Le titre du livre de Michel Jobert laisse à peine soupçonner le

sujet sur lequel l'auteur se penche. Car, s'il est question des Américains, les réflexions de l'auteur concernent d'abord et avant tout la politique extérieure des États-Unis qui se sont imposées en tant que superpuissance après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, le regard qu'il jette sur la politique étrangère américaine reste bien plus celui d'un observateur éclairé, tenté par une approche inspirée, que celui d'un spécialiste acharné à poursuivre toutes les variations de son sujet à l'aide d'un modèle défini. Son approche se distingue par l'énoncé de quelques hypothèses laissées un peu à elles-mêmes tout au long du texte.

L'une de ces hypothèses – si ce n'est la principale – qui sous-tend l'ensemble du livre met en évidence le rapport étroit qui existe entre l'esprit religieux dont témoigne la société américaine et la conduite de la politique étrangère, depuis les origines de ce pays jusqu'à nos jours. Dès le début, la démocratie américaine fut marquée par un imaginaire social où la religion, la morale et la politique sont apparues indissociables. C'est là, sans conteste, une différence substantielle entre la pensée et les courants libéraux européens, pour la plupart laïcs et anticléricaux, et leurs homologues nord-américains chez qui les idées démocratiques eurent – et conservent – un fondement religieux le plus souvent explicite. D'où cette question que pose Michel Jobert dans le premier chapitre de son livre: « Pourquoi la politique étrangère ne serait-elle pas abordée, par conséquent, en termes religieux ? ».

De la doctrine de Monroe à la guerre contre l'Espagne à la fin du siècle dernier, du *Manifest Destiny* au projet de Wilson dans la foulée de la Première Guerre mondiale, lequel avait la conviction qu'il était possible de bâtir un monde de liberté, de paix et de justice, tout laisse croire à un lien consubstantiel entre la mission que l'Amérique croit devoir accomplir et les réussites de ses entreprises. Une seule ombre au tableau, et elle est de taille puisqu'elle laisse deviner un essoufflement certain de cette puissance impériale : l'échec vietnamien. Jobert insiste abondamment sur ce dernier afin d'illustrer

les dilemmes de la politique internationale des États-Unis au cours des dernières décennies.

C'est dire que depuis deux siècles le soi-disant splendide isolement du continent américain a fait place à des interventions de plus en plus soutenues dans la politique mondiale. Celles-ci ont alterné avec des phases de retraits. Isolationnisme ou interventionnisme : deux attitudes qui, me semble-t-il, ne furent nullement incompatibles.

Aussi les interventions des États-Unis dans la politique européenne au XXe siècle ne peuvent en aucun moment invoquer des prétentions morales puisque, selon Jobert, elles dénotent bien plus une politique étrangère « cohérente et froide » qu'un « mouvement de cœur ». Sans doute existe-t-il plusieurs raisons qui incitent l'auteur à prêter à la politique internationale des États-Unis un cynisme quasi congénital. Il y a là certes le regard de l'Européen face à une puissance tutélaire qui s'est affirmée successivement contre les ex-empires coloniaux, tout en apportant un soutien décisif à leur relèvement à la suite de la Seconde Guerre mondiale.

Sans nier la fertilité de la perspective adoptée par Jobert, il y aurait lieu d'analyser les incohérences que connaît la politique étrangère américaine et qui traduisent la contradiction qui existe entre l'empire et la démocratie. Cet aspect est trop brièvement esquissé par l'auteur.

À plus d'un titre, le livre de Michel Jobert reste stimulant. Sa connaissance indéniable de la politique américaine, tant intérieure qu'extérieure, et surtout la sympathie qu'il porte à l'endroit de cette société et à ses représentants, sont autant d'aspects qui lui permettent d'avoir à la fois un regard lucide et sans complaisance, sans pour cela verser dans la critique dévastatrice. — Pierre Yves Soucy,  
*Université Libre de Bruxelles.* □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.

## TRIBUNE



### Les conclusions de Shannon Selin sont stupides

■ En cherchant sur un ton plutôt provocateur à répondre à la question : «Les femmes pourraient-elles vraiment mieux y faire à la tête du monde ?» (*Paix et Sécurité*, printemps 1988), Shannon Selin formule certaines hypothèses farfelues et en arrive à des conclusions pas très heureuses.

Mme Selin nomme divers groupes de femmes actifs au Canada et ailleurs pour attester que le mouvement féministe agit dans le domaine de la paix et de la sécurité. Malheureusement, elle s'intéresse ensuite à des exigences non fondées formulées par les féministes en général et elle recourt à l'expression «mères pharisiennes» pour caricaturer ces dernières. Il est dommage qu'on ait ainsi banalisé un mouvement féministe possédant une longue tradition de pacifisme qui remonte à l'époque de femmes remarquables telles que Vera Brittain, plus tôt dans notre siècle, et Bertha von Suttner, au siècle dernier.

Mme Selin a raison de penser que, pour les féministes, la question dépasse largement le cadre de la simple égalité au chapitre de la représentation numérique. En effet, le débat repose plutôt sur l'argument que «les femmes ont quelque chose d'unique à offrir au processus d'élaboration des politiques». Cependant, Mme Selin conclut que cette affirmation est en grande partie erronée, sinon dangereuse, car elle crée, comme le dit Mme Selin, «une dichotomie entre les femmes et la paix, d'une part, et entre les hommes et la guerre, d'autre part, elle n'accorde pas beaucoup d'importance aux dilemmes auxquels les hommes ont dû faire face en matière de sécurité, elle suscite de faux espoirs au sujet de ce que les femmes peuvent accomplir, et elle provoque un affrontement avec les hommes (et avec d'autres femmes)».

Ces conclusions traduisent une triste incompréhension du programme d'action féministe pour la paix. Où sont les preuves permettant de dire que des individus de ce vaste mouvement qu'est la Voix des femmes ne revendiquent qu'à leurs fins propres, contre les hommes et contre leurs consoeurs non féministes ?

En sa qualité de chercheuse et de spécialiste de la limitation des armements, domaine défini en termes plus traditionnels, Mme Selin est tout à fait autorisée à accepter le paradigme patriarcal de la sécurité, mais il est on ne peut plus ironique de l'entendre dire ce qui suit :

À cause (des mères pharisiennes), en fait, les femmes auront plus de chances, à mesure qu'elles entreront dans le domaine, d'être affectées à l'étude de thèmes «légers» comme l'éducation sur la paix ou les conséquences sociales de l'accroissement des budgets militaires....

Mme Selin ne nous apprend rien quand elle dénonce l'existence d'une chasse-gardée masculine dans le domaine de la limitation des armements. Sa démarche serait plus valable si elle adoptait le programme d'action féministe qui consiste à contester les structures sociales existantes, lesquelles favorisent la domination masculine à tous les niveaux, y compris le milieu de travail.

Nous sympathisons beaucoup avec Shannon Selin, prise au piège dans l'*establishment* masculin, mais nous pensons qu'en fin de compte, il incombe à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales d'approfondir la question, au lieu de se contenter de publier un article dépeignant stupidement les féministes comme étant des «mères pharisiennes».

Hania M. Fedorowicz, Janis Alton  
et Dorothy Goldin Rosenberg,  
Ottawa

### La lettre de Mme Murray dénature les faits

■ De prime abord, la *Lettre de Jérusalem* rédigée par Vera Murray (*Paix et Sécurité*, été 1988) semble être un rapport objectif émanant d'une personne habitant dans cette ville. Mais le profane qui ne se méfie de rien risque d'être induit en

erreur, car elle est loin d'être exacte et pêche par omission.

Mme Murray dit que la Vieille Ville était aux mains des Palestiniens avant la Guerre des Six Jours en 1967. Elle était plutôt sous la domination des Jordaniens qui l'avaient envahie et prise en 1948. (Il est vrai qu'un très grand nombre de Jordaniens sont Palestiniens, car la Jordanie fut créée à même l'ancienne Palestine sous mandat britannique. Il n'est cependant pas d'usage de les décrire comme étant des «Palestiniens».)

Parlant de la Vieille Ville de Jérusalem, Mme Murray fait deux déclarations stupéfiantes : la plupart des Israéliens ne s'y sont pas rendus depuis des années, et seuls les Juifs orthodoxes visitent le Mur des lamentations! Non seulement il y a à cet endroit un quartier juif reconstruit et très peuplé (quartier qui avait été détruit pendant l'occupation jordanienne), mais encore la Vieille Ville est, depuis vingt et un ans, un secteur très animé où de nombreux habitants juifs de Jérusalem viennent constamment faire leurs achats et où les Israéliens de tous les coins du pays se rendent en visite. Quant au Mur des lamentations, c'est faire preuve d'ignorance ou vouloir consciemment déformer les faits que d'affirmer que seuls les Juifs orthodoxes s'y rendent. Des Juifs du monde entier, et même d'Israël, qu'ils soient orthodoxes, conservateurs, réformistes ou séculaires, y sont constamment présents.

Mme Murray affirme que de nombreux Israéliens n'ont jamais mis les pieds dans les territoires occupés. Or, des milliers d'entre eux circulent régulièrement dans tous les territoires occupés.

L'auteur déclare à tort que la moitié des Israéliens, soit celle que le premier ministre Shamir représente, refuse de négocier avec les Palestiniens. M. Shamir a refusé de négocier avec l'OLP. Nuance importante! L'«autre-moitié», celle dont le ministre des Affaires étrangères, M. Peres, est le porte-parole, refuse elle aussi de négocier avec l'OLP. Les deux «moitiés» sont disposées à négocier avec les Palestiniens, ou avec tout autre groupe arabe (sauf l'OLP) qui serait prêt à dialoguer avec elles. Hélas, tous ont

refusé, à l'exception des Égyptiens! Finalement, il est dommage d'apprendre que Mme Murray ne trouve plus agréable ses «rencontres» avec ses amis israéliens. Domage, en effet, mais vu sa perspective, c'est un résultat tout à fait compréhensible!

Donald Carr, Toronto

### La proposition de M. Sanger au sujet de l'Arctique fait peur

■ Dans son article intitulé «Donnez à l'ONU un territoire à gouverner» (*Paix et Sécurité*, été 1988), M. Sanger propose de placer l'Archipel arctique sous la gouverne des Nations-Unies, et cette idée me fait vraiment peur. Les autres territoires sous tutelle de l'ONU sont la Namibie, endroit où, il l'admet, la formule n'a pas donné les résultats escomptés, et le Territoire des îles du Pacifique. Dans ce dernier cas, les Américains se sont chargés de s'occuper des peuples de cet archipel pour le compte de l'ONU. Mais ils en ont profité pour vérifier les effets des radiations en se servant de ces gens comme cobayes et pour les tenir dans la pauvreté.

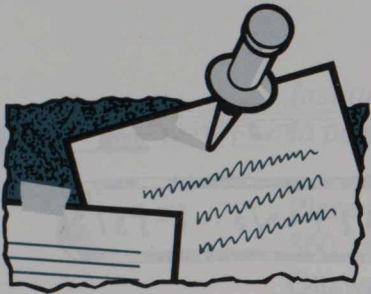
Et je suis certain que les Américains ne manqueraient pas la chance qui leur serait offerte d'administrer l'Arctique au nom de l'ONU. Imaginez tous les problèmes qu'ils régleraient ainsi d'un seul coup; en particulier, ils n'auraient plus à se soucier de négocier l'établissement d'un itinéraire aérien pour l'acheminement du plutonium entre l'Europe et le Japon.

Le Canada a déjà fait savoir qu'il avait délimité le territoire souverain de l'Archipel arctique. Notre pays définirait une voie maritime dans le Passage du Nord-Ouest et les autres États auraient le droit de l'emprunter à condition d'y passer rapidement et de ne pas la polluer. Les sous-marins de ces pays pourraient naviguer en immersion pourvu que le Canada soit informé de leur présence et qu'ils ne s'écartent pas de la voie tracée.

Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que l'on accroîtrait la sécurité du monde en faisant don de l'Arctique à l'ONU, comme M. Sanger le propose.

Isabelle George, Arcola  
(Saskatchewan) □

## NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ Quatre membres du conseil d'administration de l'Institut, nommé **Christoph Bertram**, **John Sigler**, **Paul Warnke** et **Lois Wilson**, ont terminé leur mandat en août 1988. M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a annoncé les noms de leurs remplaçants. Ce sont **Edward Green**, Directeur de l'*Institute of Social and Economic Research*, à l'University of the West Indies, à Kingston en Jamaïque; **Orest Cochkanoff**, ingénieur-conseil et ancien doyen de la faculté de génie de la Technical University of Nova Scotia, à Halifax (Nouvelle-Écosse), et **Mary Simon**, présidente de la Conférence circumpolaire inuit, à Kuujuaq (Québec).

■ «Le Canada, les sanctions et l'Union soviétique : les leçons de l'expérience», tel était le thème d'une série d'ateliers organisés par le *Centre for Russian and East European Studies*, à l'Université de Toronto, à la mi-juillet. **Geoffrey Pearson** et **Roger Hill** y ont assisté. M. Pearson a également pris la parole devant un groupe de jeunes Canadiens et Soviétiques qui participaient à un échange parrainé par les Quakers.

■ **Fauzya Moore**, membre de la section de l'administration des subventions à l'ICPSI, a présidé une séance sur les mécanismes de sécurité de Cuba et de la Jamaïque, dans le cadre d'une conférence sur la paix et le développement dans les Antilles. Celle-ci a eu lieu à l'University of the West Indies, sous le parrainage conjoint de l'*International Peace Research Association*, du Comité jamaïcain pour la paix, et de l'*Institute for Social and Economic Research*.

■ **Brad Feasey** (Programmes publics) et **Geoff Irvine**, expert-conseil embauché par l'Institut, ont assisté à Edmonton cet été à un at-

elier organisé par l'*International Institute for Peace Education*. MM. Feasey et Irvine sont les deux auteurs de l'ouvrage intitulé *Teachers' Handbook on Peace and Security*. **Geoffrey Pearson** a abordé le thème de l'éducation à la paix et à la sécurité, lors d'une assemblée que l'Association canadienne des conseils scolaires a tenue à Ottawa.

■ Pendant l'été et au début de l'automne, plusieurs changements ont été apportés à l'effectif de l'Institut. **Rycharde Brûlé**, agent principal des subventions, a pris un congé d'études d'un an pour aller se perfectionner au Collège de la Défense nationale. **Francine Lecours**, auxiliaire de recherche, a quitté l'Institut après y avoir travaillé pendant deux ans; elle a été remplacée par **Annie Leblanc** qui a récemment étudié à l'Université Carleton. **Harald von Riekhoff**, qui a été membre associé de l'Institut au cours des deux dernières années, est retourné à l'Université

Carleton; **Robert Mitchell**, lui aussi membre associé de l'ICPSI depuis deux ans, a réintégré le ministère de la Défense nationale. **Bruno Munier**, jusqu'à récemment membre de l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève, et **Douglas Hamlin**, du ministère des Affaires extérieures, ont tous deux commencé une affectation d'un an en tant que membres associés. **Norma Salem** est devenue chargée de recherche en septembre. Elle détient un doctorat en études islamiques, décerné par l'Université McGill, et elle nous arrive de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à Montréal. Au nombre des nouveaux venus, il y a aussi **Eva Bild**, rédactrice-correctrice dans la Direction des programmes publics, **Marie-Andrée Lalonde-Morisset**, agent des subventions, **Marilyn Miller**, préposée à la bibliothèque, et **Suzanne Payant**, réceptionniste.

■ À la réunion des Sociétés savantes, qui s'est tenue à Windsor,

### Attribution de bourses d'études

L'ICPSI vient de décerner huit bourses d'études à des Canadiens et Canadiennes désireux de poursuivre des études dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales. Ces bourses sont remises chaque année dans le cadre du Programme de bourses de l'Institut.

Les récipiendaires appartiennent à diverses disciplines et effectueront des études dans des secteurs variés.

**David Angell** est natif de Montréal (Québec). Il poursuit des études à l'Université de Cambridge, en Angleterre, où il compte obtenir un doctorat en sciences politiques. Il concentrera ses recherches sur l'exercice du commandement stratégique et sur l'évolution des forces et des stratégies nucléaires en Europe de l'Ouest. Bourse de 25 000 \$.

**Christine Ball** est native de Toronto (Ontario). Elle étudie actuellement à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, où elle espère obtenir un doctorat. Ses recherches porteront sur le rôle de la Voix des femmes et sur le déploiement des armes nucléaires. Bourse de 14 000 \$.

**Terrance Carson** est né à Edmonton (Alberta). Il a l'intention d'effectuer des recherches sur l'éducation concernant la paix, au *Centre for Peace Studies*, à Lancaster (Angleterre). Bourse de 14 000 \$.

**Cynthia Chataway** est née à Mississauga (Ontario). Elle envisage de poursuivre des études en socio-psychologie et sur la gestion des conflits à l'Université de Harvard. Bourse de 5 000 \$.

**Laurent Frappé** est natif de Québec (Québec). Il va poursuivre ses études doctorales en relations internationales à l'Université Laval. Ses recherches concernent les conflits et les relations internationales en Amérique latine. Bourse de 9 000 \$.

**Manon Hogue** est née à Montréal (Québec). Elle a l'intention de s'intéresser à la militarisation et au développement, à l'Université de Montréal. Bourse de 14 000 \$.

**Howard Peter Langille** est né à Annapolis Royal (Nouvelle-Écosse). Il poursuit des études à la *Bradford University*, en Angleterre, en vue d'obtenir un doctorat en philosophie; il s'intéressera surtout aux études sur la paix et il examinera les facteurs qui influent sur la formulation de la politique canadienne contemporaine en matière de défense. Bourse 25 000 \$.

**Leigh Sarty** est natif de Toronto (Ontario). Il termine un doctorat en sciences politiques (Relations internationales) à l'Université Columbia, à New York; il se spécialise dans les domaines de la politique internationale, de la sécurité internationale et de la politique étrangère soviétique. Bourse de 14 000 \$.

**Ron Purver**, **Fen Hampson**, **Harald von Riekhoff** et **Carl Jacobsen** ont présenté un atelier sur l'avenir de la limitation des armements. MM. Jacobsen et Purver ont assisté en Norvège à un atelier parrainé par l'Institut de recherches sur la paix (Oslo), atelier qui a porté sur la sécurité dans l'Arctique; M. Purver a alors fait un exposé sur les mesures propres à accroître la confiance et sur la limitation des armements dans le domaine naval. M. Jacobsen s'est ensuite rendu à Moscou, dans le cadre d'un programme d'échange mis sur pied par l'ICPSI et l'Institut des études canado-américaines à Moscou; il a alors effectué des recherches pour son travail sur la puissance stratégique des États-Unis et de l'URSS.

■ **Fen Hampson** et **Ken Bush** ont préparé deux exposés pour une conférence qui a eu lieu à Toronto et qui s'intitulait *L'atmosphère en évolution : implications pour la sécurité du globe*. Ils ont principalement traité de la perspective canadienne sur la question de l'évolution climatique et ils se sont interrogés sur les effets que cette dernière pourrait avoir sur les conflits socio-politiques. M. Hampson a par ailleurs pris la parole au colloque qui s'est tenu cet été sur la sécurité mondiale à l'Université de la Californie à Santa Cruz. Son exposé a porté sur l'application de la doctrine de la dissuasion.

■ Au début de septembre, **Geoffrey Pearson** a assisté à Moscou à un symposium parrainé et organisé par l'UNITAR sur l'avenir des Nations-Unies dans un monde interdépendant. Il s'est ensuite rendu à Bucarest où il a pris la parole devant l'Association pour le droit international et les relations internationales; il a alors parlé du renforcement de l'ONU dans les domaines du désarmement et de la sécurité collective.

■ **Fen Hampson** et **John Toogood** ont participé à la conférence annuelle de l'Institut international des études stratégiques, à Brighton (Angleterre); le thème était *Strategic Landscape: Lessons from the Past, Prospects and the Future*. □

## RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

Pour obtenir l'une ou l'autre de ces publications, veuillez utiliser la carte-réponse que vous trouverez au centre du présent numéro de Paix et Sécurité.

### LE GUIDE

Le Guide est publié une fois par année, et il a pour objectif de fournir aux lecteurs canadiens de l'information générale et aisément accessible sur les politiques canadiennes en matière de paix et de sécurité. Il vise à cerner les principales questions d'actualité auxquelles le Canada a réagi dans le courant de l'année, à les situer dans leur contexte et le cas échéant, à donner un certain nombre de commentaires formulés sur ces sujets dans le cadre du débat parlementaire.

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1985-1986, 300 pages.**

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987, 271 pages.**

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1987-1988.**

### PAIX ET SÉCURITÉ

*Paix et Sécurité* est une revue trimestrielle publiée depuis le printemps 1986; elle vise à informer la population canadienne et d'autres lecteurs sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions intéressant la paix et sécurité.

### REVUE ANNUELLE

**Paix et sécurité : évolution de la conjoncture en 1987 et réactions du Canada**, par Geoffrey Pearson, janvier 1988, 30 pages.

### LES CAHIERS DE L'INSTITUT

L'ICPSI compte publier entre six et huit Cahiers chaque année. Ces monographies, qui se veulent à la fois des documents d'érudition et



des études sur des sujets d'actualité, aborderont des thèmes relevant des domaines définis dans le mandat de l'Institut : la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits.

**1. La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le Bassin des Caraïbes**, par S. Neil MacFarlane, juin 1986, 74 pages.

**2. La défense continentale : analyse des tendances et perspective canadienne**, par David Cox, décembre 1986, 64 pages.

**3. La limitation des armements dans l'Arctique : contraintes et perspectives**, par Ronald G. Purver, février 1988, 93 pages.

**4. De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest**, par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages.

**5. Le débat sur les essais d'armes nucléaires**, par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988.

### RAPPORTS DE CONFÉRENCE

L'une des manières dont l'ICPSI s'efforce de favoriser la discussion publique sur les questions de la paix et de la sécurité consiste à commanditer et, à l'occasion, à organiser des conférences portant précisément sur ces sujets. De temps

en temps, l'Institut publie un compte rendu des délibérations d'une conférence donnée, en vue d'informer le grand public sur les sujets qui y ont été évoqués.

**1. Négociations pour la paix en Amérique centrale**, Compte rendu de la Table ronde sur les négociations pour la paix en Amérique centrale, Ottawa, les 27 et 28 septembre 1985, par Liisa North, 69 pages.

**2. La dissuasion remise en question : Doctrines, technologies et questions d'intérêt public**, Compte rendu de la Table ronde sur la dissuasion remise en question, Ottawa, les 17, 18 et 19 octobre 1985, par Dianne DeMille, 73 pages.

**3. Les risques de guerre nucléaire accidentelle**, Compte rendu de la Conférence sur les risques de guerre nucléaire accidentelle, Vancouver, du 26 au 30 mai 1986, par Andrea Demchuk, 44 pages.

**4. Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : perspectives d'évolution d'ici l'an 2000**, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque) 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar, 41 pages.

**5. Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale**, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987, 83 pages.

**6. Le commerce international des armes : problèmes et perspectives**, par Keith Krause, mars 1988, 53 pages.

### EXPOSÉS

Ces publications s'adressent aux lecteurs qui s'intéressent aux questions de la paix et de la sécurité, mais qui n'ont ni le temps, ni les connaissances nécessaires pour lire de longs écrits à ce sujet. Il s'agit à la fois d'aborder des aspects fondamentaux de la paix, des conflits et des relations internationales et d'analyser, au fil de l'actualité, les principaux événements et tendances nouvelles se rapportant au mandat de l'ICPSI.

**1. L'Initiative de défense stratégique : Qu'en pense le Canada?** par Gregory Wirick, octobre 1985.

**2. Un gel nucléaire?** par David Cox, janvier 1986. (Épuisé)

**3. L'hiver nucléaire** par Leonard Bertin, mars 1986. (Épuisé)

**4. La non-prolifération des armes nucléaires** par William Epstein, mai 1986.

**5. Négociations sur la limitation des armes classiques en Europe** par John Toogood, juin 1986. (Épuisé)

**6. Les origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales** par Gilles Grondin, août 1986. (Épuisé)

**7. La surveillance par satellite et les capacités du Canada dans ce domaine** par Ron Buckingham, décembre 1986.

**8. La paix est-elle possible en Amérique centrale?** par Steven Baranyi, octobre 1986.

**9. Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire : remise en question et hypothèses** par Fen Osler Hampson, novembre 1986.

**10. Le débat sur l'éducation à la paix** par Elizabeth Richards, décembre 1986.

**11. Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev** par John R. Walker, janvier 1987.

**12. Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire** par Jane Boulden, mars 1987.

**13. Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques** par David Cox, juin 1987.

**14. L'Entente de Stockholm ou l'art d'instaurer la confiance** par C.A. Namiesniowski, octobre 1987.

**15. Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux** par Henry Wiseman, octobre 1987.

**16. Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle** par Dianne DeMille, janvier 1988.

**17. Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder** par Jozef Goldblat, février 1988.

**18. Le Traité ABM a-t-il encore un avenir?** par Ronald G. Purver, février 1988. (Épuisé)

**19. La guerre du Golfe** par Francine Lecours, mai 1988.

**20. La déstabilisation des États de la "ligne de front" en Afrique australe 1980-1987** par Dan O'Meara, juin 1988.

**21. L'équilibre des forces classiques en Europe** par Roger Hill, juillet 1988.

**22. Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN** par Jocelyn Coulon, août 1988.

### OPINIONS

Ces documents ont la même longueur que les Exposés, mais les auteurs, tous experts en leur domaine, sont invités à rédiger une dissertation personnelle, et non pas seulement une description factuelle.

**1. Les relations est-ouest : valeurs, intérêts et perceptions** par Geoffrey Pearson, mai 1986.

**2. Éviter la guerre à l'heure du péril nucléaire** par Robert Malcolmson, novembre 1986.

**3. La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens** par John R. Walker, mars 1987.

**4. Sauvegarder la paix et la liberté : la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

**5. À quand la création d'une Organisation mondiale de l'espace?** par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987.

### LES DOCUMENTS DE TRAVAIL

Les Documents de travail rendent compte de travaux de recherche en cours, et ils sont souvent destinés à être publiés par la suite soit par l'Institut, soit par un autre organisme; l'ICPSI considère qu'il est intéressant d'en diffuser immédiatement des exemplaires en nombre restreint, essentiellement aux spécialistes des domaines en question. Contrairement à toutes les autres publications de l'Institut, ces documents ne sont publiés que dans leur langue originale.

**1. «Nuclear Weapons, Counter-Force, and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations»**, 57 pages. (Épuisé)

**2. «A Survey of Peace Education in Canada»**, par Wytze Brouwer, 71 pages. (Épuisé)

**3. «Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There From Here»**, compte rendu d'une conférence, Erice, Italie, avril 1986, 113 pages. (Épuisé)

**4. La France et l'Initiative de défense stratégique** par Charles-Philippe David, janvier 1987, 87 pages. (Épuisé)

**5. «Conference on Militarization in the Third World»**, exposés de Paul Rogers, Michael Klare et Dan O'Meara, présentés à l'Université Queen's à Kingston (Ontario) janvier 1987, 95 pages.

**6. «The Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers»**, par James Moore, janvier 1988, 16 pages.

**7. «Peace and Security in the 1980s: The View of Canadians»**, par Don Munton, janvier 1988, 86 pages.

**8. «Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators, Proceedings of a Workshop held in Ottawa 19-20 November 1987»**, par Robert Miller, mai 1988, 59 pages.

**9. «East-West Relations in the 1980s»**, par Adam Bromke, mai 1988, 103 pages.

**10. «The United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982»**, par Hanna Newcombe, mai 1988, 59 pages.

**11. «International Security and Canadian Interests»**, compte rendu d'un groupe de travail, juin 1988, 38 pages.

**12. «Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators (#2), Proceedings of a Workshop held in Ottawa 6-7 May 1988»**, par Kenneth D. Bush and Richard Price, août 1988.

### FICHES D'INFORMATION

Les fiches d'information ont pour objet de présenter un précis sur les questions d'actualité intéressant la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits, ou encore de

présenter le contexte historique d'événements contemporains. Les fiches d'information sont principalement destinées aux étudiant(e)s et au personnel enseignant des dernières années du cours secondaire.

**1. NORAD (Le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord)**, mars 1988.

**2. OTAN (L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)**, mars 1988.

**3. Les missiles de croisière et les essais de ces engins au Canada**, août 1988.

### RAPPORTS ANNUELS

Le rapport annuel expose, à l'intention du Parlement et de la population canadienne, l'ensemble des réalisations de l'Institut au cours du précédent exercice.

**Premier Rapport annuel 1984-85.**

**Rapport annuel 1985-1986.**

**Rapport annuel 1986-1987.**

**Rapport annuel 1987-1988.** □

### Programmes de bourses de l'ICPSI

L'Institut invite les personnes intéressées à lui faire parvenir des demandes dans le cadre de son programme de bourses, qui en est à sa troisième année d'existence. Peuvent présenter une demande des universitaires et d'autres chercheurs souhaitant amorcer ou poursuivre des travaux dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Le Programme vise plus particulièrement à encourager la recherche et l'approfondissement des connaissances dans le domaine susmentionné et à établir des rapports avec la collectivité internationale en soutenant des Canadiens et Canadiennes qui veulent poursuivre des études dans des institutions étrangères, ou, exceptionnellement, au Canada.

Les candidat(e)s doivent posséder la citoyenneté canadienne et au moins un diplôme universitaire de premier cycle, ou montrer qu'ils ont une expérience équivalente.

L'Institut dispose de 173 000 \$ pour le Programme et il compte attribuer dix bourses; trois vaudront 25 000 \$ chacune, et sept, 14 000 \$. Un comité de sélection indépendant examinera les demandes, et les noms des lauréats seront annoncés en mai 1989.

L'Association des universités et collèges du Canada administre le Programme au nom de l'Institut. Pour l'année universitaire 1989-1990, la date limite de réception des demandes a été fixée au 1er février 1989.

Pour obtenir plus de détails et des formules de demande, prière d'écrire à :

Association des universités et collèges du Canada  
Services d'administration des bourses d'étude  
151, rue Slater  
Ottawa (Ontario) K1P 5V1

### Attribution des subventions et échéancier

L'Institut attribue des bourses deux fois par année. Prière de communiquer avec l'ICPSI pour obtenir des formules de demande et un exemplaire du texte énonçant les critères mis à jour. Prière également de prendre note des dates limites suivantes :

30 juin, pour les décisions prises en octobre

31 décembre, pour les décisions prises en mars

## LETTRÉ DE KABOUL PAR MADELEINE POULIN



**«Les Afghans sont comme les journalistes ... ils ne sont pas très disciplinés.» Désinvolte, le fonctionnaire soviétique nous met en garde, pour la forme ...**

À Kaboul, dit-il, il fait 29 degrés, et la situation est dangereuse. Nous ne pouvons pas garantir votre sécurité. Si vous avez peur, n'y allez pas. Le voyage pour Kaboul commence véritablement à Moscou, et nous y sommes, une douzaine de journalistes, affrontant l'humour bourru auquel l'espèce a droit depuis toujours de la part des attachés de presse. On est à deux pas du Kremlin, mais on pourrait se croire à Ottawa ou à Washington...

L'appareil d'Aéroflot décolle au milieu de la nuit. Au petit matin, nous serons à Kaboul. L'avion garde son altitude jusqu'à la dernière minute, puis plonge vers l'aéroport, dans un bouquet de fusées traçantes. Un journaliste japonais m'explique qu'il s'agit de pièces de métal chauffées à blanc. En tout cas, le but est clair : il s'agit de détourner les éventuelles fusées américaines *Stinger*, guidées par la chaleur, que les moudjahidin, embusqués dans la montagne pourraient lancer contre nous. Dans la cabine, on n'entend plus que les moteurs et une mélodie de Grieg, La Chanson de Solweig. Quand nous touchons le sol, le Japonais brandit son pouce en signe de victoire. Il est vrai que les moudjahidin ont déjà abattu un avion des lignes afghanes. Le feu d'artifice des fusées traçantes et le ballet des hélicoptères militaires soviétiques autour de chaque avion écrivent dans le ciel de Kaboul un message sans équivoque : la guerre continue. L'originalité des Accords de Genève, c'est qu'ils n'ont pas été accompagnés d'un cessez-le-feu.

Et l'ironie de notre présence ici, c'est que nous, les quelque deux cents journalistes, nous sommes invités à assister à une sorte de célébration, qui devrait être celle de la paix, puisqu'après tout, il s'agit de l'entrée en vigueur d'accords internationaux, paraphés par quatre pays, à savoir l'Afghanistan, le Pakistan, l'Union soviétique et les États-Unis, accompagnée de l'évacuation d'une armée étrangère, l'Armée Rouge. Tout se passera d'ailleurs comme si la guerre était finie. L'armée sovié-

tique défilera sous nos yeux couverte de fleurs lancées par les Afghans «reconnaisants». Mais pour y croire, il faudrait se boucher les oreilles, puisque les moudjahidin, eux, n'ont rien signé du tout, et que leurs roquettes et leurs camions piégés explosent et ponctuent ces drôles de journées de fête ...

Que fête-t-on ici, exactement ? En réalité, s'il y a quelque réjouissance non officielle dans l'air, elle provient du simple soulagement des gens fiers et indépendants, contents de voir partir l'étranger dominateur et souvent méprisant. Et c'est là que les choses se compliquent pour le visiteur.

### **... même les gens les plus attachés au régime veulent d'abord voir partir les Soviétiques. On se souciera ensuite de défendre Kaboul contre les moudjahidin.**

«Comment ? Vous êtes membre du parti et vous êtes heureux de voir partir les Soviétiques ?» Et pourtant, même les gens les plus attachés au régime veulent d'abord voir partir les Soviétiques. On se souciera ensuite de défendre Kaboul contre les moudjahidin. Ils avouent en privé que l'appel aux Soviétiques a été une erreur, tout comme Moscou reconnaît, officiellement maintenant, avoir eu tort d'intervenir.

Qui sont-ils, ces communistes afghans ? Des ingénieurs, des techniciens, des gens instruits, avides de progrès à tout prix, comme ce vétérinaire ébloui par la Hongrie, lieu de ses études, et atterré à son retour par l'état de sous-développement de ce pays des mille-et-une nuits. Dans un pays où l'espérance de vie est de trente-huit ans, les communistes sont des médecins, comme le Dr Najibullah, président actuel, premier visé par la prévision américaine annonçant un effondrement rapide et inévitable du régime après le retrait soviétique.

Le Dr Najibullah nous a accordé une entrevue dans une petite salle du palais présidentiel où nous l'avons attendu sous l'oeil anxieux

d'un secrétaire, pour qui les journalistes restent des gens avec qui l'on ne plaisante pas. Attitude partagée par le président qui entre et s'assied sans tendre la main. Grand, massif, moustachu, les traits épais, dans sa tenue sportive à manches courtes et col ouvert, le président, qui est au début de la quarantaine, ressemble davantage à un jeune entrepreneur qu'à un homme d'État. Un jour, dit-il les Afghans sauront que la présence soviétique a été bénéfique. Il ne nie pas que, pour l'instant, elle soit un poids politique. Il sait que les Américains prévoient sa chute rapide en l'absence de l'appui militaire soviétique, mais il croit que Kaboul peut tenir si les Accords de Genève sont respectés, c'est-à-dire, s'il n'y a plus d'ingérence extérieure. Mais les accords sont vagues sur la fourniture d'armes aux moudjahidin par les Américains. On sent que c'est une

la guérilla. De plus, ils sont courageux, mais ils sont divisés. Et là s'ensuit évidemment une discussion sur ce que serait l'Afghanistan après une victoire du plus fort des dirigeants moudjahidin, Goulboudine Hekmatyar, qui, même s'il est sunnite et non chiite, a des allures de jeune Khomeyni. Voilà qui est peu réjouissant ! À la mosquée, vendredi pour la prière, il n'y a que des hommes. J'y entre, la tête couverte d'un foulard, et je n'attire que quelques regards furtifs. Les Afghans sont courtois envers les étrangers.

À la mosquée, devant, un homme parle. À mes côtés, un vénérable professeur de français interprète, en chuchotant. L'homme à la barbe blanche, devant, dit : «Nous ne soutenons pas la révolution [communiste].» Il ne soutient pas non plus les moudjahidin. Il a été l'un d'eux, au Pakistan. Mais, dit-il, ils ont des discussions sans fin et recommencent toujours tout à zéro. Maintenant que les Russes s'en vont, l'objectif est atteint, et il faut saisir l'occasion de la réconciliation nationale. Le vieil homme, qui a été sénateur, dit qu'il est venu voir Najibullah pour lui tendre la main de la paix.

Le soir, j'ai revu le vieil homme, dans une réception offerte par des Américains d'origine afghane. Sayed Abdoul Wakil Sadaquat s'était exilé au moment du coup d'État communiste de 1978. Il croit que le bain de sang prévu par les Américains peut être évité, que la réconciliation nationale est possible, mais que Najibullah devrait démissionner.

Samedi après-midi, huit jours après notre arrivée, nous nous retrouvons dans un Tupolev, au son de la même interprétation douce-reuse de la Chanson de Solweig. Mais cette fois, c'est un avion des lignes afghanes qui nous ramène non pas via Moscou, mais par New-Delhi, en Inde, un pays d'Asie non aligné, qui a des problèmes, mais qui les résout à sa façon, et selon les principes de la démocratie. Ce n'est donc pas impossible. □

*Madeleine Poulin est journaliste et co-animatrice de l'émission Le Point diffusée sur les ondes de Radio-Canada.*

# PEACE & SECURITY

## THIS LABRADOR BUSINESS ...

*The players in the game*

BY JOCELYN COULON

*What do the Innu want?*

BY MARIE WADDEN

*The use of airspace over a large portion of the Labrador peninsula by air forces of our NATO allies has created a complex and impassioned dispute.*



**Gregory Treverton**  
The role of Europe bashing in US presidential politics.

**Fen Hampson**  
As the planet heats up so will international tensions.

**Henry Trofimenko**  
An Interview. A Soviet expert on the West speaks his mind.

**Bradley Feasey**  
UNSSOD III did one good thing; it didn't schedule UNSSOD IV.

**Madeleine Poulin**  
As the Soviets retreat, a letter from Afghanistan.

Also in this issue:



OCCASIONAL PAPERS

3. **Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities**, by Ronald G. Purver, February 1988, 80 pages.

4. **From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages.

5. **The Debate About Nuclear Weapon Tests**, by Jozef Goldblat and David Cox, August 1988.

ANNUAL GUIDE

**A Guide to Canadian Policies and Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1987-88.**

BACKGROUND PAPERS

15. **Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987.

16. **Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988.

17. **Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession**, by Jozef Goldblat, February 1988.

18. **Has the ABM Treaty a Future?** by Ronald G. Purver, February 1988.

19. **The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988.

20. **Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988

21. **The Conventional Military Balance in Europe**, by Roger Hill, July 1988.

22. **The NATO Nuclear Planning Group**, by Jocelyn Coulon, August 1988.

POINTS OF VIEW

3. **Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.

4. **Maintaining Peace with Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.

5. **Towards a World Space Organization**, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987.

CONFERENCE REPORTS

4. **Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000**, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar, 36 pages.

5. **Measures for Peace in Central America**, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987, 76 pages.

6. **The International Trade in Arms: Problems and Prospects**, 21-22 October 1987, by Keith Krause, March 1988, 47 pages.

NOTE FROM THE EDITOR

■ It is a safe bet that when the final chapter of the Labrador low-level air training story is written, it will be used as a case study to try the patience of public policy students across the country. Here is a classic public policy dilemma, rich in all the intractable problems that make civil servants sometimes think about another line of work. The competing interests are many and varied: there are at least three federal government departments, two provincial governments, the air forces of three foreign countries, the divergent views of local inhabitants, as well as numerous contractors, private consultants, interested outside parties and the North Atlantic Treaty Organization.

A couple of short articles cannot deal with all the issues a controversy like this one raises, so the pieces by **Jocelyn Coulon** and **Marie Wadden** concentrate on two questions: if one is going to have an air force capable of fighting wars (or belong to an alliance that does) one needs a place for it to practice, so the issue is not, "Are we going to have low-level air training?" It is rather, "Where is it going to be?" and even more important, "How are we going to decide?" Another

part of the problem these pieces make explicit is that low-level military flying, like any other moderately complicated industrial activity, has costs as well as benefits, and that weighing them up is not easy. While some factors are easy to grasp – new jobs on one hand, a reduction in caribou fertility rates on the other – others equally compelling are contained in vague notions like "national security," "loss of cultural identity" and "alliance solidarity."

The Innu of Labrador seem not very interested in the tangible economic benefits of the project and the intangible ones probably don't mean very much to them either. But *their* concerns and worries about what is going on are not the kind of factors *our* decision-making process had traditionally taken very seriously – especially when weighed against the promise of jobs and a little prosperity in a chronically poor region. The danger is that we will repeat past errors; white mainstream Canada will deal with the negative parts of an activity it deems important by dumping them onto people it has already marginalized.

It is interesting to speculate on what might happen if the govern-

ment decided that Algonquin Park in central Ontario was the only place to conduct allied air training. One sure result is that the minds of mainstream Canadians would focus on the problem. This will not happen, of course; all the more reason, therefore, to listen very carefully to what the Innu have to say.

■ If there are any doubts that environment and economic development issues are vital to international security, they are dispelled in the article by **Fen Osler Hampson** on the potential role of climatic change in international tension. Also in this issue, **Gregory Treverton**, of the Council on Foreign Relations in New York, comments on how the US presidential candidates will come to grips with the domestic politics of the US-Europe defence partnership; **Bradley Feasey**, an advisor on the Canadian delegation to UNSSOD III gives us his perspective on the month-long session; **Madeleine Poulin** reports back from Kabul, Afghanistan about the peace agreement that isn't; and we present a wide-ranging interview with Soviet "Westernologist" **Henry Trofimenko**.

– Michael Bryans

Canadian  
Institute for  
International  
Peace and  
Security

**Executive Director:**  
Geoffrey Pearson

**Board of Directors:**  
William Barton, *Chairman*  
Lise Bissonnette  
David Braide  
Orest Cochkanoff  
Gisèle Côté-Harper  
Ann Gertler  
Edward Green  
John Halstead  
Kal Holsti  
Jacques Lévesque  
Richard Mercier  
Geoffrey Pearson  
Harry A. Porter  
Mary Simon  
Brian Urquhart  
Jean-Guy Vaillancourt

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus.

The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE&SECURITY

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7  
(613) 990-1593

**Editorial Board:**  
Nancy Gordon, *Chairman*  
David Cox  
Roger Hill  
Hilary Mackenzie  
Madeleine Poulin

**Editor:**  
Michael Bryans

**Associate Editors:**  
Hélène Samson  
Eva Bild

**French Review Editor:**  
Jocelyn Coulon

**Design and Production:**  
The Spencer Francey Group,  
Ottawa/Toronto

**Translation:**  
Denis Bastien, Sogestran Inc.  
Second Class Mail  
Registration No. 8041  
Postage paid in Smiths Falls  
ISSN 0831-1846

Copyright © 1988 by the  
Canadian Institute for Inter-  
national Peace and Security.

*Peace & Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints of these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

*Peace & Security* is produced by means of electronic page design and assembly. Final type is generated on a Linotronic L-300 pagesetter.

Material from this quarterly may not be reproduced without the express permission of the Institute.

## CONTENTS

---

### 2 THIS LABRADOR BUSINESS...

**THE PLAYERS IN THE GAME** BY JOCELYN COULON

**WHAT DO THE INNU WANT?** BY MARIE WADDEN

*The use of airspace over a large portion of the Labrador peninsula by air forces of our NATO allies has created a complex and impassioned dispute.*

---

### 6 EUROPE-BASHING IN US POLITICS

BY GREGORY F. TREVERTON

*A hardy perennial in US domestic politics is how little the Europeans do for their own defence.*

---

### 8 THE CLIMATE FOR WAR

BY FEN OSLER HAMPSON

*A recent meeting of scientists in Toronto points to climatic change as a source of international tension.*

---

### 10 HENRY TROFIMENKO: AN INTERVIEW

*A Soviet "Westernologist" has strong views on everything from Canadian submarines to the state of Kremlinology in America.*

---

### 12 UNSSOD'S UNDOING

BY BRADLEY FEASEY

*It is time to re-think the role of the United Nations in disarmament – this summer's Special Session was a bust.*

---

### 22 LETTER FROM KABUL

BY MADELEINE POULIN

*As the Soviets retreat, a letter from Afghanistan.*

■ **Jocelyn Coulon** is international affairs editor for *Le Devoir* and French review page editor for *Peace & Security*; **Marie Wadden** is a reporter for CBC television in Montreal currently on leave writing a book on the Innu of Labrador; **Gregory F. Treverton** is Senior Fellow at the Council on Foreign Relations in New York; **Fen Osler Hampson** is a research associate at the Institute and teaches international affairs at Carleton University; **Henry Trofimenko** is the head of the foreign policy department of the Institute of US and Canadian Studies, USSR; **Bradley Feasey** is a member of the Public Programmes staff at CIIPS and was an advisor on the Canadian delegation to the third UN Special Session on Disarmament; **Madeleine Poulin** is co-host of Radio-Canada's public affairs television programme *Le Point*.

---

14 REPORT FROM THE HILL

---

18 LETTERS TO THE EDITOR

---

15 DEFENCE NOTES

---

19 NEWS FROM THE INSTITUTE

---

16 ARMS CONTROL DIGEST

---

20 DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS

---

17 REVIEWS

**B**Y THE END OF 1989, NATO MUST DECIDE where to locate a major tactical fighter training centre: in Canada or in Turkey. If Canadian Forces Base Goose Bay is chosen, it will become the target of protests by Canadian peace and ecology groups that for several years have condemned low-level flights in Labrador.

Military activities are by no means a new development at Goose Bay, but their growth in recent years has increasingly concerned natives as well as the peace and ecology movements, who argue that low-level flights have negative effects on fauna,

and NATO's new military strategy. Western armed forces maintain more than 3,000 combat aircraft in European NATO member countries, with many of these stationed in West Germany. Pilots must train daily to prepare for possible attack. Day and night, more than 100,000 low-level flights are conducted each year in West Germany, to the great consternation of the public. Restrictions on these flights, however, are numerous. Pilots must stay clear of large cities, civilian structures (dams, power plants, towers, etc.) and commercial air lanes, and cannot fly at low altitudes, for more than ten minutes or so. Accidents are frequent nevertheless; so far this year, about fifteen military aircraft have crashed, two of them near nuclear power stations, triggering public demands for even tighter restrictions.

In addition, NATO has adopted a new defence strategy to halt an enemy attack. The Follow-on Forces Attack (FOFA) favours a deep strike against the military forces and support infrastructure in the enemy's rear sector, charged with reinforcing front-line troops. This tactic relies on air power, with fast attack planes flying at more than 900 kilometres an hour at altitudes below 300 metres in all weather conditions, and on the ability to avoid enemy anti-aircraft defences. To master this type of mission, pilots require intensive training over long distances.

Canada's Department of National Defence believes Goose Bay is well-suited to this type of exercise and offers ideal training conditions for pilots. The West German, British and Dutch air forces already use this base for air training, and with a few modifications, the Labrador base could easily meet NATO's requirements.

CFB GOOSE BAY WAS CREATED IN 1941 FOR USE IN the Second World War, and served as a stopover and transit base for more than 24,000 planes. After the war, the United States used it as a Strategic Air Command support base until the late 1960s. Britain's Royal Air Force pilots trained at Goose Bay in Vulcan nuclear bombers until 1984. Today, an international agreement between Canada, the United States, West Germany, Britain and the Netherlands governs military activities there. The last three countries have conducted low-level flights in the area for several years, and maintain forty-two Tornados, Alpha-Jets, F-4 Phantoms and F-16 fighters at the base. The agreement allows each country to send twenty-five fighters to Goose Bay, thus limiting the total to 125 aircraft. Neither the United States nor Canada conduct low-level flights, although Canada has assigned four F-18 fighters to the base to strengthen the defence of the Far North. In June 1985, the federal government also announced a \$93 million modernization plan for Goose Bay.

According to Major Dave McCabe of DND's Directorate of Air Operations and Training, some changes will be necessary if NATO chooses Goose

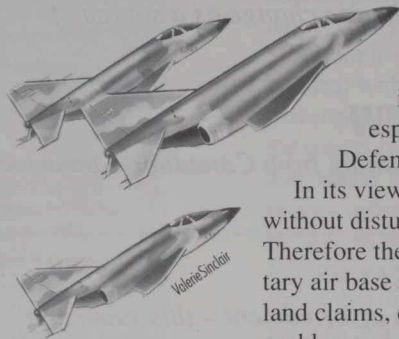
flora and inhabitants of the surrounding area. The Canadian government, especially the Department of National Defence (DND), sees things quite differently.

In its view, not only does the base provide jobs without disturbing local life, but its location is ideal. Therefore they have invited NATO to set up a military air base at Goose Bay. Amid a jumble of native land claims, demilitarization and environmental problems on the one hand, and jobs, economic development and military commitments on the other, the two camps are locked in a fierce struggle.

THE WHOLE CONTROVERSY BEGAN IN JULY 1984, when Canada proposed CFB Goose Bay as the site of the Tactical Fighter Training Centre. NATO had actually begun feasibility studies for such a centre in 1980. It was searching for a very large area, uninhabited if possible, with geographic conditions resembling those found in central Europe, and with few climatic, technical and human restrictions. In 1985, two potential sites were selected: Konya, Turkey and Goose Bay, Canada. After a preliminary assessment, the NATO task force recommended the Turkish site in September 1986, primarily for political reasons. Turkey was to be given the base in order to strengthen its ties with NATO, and to make amends of sorts for its on-going dispute with Greece and strained military relations with Washington. Canadian objections over the method for estimating the cost of setting up the base (costs had been overestimated) convinced NATO to cancel this decision and review the matter. According to Robert Fowler, Assistant Deputy Minister of Defence, the NATO Defence Planning Committee must reach a decision by December 1989.

NATO needs this training base for two reasons: the problems posed by air traffic in central Europe,

# THIS LABRADOR BUSINESS ...



## *The Players in the Game*

*Amid a jumble of land claims and environmental issues on one hand, and military commitments and economic development on the other, a complex process of public hearings and scientific studies runs its course.*

BY JOCELYN COULON

Bay. A second landing strip will be built parallel to the main strip, and new buildings will be needed for an operations centre and for housing. Each country stationing planes at the base will build its own protective hangars and pilot-support infrastructure. The cost of major work is estimated at about \$500 million, with part to be paid by NATO.

The setting up of the NATO Tactical Fighter Training Centre would increase low-level flights and activities at the base considerably. The number of flights in 1987 topped 6,300. DND estimates that 140 to 170 combat aircraft from eight countries would take part in this type of activity between February and October each year, and that the base would record 40,000 sorties, with low-level flights accounting for 60 percent of the total. If DND forecasts are accurate, 3,500 employees and their families would be based at Goose Bay, and 500 pilots would train there each year.

Canada's proposed low-level flight and tactical training range covers 100,000 square kilometres in two tracts that contain no permanent settlements. The northern and larger tract is divided into three sectors straddling the Quebec-Labrador border, just to the north of Goose Bay, while the second also straddles the border, lying mostly in Quebec. In these vast areas, pilots can fly at about 30 metres (100 feet) for more than an hour, hugging tree tops and following the contours of the land. Restrictions will be very few, except those respecting wildlife and humans. Pilots may engage in simulated aerial combat and naval attacks. Finally, one or more firing ranges will probably be set up, although DND is quick to note that talks with NATO on this matter are not complete and techniques for simulating combat may eliminate the need for these ranges.

Major McCabe explains that DND is currently taking all necessary steps to avoid disturbing caribou herds and fishing and hunting camps. As a further precaution, anyone wanting to travel in these areas is asked to notify the base, so flight paths can be re-routed. These measures will be augmented if the centre is established.

NATIVES AND THE PEACE AND ECOLOGY GROUPS dispute the Canadian Forces' arguments. They claim that low-level flights are already harming the environment and affecting native lifestyle, and an increase in flights would endanger the ecology and inhabitants of the entire region. At this stage in the debate, the two sides are trading conflicting figures, evidence and statements, all of which are difficult to judge.

Opponents of the project make claims of frightened animals abandoning their natural habitat, disintegration of native culture, and the destruction of native lands over which jurisdiction has not yet been established. Supporters of the base argue virtually the opposite. More than twenty-five years of military activities at CFB Cold Lake in Alberta have demonstrated that wildlife does not disappear. In fact, the caribou population in Labrador has grown to almost 600,000 today (from 60,000 25 years ago), making it the largest herd in the world. The native population has been settled for several decades, and most of the Innu (Labrador), Inuit and Montagnais (Quebec and North Shore) live very far from the area used for low-level flights. A small number continue traditional activities and travel into "military" zones, but Major McCabe claims that flights cease or diminish in an area as soon as natives are observed. The natives' land claims, however, are not yet settled, and this appears to pose the greatest problem.

The natives are divided over the entire issue. The Innu are fiercely opposed to the project, especially because land claims negotiations continue to drag. The Montagnais (as the Innu are called in Quebec) and the Inuit, however, appear to be more flexible and willing to compromise, provided that their land claims are settled. They appear to view the militarization of their lands as secondary.

In an attempt to clear up the whole issue of present and future activities at CFB Goose Bay, Environment Canada created an Environmental Assessment Panel in July 1986, which held public hearings on the matter, then issued strict directives to be observed by DND in the environmental impact study it must produce to justify the NATO project. The study was contracted to a subsidiary of Lavalin Corporation, a company with a potential interest in building and equipping the centre. When this study is completed in November 1988, the Panel will examine the findings, hold new public hearings and, by September 1989, will make final recommendations to the two government departments involved.

Opponents of the NATO project consider the Panel a farce because, like all federal environmental review boards, it can only make recommendations. However, as the Panel's executive secretary, Carol Martin, points out, it can ultimately recommend that the NATO base not be established. The final decision will have to be made by the government.

Regardless of the outcome, Minister of National Defence Perrin Beatty has already

stated that the base will not halt present operations, since Canada has commitments to several NATO countries under the Goose Bay international agreement.

A SOLUTION MIGHT BE FOUND QUICKLY IF THE parties involved begin to negotiate seriously. Native land claims would have to be settled first to avoid political and jurisdictional problems. Then, safety measures would have to be strengthened, the extent of area used for low-



Source: Environmental Assessment Panel, Newsletter #1, November 1987.

level flights would have to be reviewed, and penalties would have to be introduced for pilots who violate these regulations.

Canadian and NATO military authorities can cite no military or technical justification for using such a vast area (equal to about forty percent of the area of West Germany) for flights and tactical training. Military sources admit that the southern range is needed only as a reserve in the event weather conditions prevented certain operations in the northern range. The latter is divided into three sectors, two of which may be closed at any moment; a fact that gives some indication of the military's real needs. In strengthening safety measures to prevent harmful effects on the environment and local residents, military authorities need to demonstrate beyond all doubt that violations of the regulations will be severely punished, otherwise it will be impossible to gain the co-operation of the inhabitants.

Low-level flights have become intolerable to the public in central Europe, and Canadians certainly would not want such flights over their towns and villages either. In solving this dilemma, every attempt must be made to respect Canada's commitments to both Western defence, and native rights. □

**T**HIS TIME OF THE YEAR, HUNDREDS OF INNU (Naskapi-Montagnais Indians) are doing what they know and love best. They are scattered throughout Labrador's vast interior, hunting and fishing, as they have done for thousands of years. At a military co-ordination centre in Goose Bay, there is frustration. The Innu won't tell the Canadian Armed Forces where they are, so they risk being over-flown by low flying jets.

The Department of National Defence (DND) is trying to avoid more confrontation with the Innu, who have drawn international attention by their

caribou. Innu hunters now use Skidoos to bring provisions into the camp to make their families more comfortable.

The former commander at Goose Bay, Colonel John David, says it is an unrealistic way of life for the Innu to hold on to: "For the old people, it's important to return to the bush," he says, "but it can't be kept up for the young people, it's just not economically feasible anymore."

"It's not for the military to decide whether our way of life is economically feasible," says Peter Penashue, a young Innu leader.

The Chief of Sheshatshit, Daniel Ashini, told the Environmental Assessment Panel studying the effects of flight and weapons training in Labrador:

We may be interested in integrating aspects of your culture into our own...some of us may want to take up wage employment in the renewable resource sector, but many of us will want to continue to hunt, trap, fish and gather as a primary occupation, permitting us to pass on to future generations the great wealth of knowledge about the animals and the land that is our heritage.

Another expert on Innu culture, José Mailhot, spoke at the same hearings:

They [the Innu] hold, with reason, a conviction that if the possibility of going to the bush no longer exists, they will be nothing but a diminished and conquered people. We will have dispossessed them of everything, and they will have nothing to pass on to future generations.

The Innu see the government subsidies for their transportation into the bush as compensation for the development that has already taken place on their lands; lands which have never been ceded by treaty or land claims agreement. Those developments include construction of the Goose Bay airport by the Americans during World War II, iron ore mining at Schefferville and Labrador City, logging operations associated with the Labrador Linerboard Mill, and the development of Churchill Falls Hydro in the late 1950s.

The development of Churchill Falls was a bitter experience for the Innu who traditionally camped and hunted in the area now known as the Smallwood Reservoir (a man-made lake created by water diversion from the falls). These families lost canoes, traps, and hunting equipment because they were not warned about the flooding. As compensation, they were given houses, which were little more than shacks built for about \$2,000. Those that still stand give the village a slum-like appearance.

INNU VILLAGES ARE POOR AND MOST INHABITANTS ARE on welfare. They are plagued with social problems common to most native communities in this country; alcoholism, domestic violence, and suicide. Innu health has suffered for other reasons. There is obesity and disease because of the change in diet since the Innu became sedentary, and vegetables and fruit from the south are too expensive for most Innu families. It is because the Federal government recognizes the benefit life in the bush has on Innu mental and

# THIS LABRADOR BUSINESS ...

## *What do the Innu want?*

*Many Native people  
feel they are without  
real power and  
believe the cards  
are stacked against  
them. "We can't fight  
NATO; we'll be wiped  
off the map."*

opposition to military activity in Labrador. Last year Innu representatives spoke before the United Nations Human Rights Commission. They told the Commission that NATO countries are conducting flight training on Innu territory without Innu consent, that this is a violation of their human rights, and threatens their cultural survival. And further, the Innu believe activities associated with a planned NATO tactical fighter weapons training centre will have disastrous consequences for them.

Many Innu families have been traumatized by the low flying jets and say they may not go back to the country. The Innu are worried about damage to the environment, about what pollution from jet exhaust may do to aquatic life and how noise will affect the migrating habits of waterfowl and caribou. They fear that the cornerstone of their culture, their hunting and trapping life in the bush, will be destroyed by military activity.

THERE ARE TEN THOUSAND INNU ON THE QUEBEC Labrador peninsula living in eleven villages along Quebec's northeast coast and in two settlements on the Newfoundland side of the Labrador border. Canada's last nomads, the Innu of Davis Inlet, a village in Northern Labrador, moved from tents to houses for the first time in 1967. However, according to Laval University anthropologist Paul Charest, it is Innu life in the bush that is most at risk:

If the level of military activity increases considerably after the promotion of Goose Bay as an official NATO base, we can expect the very foundations of the Montagnais [Innu] culture, their life in the bush, to be irreversibly compromised.

Proponents of military expansion in Labrador say Innu life in the bush today is little more than a holiday at taxpayers' expense. Aircraft fly Innu families into the country, twice a year, at government cost. In the past, the Innu travelled these long distances on foot, moving camp as they followed the migrating

BY MARIE WADDEN

physical health that the bush programme, as the air transport into the country is known, is subsidized.

But life in the bush has become intolerable, the Innu claim, since the war planes came. While there has been low level flight training in Labrador since the 1970s, the flights were less frequent than they are now. The number of flights will rise steeply if the NATO centre is established, and even if the NATO centre goes to Turkey, the Canadian government has committed itself, through bilateral agreements, to dramatically increasing the number of aircraft training in Labrador.

The Innu say it will be impossible to escape the noise and startle effect of an aircraft travelling seven hundred kilometres an hour passing overhead, just thirty metres above the ground. And they don't believe the jets can avoid them, even if the military air controllers know where their camps are. The possibility that the Innu might give up going into the bush altogether worries Father Jim Roche, an Oblate priest who has lived with the Sheshatshit Innu for the last four years: "There's already a big problem with alcohol among the Innu and a further erosion of their culture will exacerbate it. We're talking about the physical and mental health of a lot of people."

"They're just using this issue to force settlement of their land claims," says Major David McCabe, of DND's air operations and training directorate. He is partly right; the Innu want their indigenous rights to this area recognized, but they're not willing to sell out those rights, especially if doing so compromises their relationship with the land that has sustained their culture. Peter Penashue says the day a land claims deal is signed will be one of the saddest days for his people. "The land claims process does little more than legitimize the theft of native land."

BECAUSE OF THE SUPPORT THEY HAVE RECEIVED outside of Labrador the Innu have become a political force to be reckoned with. "Without the Innu, there would have been no environmental assessment," says Robert Ferrari, an employee of Lavalin, the company preparing DND's report. The multi-million dollar study has been looking at the effects of low-level flying on animals and people in Labrador. The independent panel, set up by the Federal Environmental Assessment Review Office will hold public hearings on the proposed increase in flight and weapons training early in 1989. While the Innu have refused to co-operate with Lavalin researchers because the study is being conducted for DND, they will participate in the public hearings. However, they

have little faith that the project will be halted because of their objection to it.

Many of the Innu want the low-level flights to be totally abolished, and want no more talk of a NATO centre for the region. Others, who say there must be compromise, ask that a just land claims agreement be reached before there is any more expansion in flight training. Even with an agreement, however, most Innu feel they cannot share the land with the planned NATO weapons training centre.

"We are interested in negotiating political rights that will give us meaningful jurisdiction over the lands under our control," says Chief Ashini. "But it will be impossible for us to exercise such political rights if significant portions of this territory have been taken from us for military expansion."

FLIGHT TRAINING OVER INNU LAND IN LABRADOR raises disturbing new legal questions for aboriginal title claims. "Who owns the airspace a hundred feet above the ground?" asks Lavalin's Ferrari, who will address this issue in his study. The Innu argue that what happens in the air, whether it is air-to-air combat, low-level flying, or practice bombing, will affect the environment on the ground. They are not sure how a Canadian court of law would decide on this matter, and in any event, will not be reassured if the study establishes that low-level flying has little adverse effect on caribou and other animals.

"They won't know for at least ten years how the flying will effect these creatures, and then it may be too late," says Innu hunter Ben Andrew. "Our findings won't be conclusive," says Ferrari, "we'll have to recommend on-going studies." DND and its environmental experts say the caribou don't seem overly bothered by the noise.

Can the NATO centre and low-level flying carry on without threatening Innu health, and way of life? The Indians certainly don't think so; DND believes otherwise. While he was commander, Colonel David tried to foster good relations with the Innu at Sheshatshit, attending community events and hiring two Innu to work as base firefighters. The Innu view this with some suspicion, and fear the military is trying to divide and mislead the community with promises that cannot be kept.

DND's efforts to appease the Innu have largely failed because they have come too late. The climate of fear and distrust that now exists between the Innu and the white supporters of military expansion in Labrador may never be broken. Its legacy will be bitterness and perhaps a more rapid deterioration of Innu society. "We're a dying breed," says Peter

Penashue. "We can't fight NATO; we'll be wiped off the map."

IS IT SIMPLY A QUESTION OF SACRIFICING AN indigenous culture for the sake of national security? The Newfoundland government has never hidden its wish for the Innu to be integrated as quickly as possible into the mainstream of Newfoundland life. The most powerful provincial administrator in Labrador is John McGrath, the assistant deputy minister for agriculture, rural and northern development. He says there is no commitment from his government to help the Innu preserve their language or culture. "Cultures and languages disappear all the time," he says, citing his loss of his own ancestral language as an example.



Valerie Sinclair

Goose Bay businessmen, needed by continuous Innu opposition to something they wholeheartedly endorse, ask what the Innu have done with the land to make it their own. The Innu have not built on it or made any money from its resources. The Innu respond that they have simply taken from the land what was needed, and in return, obeyed and respected nature's "masters." The Innu have always perceived themselves as caretakers of their homeland, which they call Nitassinan.

A 1985 issue of the *Royal Air Force News* paid a great compliment to Innu stewardship of Labrador: "The real beauty of this place is that quite simply the land is just as God left it." Nitassinan will never be the same, the Innu say, once the war games start. □

# EUROPE-BASHING IN U.S. DOMESTIC POLITICS

*The next president of the United States will inherit some difficult puzzles that spell trouble with the European allies.*

BY GREGORY F. TREVERTON

**R**ELATIONS BETWEEN THE United States and its European allies are serious but not bad, as Ernest Hemingway, who was fond of Spanish *doble dichos*, or reversible double-sayings, might have put it. On the surface, the next president will inherit smooth relations, ones symbolized by the Toronto summit, Mr. Reagan's valedictory. Yet beneath the surface and beyond the first few months, the new president will inherit several puzzles that bear directly on the long-term shape of the trans-Atlantic alliance.

One issue has been surprisingly absent from the early campaigning – burden-sharing, that hardy perennial. Yet for either George Bush or Michael Dukakis as president, the task will be managing the American politics of the issue. Members of Congress have thrust forward a number of calls in recent years for Europe to do more in its own defence; they have accompanied those calls by more or less disguised coercion. There is nothing new about all this: Congressional exhortations to the Europeans to pull up their socks go back at least to the initiatives associated with Senator Mike Mansfield in the last 1960s. If anything is different now, it is who does the exhorting. In the 1960s, pressure on the Europeans came mostly from the political left, people who thought that the US had too many commitments in too many places or that 300,000 American troops in Europe were even then an anachronism. Now, however, the pressure is spread across the political spectrum but is most powerful on the political right.

In particular, it is now in fashion to argue that given its twin budget and trade deficits and its lagging productivity, the United States can no longer afford its global commitments. Paul Kennedy is the name most associated with that view, and David Calleo applies it specifically to the Atlantic Alliance. This "we-can't-afford-it" view is economic nonsense, for with decent economic management there is no reason why the United States cannot afford to spend six percent of its gross national product on defence and increase living standards at the same time; after all, historically six is not a high number for the United States. It is about what the country spends on education and two-thirds what it lays out for health care. Moreover, during the period 1980 to 1986, while defence was growing as a share of GNP, from 5.2 to 6.6 percent, real per capita consumption rose by 15 percent.

In any event, now as in the past, the real debate is about how many troops the United States has, not where they are located. Analytically, American forces are not much more expensive to maintain in Europe. They certainly would be more expensive to move, for new facilities in the US would have to be prepared for them. So there is money to be saved by withdrawing troops from Europe only if those forces are then demobilized – removed from the force structure.

Yet that analysis does not drive the politics of the issue, nor has it in the past. The latest procurement scandal notwithstanding,

weapons get built in some Congress members' districts. So, too, bases provide jobs where they are located. By contrast, there is little constituency for troops stationed abroad; the soldiers can vote, but most would not vote to remain abroad. And so those troops are a tempting target of budget cutters, never mind the economic facts. One question for the new administration, will be how much it feels that specific pressure, especially from Congress.

IF THERE HAS BEEN LITTLE EUROPE-bashing so far, that would be little consolation if America's commitment to Europe were tugged down in general defence budget-cutting. So a second question is, economics aside, how much political heat will the next administration feel to cut Pentagon spending. Defence spending has been declining at two to three percent a year in real terms, so a baseline guess would be a continuation of that trend. Cuts of that order would constrain modernization and, if history is any guide, diminish readiness but would not require cuts in European forces.

Before the end of a first Bush or Dukakis Administration, based on historical patterns, defence spending will turn upward again, in response to some specific event or to the broad feeling in the body politic that the US is letting down its guard. Hopes for arms control, abetted by the "Gorbie factor," may upset that historical pattern, but history also suggests a paradoxical conclusion of a partisan sort: defence spending may be lower in a Bush administration

than in one led by Mr. Dukakis. Dukakis will be vulnerable to charges of softness, especially if he pursues far-reaching strategic arms control and carries out his declared intentions to cancel major nuclear programs, and so he will need to prove that he is serious about defence.

A third question is whether the defence burden will become intertwined with economic dealings across the Atlantic. In his ill-fated 1973 "Year of Europe" speech, Henry Kissinger asserted that "political, military and economic issues in Atlantic relations are linked by reality, not by our choice nor for the tactical purpose of trading one off against the other." At the time, Europeans feared he meant just the opposite of what he said: that Washington was going to use its leverage in the security domain to extract economic concessions from its partners.

So far, interestingly, it mostly has not happened. Economics and defence have been dealt with among the allies along separate tracks dominated by separate sets of experts. On balance, the separation has served the alliance well. The allies have argued about security or economics but mostly on their separate merits. Both the issues and their domestic politics have been more manageable than if explicit linkages had been drawn. In the process, Europeans have come to take the tacit link to American forces in Europe half seriously: normally it seems an intramural drama played out between the US Executive and Congress, while on occasion it has moved them to increase their own defence effort, at least symbolically.

Now, Representative Patricia Schroeder has turned the usual rhetoric into a proposal. "We are subsidizing the security of our major trading partners," she said, "while they are cleaning up in international markets." The proposal is to retaliate against the trade of allies if they do not spend more on defence. It does not seem likely to succeed; declining US defence outlays would seem an unpromising base from which to lecture allies, although in politics, as in football, the best defence often is a good offense. But the temptation to link will be part of the politics of burden-sharing in the alliance.

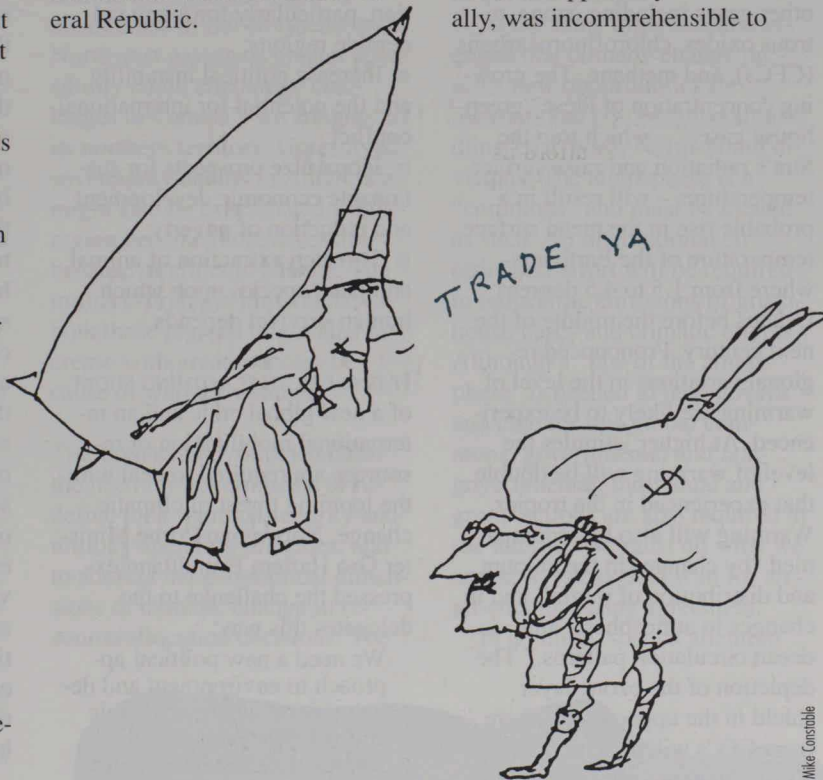
The possibility of linkage leads to the pressing trade issues that will confront the new president. The trade deficit, now larger than the national incomes of all but twelve countries in the world, is running at about \$150 billion per year. Still, despite deficits, protectionism in the United States has advanced on the creep, not the bound.

The fate of presidential candidate, Richard Gephardt, who sought to ride the protectionist tiger is instructive: if Americans are concerned about losing jobs to other countries, so are they attached to their Toyotas and Sonys. And so the Administration negotiated the free trade agreement with Canada even as it acted protectionist on other issues.

THE NEW PRESIDENT WILL CONFRONT one specific European – for which read "German" – issue in all this. If the US is to move from trade deficit toward balance, other countries will have to contemplate lower surpluses, even deficits. At present, the two largest surplus countries by far are Japan (\$80-100 billion) and the Federal Republic (\$40-50 billion). The new president thus will continue the Reagan administration's pressure on Germany to pump up its domestic demand, and so consume more at home while exporting less. On the face of it, the case for German reflation is strong: growth estimates are less than two percent per year, while unemployment re-

mains in the high single digits – unprecedented since World War II. Japan has taken steps to boost its domestic demand, but the Federal Republic has done much less.

Yet it is a curious kind of Puritan irony that the international financial systems glorifies surpluses and vilifies deficits. In Germany, surpluses are prized only slightly less than soccer, and the mere mention of inflation horrifies, so history suggests that the new American president will get less than he wants from the Federal Republic.



A final set of teasers facing the new president falls out of the treaty banning Soviet and American long-range and short-range intermediate nuclear forces (INF). These questions also bear most heavily on the Federal Republic.

The idea of a "zero-zero" INF treaty was hard to resist: public opinion was for it, and, after all, the single zero option (a ban on long-range INF) originally was an American idea embraced by the allies. Reagan's "zero option" of 1981 was regarded as a political masterstroke not least because no one expected the Soviet Union ever to agree to it.

Yet for all its political attractions, the strategic logic of double zero was troubling. NATO had gone into nuclear arms control strategically backwards: leaving in place those short-range sys-

tems its defence planners had long since despaired of justifying – and which would explode on German territory – while removing its most modern, most survivable, most flexible weapons.

These strategic concerns would have been muted had not the 1986 Reykjavik summit intervened. That Mikhail Gorbachev would contemplate scrapping all (offensive) strategic nuclear weapons was only surprising; that Ronald Reagan would do so as well, and apparently rather casually, was incomprehensible to

Those missiles, with a range of about one hundred kilometres, most deployed on West German soil, are aging and need to be replaced. Flexibility argues for increasing the range of their replacements somewhat; the INF treaty (which prohibits missiles with a range greater than five hundred kilometres) strengthens that argument. Yet that same INF treaty means that any modernization of Lance will bring forth cries of "circumvention" from Moscow, a cry that some in the Federal Republic will echo.

The Lance issue will pose a special problem for Mr. Dukakis: having talked so much about reducing nuclear weapons, will he want to inaugurate his presidency by pressing reluctant Germans to take a new nuclear system? Either Bush or Dukakis is likely to read the history of INF's double track – which made deployments hostage to the vagaries of arms control – as an example to avoid. Better to simply go ahead and modernize, while trying to handle the public ruckus with unilateral gestures, such as reducing further the 4,000-odd nuclear warheads NATO still has in Europe.

So far, however, Germans have shown little interest in such a tack. The government argues that the question should not be rushed, and it hints that perhaps short-range negotiations should come first. But the simple obsolescence of Lance argues against deferring the decision for long.

For connoisseurs of alliance history, all this sounds like *plus ça change*: what could be more familiar than a series of German-American dust-ups? And perhaps it will turn out to be business as usual for an alliance whose demise, to paraphrase Mark Twain, has been regularly – and prematurely – predicted for forty years. So a betting man would wager. Yet I cannot escape the feeling that trends afoot, particularly in German politics, mean that historians will look back on this period perhaps not as the beginning of the end of the alliance, but as the beginning of a new pattern. □

most European leaders and not a few Americans as well. The process of the meeting seemed naive, and the idea threatened to upset a forty-year history of NATO reliance on nuclear deterrence.

The current administration position – with zero-zero marking the end of nuclear arms control in Europe – will do for now but cannot hold. Even German conservatives will find it hard to resist Soviet calls and their own public pressure for negotiations to reduce battlefield nuclear weapons.

BEFORE A NEW PRESIDENT CONFRONTS the puzzle of short-range INF negotiations, however, he will face another nuclear question: whether and how to modernize the existing Lance short-range missiles deployed in Europe.



# THE CLIMATE FOR WAR

*The economic and political consequences of climatic change will be a new source of conflict among nations.*

BY FEN OSLER HAMPSON

**S**ECOND ONLY TO NUCLEAR war, the greatest threat facing the human species is the unprecedented rate of climatic change that will occur during the next century. This was one of the major conclusions of an international conference on *The Changing Atmosphere: Implications for Global Security* held in Toronto, this past June. Involving more than three hundred scientists and policy makers from forty-eight countries, United Nations organizations, other international bodies, and non-governmental organizations; the conference was sponsored by the Government of Canada with the support of the United Nations Environment Programme and the World Meteorological Organization. The forerunners of the Toronto meeting were the publication of the Brundtland Commission Report on *Our Common Future* and the Ozone Protocol, signed by twenty-four countries in Montreal in September 1987.

The purpose of the conference was to discuss how climatic change will affect the future of humanity and to set policy goals based on scientific findings that could serve as a basis for urgent political decisions. The conference reaffirmed a growing consensus among scientists and environmental experts about man-made impacts on the atmospheric chemistry that increasingly threaten the survival of the species: the Earth's atmosphere is rapidly being polluted by the burning of fossil fuels, which emit carbon dioxide into the atmosphere, and the buildup of

other gases including ozone, nitrous oxides, chlorofluorocarbons (CFCs), and methane. The growing concentration of these "greenhouse gases" – which trap the Sun's radiation and raise surface temperatures – will result in a probable rise in the mean surface temperature of the Earth anywhere from 1.5 to 4.5 degrees Celsius before the middle of the next century. Pronounced regional variations in the level of warming are likely to be experienced. At higher latitudes the level of warming will be double that experienced in the tropics. Warming will also be accompanied "by changes in the amount and distribution of rainfall and in changes in atmospheric and ocean circulation patterns." The depletion of the ozone layer shield in the upper stratosphere from CFCs will also increase levels of damaging ultraviolet radiation, thus posing a direct threat to many biological species including humans who will suffer increased risk of skin cancer and eye damage.

The conference affirmed that the most far-reaching effects of global warming and ozone depletion will be changing precipitation patterns and a rise in sea levels which will threaten global security, the world economy, and the natural environment. The final conference report concluded that these changes, coupled with the effects of rapid population growth in many regions of the world, will:

- Imperil human health and welfare;
- Diminish global food security, through greater shifts and uncertainties in agricultural produc-

tion, particularly for many vulnerable regions;

- Increase political instability and the potential for international conflict;
- Jeopardize prospects for sustainable economic development and reduction of poverty;
- Threaten extinction of animal and plant species upon which human survival depends.

IT IS CLEAR THAT NOTHING SHORT of a new global ethic and an international mobilization of resources are required to deal with the looming threat of climatic change. Norwegian Prime Minister Gro Harlem Brundtland expressed the challenge to the delegates this way:

We need a new political approach to environment and development, where economic and fiscal policies, trade and foreign policies, energy, agriculture, industry and other sectoral policies aim to induce development that is not only economically but also ecologically sustainable.... There is need for a fresh impetus in international cooperation. Development aid and lending must be increased, and the debt crisis resolved. The ultimate goal must be to forge an economic partnership based on equitable trade and to achieve a new era of growth, one which enhances the resource base rather than degrades it. The mission must be to make nations return to negotiations on global issues after years of decline in real multilateralism.

Some of the immediate actions recommended by the conference were:

- Immediate ratification by all signatories of the Montreal Proto-

col on Substances that Deplete the Ozone Layer and additional measures to limit other ozone-destroying halocarbons;

- Energy policies to reduce markedly CO<sub>2</sub> emissions with an initial goal of CO<sub>2</sub> reductions by the wealthy industrialized countries of 20 percent of 1988 levels by the year 2005;
- Initiated development of a comprehensive global convention as a framework for protocols on the protection of the atmosphere;
- Increased funding for research on climatic change and for research, development and transfer of information on renewable energy sources particularly for developing countries;
- Policies to reduce deforestation and funds to ensure that the economic penalties of environmental change are not absorbed by developing countries

HOWEVER, THERE WAS A BIGGER message that came out of the conference. It was that climatic change represents a major threat to international security. The socioeconomic and political consequences of environmental change are such that they may well increase political and military conflict not only within states but also internationally. In papers prepared for the meeting and in conference working groups, some of the possible paths to conflict were identified.

*This first is that environmental degradation in such forms as desertification, deforestation, and flooding will increase dramatically the number, as well as the social, political, and economic impact, of environmental refugees worldwide. Entire landmasses,*

including nations, may disappear with rising sea levels. It is estimated, for example, that a sea level rise of one metre or three metres may displace as many as nine million or twenty-seven million people respectively in the country of Bangladesh alone. Where will these people go? The mind boggles at the thought of the cumulative effect of a simultaneous explosion in the number of refugees around the globe due to rapid and substantial environmental change.

Second, resource conflicts within and among nations are likely to increase with the loss of basic food and fresh water supplies. Increasing climatic variability will diminish agricultural productivity, especially in marginal producing areas, and lead to further conflict over access to other vital resources like fresh water. On-going disputes over freshwater resources, the Indo-Pakistani water-boundary dispute is but one example, may well be aggravated by atmospheric change. Some 214 river basins are shared by two or more countries and twelve river basins are shared by five or more countries. Even in the absence of climatic change, pressure on these resources from rising population will grow.

Third, global power balances may well be affected by environmental change. Major grain importers, like the Soviet Union, could find their dependence on international markets increasing because of adverse climatic developments. Similarly, traditional grain exporters, like the United States, could find their surpluses diminishing with the loss of arable land because of environmental change. These scarcities may increase internal instability within the Soviet Union and its Eastern European allies, or weaken the economic capacity of the United States. Diminished access to scarce resources like food and energy may also encourage presently demilitarized states,

like Japan, to acquire military capabilities to ensure access to increasingly scarce resources.

Fourth, changing climatic conditions may also increase international conflict in the Arctic and Antarctic regions, especially in those areas where sovereignty claims are unresolved. The possible withdrawal of summer pack ice because of atmospheric warming would leave much of the Arctic Ocean ice-free. While this would offer new opportunities for marine transportation and increased use of the Northeast and Northwest passages, greater accessibility could encourage challenges to Canada's sovereignty in its northern territory. Unresolved sovereignty claims in Antarctica might also be exacerbated if this region became more accessible because of climatic change. The military-strategic importance of both these regions might also increase with greater access because of warmer weather.

THE CONFERENCE UNDERSCORED the need for governments to redefine their national security and military spending priorities, and to address the geopolitical dimensions of climatic change in resource allocation decisions. The

conference statement quotes the UN Report on the Relationship Between Disarmament and Development, "... It must be acknowledged that the arms race and development are in a competitive relationship, particularly in terms of resources, but also in the vital dimension of attitudes and perceptions." It goes on to say that the same consideration applies "to the vital issue of protecting the global atmospheric commons from the growing peril of climate change."

At the same time, it acknowledged that climatic change presents new opportunities for international co-operation straddling East-West, North-South divisions. The atmosphere is a "commons" and must be treated as such. An international coordinated effort will be required to reduce the emissions of greenhouse gases and climatic effects. Although a "law of the atmosphere" is needed to help govern and care for this global commons, governmental and non-governmental, individual and group actions are also required in the interim. We must do what we can now, rather than wait for an all-encompassing agreement.

In addition, special attention

will have to be paid to the needs of the developing countries and resources transferred from rich to poor. As Emil Salim, Indonesia's Environment and Population Minister explained, "The poorer nations by force of their lower state of economic development have applied the greatest restraint in their contribution to the problem of global climate change. Yet given the pattern of population increases projected into the next century, and the continued dependence of these populations on natural resources for livelihood and survival, the developing nations may well sustain the heaviest losses as a result of atmospheric deterioration."

Moreover, developing countries will have difficulty assuming their fair share of the burden in efforts to prevent global atmospheric change. For them to forego the use of fossil fuels in their industrial development or the use of other fuels such as wood for domestic purposes will be expensive. Development assistance will therefore have to respond to both the immediate and long-term consequences of climatic change in the Third World.

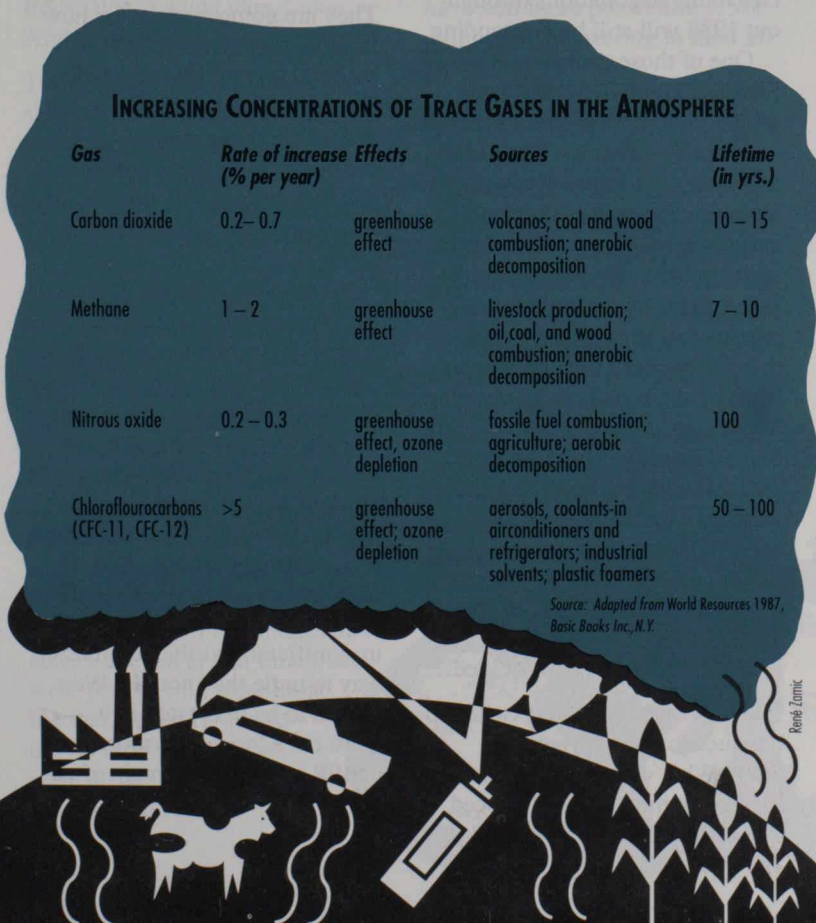
The geopolitical working group of the conference summarized the global challenge:

The steps required to prevent damaging changes to the atmosphere – slowing the release of pollutants and eventual stabilization of the composition of the atmosphere – must be international in scope. As such, they bring us face-to-face with longstanding global needs: stabilization of the world's population size, relaxation of military tensions and disarmament, and a decrease in the disparity of wealth consumption, and opportunity within and among nations.... Perhaps the newly recognized imperatives for cooperation on crucial climate problems will provide new avenues for consideration of the older issues. □

### INCREASING CONCENTRATIONS OF TRACE GASES IN THE ATMOSPHERE

Gas	Rate of increase (% per year)	Effects	Sources	Lifetime (in yrs.)
Carbon dioxide	0.2 – 0.7	greenhouse effect	volcanos; coal and wood combustion; anaerobic decomposition	10 – 15
Methane	1 – 2	greenhouse effect	livestock production; oil, coal, and wood combustion; anaerobic decomposition	7 – 10
Nitrous oxide	0.2 – 0.3	greenhouse effect; ozone depletion	fossil fuel combustion; agriculture; aerobic decomposition	100
Chloroflourocarbons (CFC-11, CFC-12)	>5	greenhouse effect; ozone depletion	aerosols, coolants-in airconditioners and refrigerators; industrial solvents; plastic foamers	50 – 100

Source: Adapted from World Resources 1987, Basic Books Inc., N.Y.



# HENRY TROFIMENKO: AN INTERVIEW

*A Soviet academic who makes his living studying the foreign policies of Western countries, has strong opinions on everything from Canadian submarines to the state of Kremlinology in America.*

Henry A. Trofimenko is the head of the foreign policy department of the Institute of US and Canadian Studies, Academy of Sciences of the USSR. He specializes in analysis of Western and more specifically US arms control policy. The interview was conducted by *Peace&Security* in May of this year during a visit to Ottawa by Professor Trofimenko. His visit was part of a Soviet-Canadian round table organized by the Canadian Institute for International Affairs and the Institute of US and Canadian Studies. The wide-ranging interview — an edited version of which is presented below — was conducted by Nancy Gordon, Director of Public Programmes and Michael Bryans, Editor of *Peace&Security*.

**P&S:** What are the problems outstanding in the START [Strategic Arms Reduction] negotiations.

**TROFIMENKO:** First of all, the problem of the START treaty itself — it will probably be tackled again by the Soviet Union and the United States after a new President has been installed in the United States and a new Congress convenes. Whoever might be the US President I expect that they would be positive towards continuing this process. But probably any new president who would come to the White House in January 1989 would say that he wanted a better deal than has been outlined in the previous negotiations. And some of these problems that have been obstacles to the negotiations throughout 1988 will still be outstanding.

One of those problems is verification. The INF Treaty deals with control of weaponry that has been totally eliminated as a class. In the START treaty you will have some missilery that is left and some missilery that has been eliminated.... We have to have some control over the weapons that are left over. The second thing is the very well known problem of sea-based cruise missiles. My understanding is that the United States stressed the problems of verifying sea-based cruise missiles exactly because they were hoping to leave them totally out of control. Now they have agreed to have a ceiling on these weapons, but the methods of verification have not been decided.

**P&S:** Perhaps we could switch to the question of conventional arms. What was the cause of the log jam in the Mutual Balanced Force Reduction [MBFR] talks?

**TROFIMENKO:** The MBFR talks are dead.... There was no log jam; it was simply a device that was useful to both sides.

**P&S:** What did the Soviet Union get out of them?

**TROFIMENKO:** It was a prerequisite of the American side to start these negotiations, before they would start dealing with the Soviet Union on a wider basis, before they would start summit talks, before they would start negotiating a general memoranda of understanding ... before they would start detente ... Both sides had some interest in starting and though the talks continued to have some interest, they boiled down to an absolutely unprofitable discussion of numbers. They are going on now for how long.... for fifteen years?

... the only profitable thing that we got from MBFR, is that we polished our methods of discussion. People know, more or less, about the other side, about its preferences and interests and so on....

I remember how many Americans would come and tell us, "let's stop haggling about the numbers, let's do it another way, let's agree on a 900,000 ceiling." We balked at accepting this idea. But in a year or two we accepted and said all right we will come to two ceilings for numbers of general troops and for ground troops. And the moment we accepted this brilliant American idea, which was sold to us unofficially as the possible way to untie the knot, the West ceased to be interested in it.

To cut a long story short, MBFR is a vivid example of un-

productive negotiations from the point of view of arriving at essential solutions.

**P&S:** But is the Soviet Government prepared to address the widespread perception in the West that the Soviet Union has more conventional arms in Europe?

**TROFIMENKO:** The Soviet Union is prepared to accept that there are asymmetries in the balance. You asked me why it is that these negotiations dragged on for so long, and I guess one of the reasons is that while NATO is claiming that the Soviet Union has some preponderance in Europe, the sixteen nations of NATO cannot agree what the preponderance is. They understand that for a public relations purpose, or as the Russians would call it, a propaganda purpose, it's good to claim that Russians have a six-to-one or a five-to-one ratio in their favour; that is not actually the case.

... If the West says you have to cut your forces six times more than we do, it is non-negotiable because it's sheer nonsense.... So you can't be that outrageous to say six-to-one. You, of course, cannot say one-to-one. So I guess NATO is negotiating between itself about what would be a more realistic position to adopt vis-a-vis the Soviet Union and the Warsaw Pact. Of course there are asymmetries, we recognize that the Warsaw Pact has more tanks than the other side has. Though this statistic is also not very clear because NATO doesn't count all the American tanks in storage. It doesn't count the quality of the tanks.... In order to come to some realistic agreement, we

should not only eliminate very big asymmetries, but also – and this is my personal view – agree on the remaining asymmetries that would be satisfactory to both sides.

**P&S:** Regarding the Arctic zone of peace proposal made last fall in Murmansk: what was the motivation for including items that made a serious proposal seem like a joke. For example, it excludes the Barents Sea but includes places like the English Channel?

**TROFIMENKO:** It is the fault of both our countries. No country makes proposals for disarmament which are initially harmful to its own interests ... let's start talking. Let's see what's really feasible. If your side would make some really appealing move for us, we might yield on something else, but initially Gorbachev described the situation as he saw it. And you understand that Murmansk is a very important nuclear submarine base for the Soviet Union, and it's the only really open port from which we can get into the Atlantic ocean.

... The idea of the peaceful Arctic is very good idea, but we are now starting a conventional arms race in this part of the world. Your country is thinking about doing something, we will have to do something, not because we are really eager for a new naval buildup, but because of the new military strategy of the United States, which is to press on the flanks in the north Atlantic bordering the Arctic and in the north Pacific.

... We've made the Antarctic a peaceful continent. Can we make the North Polar Ocean a peaceful area? When I look at the map in polar projection I see your north passage and our northern maritime passage; I see a large round transportation belt at the edges of the Arctic Ocean, touching on the littoral states and perhaps spreading into the North Pacific and North Atlantic. Maybe this would be a much better use for our efforts, than for you to build nine or twelve nuclear submarines, which would be no good for anything.

**P&S:** Are you frightened?

**TROFIMENKO:** I'm not frightened; twelve submarines on the Canadian side would not make a difference, especially when you consider that if we conclude a START agreement we would have to cut something like fifty to sixty submarines from our navy.

The Arctic Ocean is not only important for the littoral states of the Arctic Ocean – but it's a tremendous climate generating factor worldwide. And by polluting it – and another arms race in this region would definitely have adverse ecological consequences – we would be really doing damage not only to our northern lands but to the health of the world. So it is very important that we talk about this.... The initiative of Comrade Gorbachev in Murmansk was the first ball thrown out.

**P&S:** During the dark days of the Vietnam War there was a US Senator who said what the US should do is declare the war won and leave, is that what Gorbachev did in Afghanistan, let's say we won it, and we'll go home?

**TROFIMENKO:** How we will explain this to ourselves and to our population is another story, but I accept what you're saying.

**P&S:** Was it a bad idea, Afghanistan?

**TROFIMENKO:** There is no very simple answer to that. If you think about what the situation was in 1979 when the United States really started to pressure us from different angles – when they were making military preparations against Iran, increasing the military budget, ganging up with China which was at that time very hostile to us, and many other factors – you should understand that the situation in Afghanistan, the foreign interference, and the pleading of the local government for help, all combined together. I am not saying that because we are now withdrawing troops that the original decision was unacceptable. But even at that time there were people who were thinking that we really should not do this thing. There were differences of opinion. And of

course from the historical perspective it would have been better had we not deployed our forces in Afghanistan.... The main thing is that now we are withdrawing from Afghanistan, whatever were the initial merits and non-merits of going into it militarily.

**P&S:** Regarding *glasnost* and *perestroika* and how it influences your East European allies: will the East European countries be allowed to interpret these ideas in their own way, and to go their own way; to structure their economies the way they see fit? Or are we going to see a clampdown like we did in Hungary in 1956 or Czechoslovakia in 1968?

**TROFIMENKO:** No. The answer is no. We are now saying that the model of socialism that we inherited from the thirties and forties is not sacrosanct, because nobody said that whatever Stalin did was the ultimate in Marxist thinking. We are now talking about our own model. Even before the change of leadership in the Soviet Union, we looked with quite a neutral eye on all the experiments going on in Hungary, in Poland, and in D.D.R. They have their own ways of developing their economies, and now in the period of *glasnost* and *perestroika* they have still more possibilities. We will not be interfering in their affairs ...

**P&S:** Including how they make their foreign policies?

**TROFIMENKO:** The thing is that these countries are in the Warsaw treaty alliance, so there are consultations and some common goals on foreign policy. We paid with our blood for this "cordon sanitaire" that was absolutely hostile to the Soviet Union in the 1930s. It was built as a staging ground for anti-Soviet military moves, and now has been turned into a

belt of friendly states. So of course the foreign policies of those countries are not irrelevant to us, but so far the alliance gives our side the assurance that we have a common foreign policy.

**P&S:** You are a Soviet expert on the West and there's a growth industry in the west in Sovietology. Everybody wants to learn Russian to become a Sovietologist. What do you think of how the West understands the Soviet Union?

**TROFIMENKO:** It's a joke you see. I would say to become a Sovietologist in the United States, first of all, you don't have to learn Russian. That's the main prerequisite, then you are good Sovietologist; if you know Russian, you are a bad one. I don't say there are some of them who don't know Russian, but those who know Russian are usually of some East European extraction. But they say, you know, Mr. Trofimenko, you don't express your thoughts correctly; they are always beating up on us for our poor English. So I say, all right if you want to hear all the nuances let's talk Russian for a change. With all our colleagues on the other side of the table, the top Sovietologists in America, why should we always talk English? I have never succeeded to have a conference on Soviet matters with American Sovietologists in Russian.

... It is paradoxical that, for instance, all American Sinologists love China and have treated China from this perspective. The bulk of American Sovietologists or Kremlinologists have hated the Soviet Union from the start, and developed their theories from this attitude. And so it's very difficult to have any dealings with them. □



# UNSSOD'S UNDOING

*One of the few positive outcomes of the Third UN Special Session on Disarmament is that it did not call for a fourth. It's time to re-think the UN's role in disarmament.*

BY BRADLEY FEASEY

**M**EETING IN THE SHADOW of the Moscow summit, the Third Special Session of the United Nations devoted to Disarmament (UNSSOD III) should have been able to tap into recent positive developments in Soviet-American relations and express a new multilateral consensus on priorities and principles in arms control and disarmament – or so one might have thought. Instead, UNSSOD III met for four weeks (31 May to 25 June) only to emerge with no agreed consensus document or even a concluding statement; a lesser achievement even than the Second Special Session on Disarmament in 1982. How could the conference have failed so completely? Are there lessons to be learned? To understand the failure of UNSSOD III, it is important to step back for a moment for a brief look at its predecessors, UNSSOD I and II.

THE IDEA OF A SPECIAL UN SESSION devoted to disarmament predated the first UNSSOD by some twenty years. A resolution urging the consideration of such a session was passed by the General Assembly in 1957 but a resolution calling for such a session did not attract consensus until 1976. UNSSOD I was an assertion of the importance of multilateral approaches to arms control and disarmament, at a time when bilateral US-Soviet efforts were faltering, and detente was becoming more tenuous.

UNSSOD I began with a draft final document in hand (containing many sections still not agreed upon) that had been produced earlier by the Preparatory Com-

mittee of the session. Meeting for six weeks in 1978, the Special Session overcame disagreements in the draft language and adopted the Final Document of the Special Session. Consisting of one hundred and twenty-nine paragraphs, the clear emphasis of the document was on the threat posed to mankind by the existence of nuclear weapons and the need to take measures to secure general and complete disarmament. It also asserted that the UN "has a central role and primary responsibility in the sphere of disarmament." This statement would, in different ways, have a hollow ring ten years later at UNSSOD III.

The Final Document called for the convening of a Second Special Session on Disarmament. The General Assembly later set 1982 as the date, putting the Second Special Session on a collision course with the breakdown in East-West relations which occurred in the early 1980s.

UNSSOD II was marked by public expressions of support for disarmament the likes of which had never before been seen in North America; almost one million people marched for disarmament through the streets of New York in June 1982. This was in contrast to the paralysis and recriminatory tone which gripped the Session itself. There was no agreement on an assessment of UNSSOD I and no agreement on a comprehensive programme of disarmament. On matters of substance, multilateral disarmament was frozen in its tracks.

The Second Special Session was, however, able to patch together what became known as its

"Concluding Document." It essentially acknowledged the failure of the session, taking time to note that there was agreement on the launching of the World Disarmament Campaign and the UN programme of fellowships on disarmament. The document also called for a Third Special Session on Disarmament.

SETTING THE AGENDA FOR UNSSOD III proved to be a contentious matter. After three meetings of the Preparatory Committee, what emerged was described as a "conceptual statement" which would guide the work of the Special Session. Its substantive agenda items called for: an assessment of the implementation of the recommendations of the previous two UNSSODs, a forward assessment of developments and trends relevant to disarmament, and the role of the UN in disarmament and its disarmament machinery and public education activities. Unlike previous preparatory committees, the UNSSOD III Committee was unable to provide any draft language for consideration of the Special Session.

The Special Session began with two weeks of plenary; the time during which heads of state, government, foreign ministers and the like address the General Assembly. For some of the smaller member states, it would be their only appearance at the UNSSOD; not all can afford to tie up personnel in New York for four weeks to discuss disarmament. Since no draft language emerged from the Preparatory Committee, the plenary addresses were watched carefully for clues as to how the session might un-

fold. Secretary-General Perez de Cuellar's address set a positive and pragmatic tone for the session, calling for imagination and realism in disarmament approaches, and pointing out the need to address all aspects of disarmament, including conventional disarmament and local conflicts. References to "confidence-building measures," "verification" and "positive change in international relations" crept into many of the plenary addresses. Developments such as these, and the clear blunting of the rhetoric which dominated the Second Special Session, created a cautious sense of optimism by the time plenary addresses ended.

The days of 8 and 9 June were set aside to let various non-governmental organizations (NGOs) from around the world address the Committee of the Whole. While hundreds of NGOs came to New York for the UNSSOD, there existed a curious gulf between official delegations to the Special Session and NGOs. For the most part, the public gallery in the General Assembly was empty during plenary, meaning delegates addressed delegates. In turn, very few delegations took the time to send members to the NGO speeches at the Committee of the Whole – the NGOs addressed each other. The stated purpose of measures to accommodate the NGOs at each UNSSOD is "to allow for some direct input by those organizations in the special sessions." This is not likely to happen, however, until both sides see the value in talking to each other, and not just to themselves.

The Committee of the Whole

is the business end of the Special Session and is given the task of drafting an expression of the Session's views, which the General Assembly, setting in plenary, then ratifies. During the second week of UNSSOD, it broke into three working groups to discuss the substantive agenda items. In the best of all worlds, each working group would forward consensus papers to the Chairman of the Committee of the Whole who would then plug them into the final document of the Special Session. After two weeks of effort, however, consensus eluded each working group and there was a clear change in the prospects for the conference. The burden of drafting final language then fell to the Mansur Ahmad, Chairman of the Committee of the Whole.

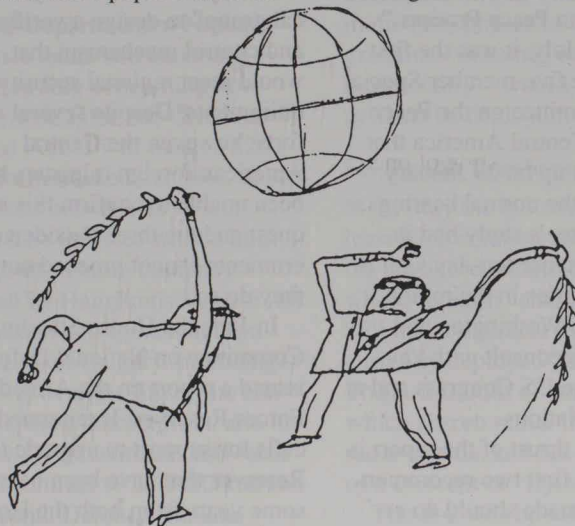
AS THE WORKING GROUPS DREW to a close, rumour had it that Chairman Ahmad, reading the situation accurately, had already begun drafting a paper on his own. The chairman's paper was released to the Committee of the Whole with only four days remaining. Presumably, Chairman Ahmad sought to introduce an element of time pressure to the conference. The Committee did not meet again until the last day of the session. In the intervening time, there occurred two and a half days of consultations with two dozen or so "friends of the chair." The friends were representatives of the regional groupings at the UN and brought together the major players from these groups. These meetings were to build a consensus which could then be carried into a formal meeting of the Committee of the Whole.

What emerged, however, was a continual reassertion of national positions which had been, by this time, well aired. In addition, numerous amendments and proposals were put forward which called into question the seriousness some states attached to the process. An especially rich example was Iraq (recently implicated in the use of chemical weapons in the war against Iran) putting for-

ward new language on the Secretary General's role in investing incidents of chemical weapons use in war.

The meeting of the friends became a drafting and redrafting exercise which substituted for the work of the Committee of the Whole. This approach was a break with traditional UN procedure which angered those not invited to participate.

The Committee of the Whole met on 25 June and once again the Chairman's paper was scruti-



Mike Constable

nized paragraph by paragraph. By early evening, Chairman Ahmad's paper was unrecognizable, with much of it set aside due to disagreement. The committee adjourned for consultations. At 11:30 pm, the General Assembly stopped the clock to allow for more time, but the cause was lost; the Special Session ended in the early morning of 26 June without a statement to make to the world.

TO WHAT CAN ONE ATTRIBUTE THE collapse of UNSSOD III? Three factors stand out: the position of the United States; the position of the Neutral and Non-Aligned states; and the procedures of Chairman Ahmad.

The United States has clearly placed its disarmament eggs in the bilateral basket. Secretary of State Shultz's plenary address represented an accounting of recent, and hoped-for bilateral successes, with mention of multilateral approaches added as an afterthought. The US simply does not see a role for the UN in many substantive issues in disarmament. In the matter of naval disar-

mament, the US insisted there be no reference at all. It also rejected the proposal for a UN study on verification – the product of extensive consultations between the two main proponents of the idea, Canada and the Netherlands (later joined by France) on the one hand; and the Group of Six Nations/Five Continent Initiative (Argentina, Greece, India, Mexico, Sweden, and Tanzania) on the other. A paragraph on the "importance and urgency of preventing an arms race in outer

space ..." which called for intensified negotiations to deal with the issue, was rejected as well.

On the part of the Non-Aligned states, early indications of a more moderate stance were replaced by efforts to keep the burden of disarmament on nuclear weapons states. The Non-Aligned were unwilling to countenance any shift in responsibility for disarmament which would require them to face up to their own spending on arms and involvement in local conflicts. When France suggested that the elimination of all war, both nuclear and conventional, be the objective of disarmament efforts, a flurry of Non-Aligned delegates took to the floor to condemn the proposal. The Non-Aligned continued to pursue broad political and declaratory approaches to arms control – rhetoric in other words – rather than commit themselves to dealing with concrete measures. This difference in philosophy between Western countries and the Non-

Aligned will continue to bedevil efforts at multilateral arms control.

Lastly, Chairman Ahmad's strategy of holding back his paper, and his heavy reliance on informal consultations was not helpful. Allowing the meeting of the friends to become a redrafting exercise negated the benefits to be gained by moving to a smaller group. Those who were not "friends" justly felt excluded from the process and took full advantage of the final meeting of the Committee of the Whole to insert their preferred words and punctuation into the Chair's paper. The "friends" process would only have worked had there been a spirit of consensus and urgency among the participants and a chairman who had the ability to pull together the threads of consensus; UNSSOD III lacked both.

ONE OF THE POSITIVE DEVELOPMENTS to emerge from UNSSOD III is that it did not call for UNSSOD IV. What is needed is time for sober reflection and consideration as to the purpose, value and relevance of the UNSSOD process. Looking back, UNSSOD I represents a remarkable statement of international concern and priorities with regard to disarmament. Having made that statement in 1978, the international community has failed twice to improve upon it or agree to changes – perhaps it shouldn't try. It is time to consider other means of asserting the "central role and primary responsibility" of the UN in the field of disarmament, which, while less ambitious than the current UNSSOD approach, might lend themselves to greater success.

In trying to address the entire spectrum of disarmament issues in one fell swoop, the UNSSOD process has proved unwieldy and incapable of forward movement. Rather than uniting the international community in the cause of disarmament, it has served to challenge the relevance of multilateral, particularly UN, approaches to disarmament. Reclaiming that relevance will be that much more difficult in the aftermath of UNSSOD III. □

## REPORT FROM THE HILL



### In the House

■ Opposition questions about the government's planned acquisition of nuclear-powered submarines persisted in the Commons throughout the spring and into the summer. On 6 June Liberal MP Lloyd Axworthy raised the fact that UN Ambassador Stephen Lewis had condemned the submarine purchase at a Montreal conference. In responding, the government made it clear that Mr. Lewis, who left his post on 1 August, was speaking for himself. British Prime Minister Margaret Thatcher's endorsement of the government's proposed free trade deal with the United States in an address before a joint session of Parliament on 22 June, prompted Liberal MP Len Hopkins to inquire on the 23rd whether the price of her support was the choice of the British over the French submarine. Mrs. Thatcher referred to the purchase in a passage praising Canada's contribution to NATO. British submarines she declared, "are quite the best, and Canada must have the best."

On 4 and 5 July, Question Period was dominated by the news of the destruction of an Iranian passenger plane by the US Navy. The government rejected opposition calls for an international inquiry into the incident through the United Nations, while supporting the convening of an extraordinary session of the International Civil Aviation Organization to consider the matter. In a heated exchange, Minister of International Trade John Crosbie, rejecting the NDP's call for support of a UN naval peacekeeping force in the Persian Gulf, made it clear that the government fully supported the efforts of the US

and other Western allies "to protect international shipping and freedom of navigation in the Gulf."

### Parliamentary Committees

■ The most substantial Parliamentary report to appear during the summer was titled "Supporting the Five: Canada and the Central American Peace Process." Issued on 5 July, it was the first report of the five-member Special House Committee on the Peace Process in Central America that had been set up on 29 January. Apart from the normal hearings, the Committee's study had included an intense ten-day visit to all five countries in the region, plus a trip to Washington and New York to consult with key players in the US Congress and at the United Nations.

The main thrust of the report is found in the first two recommendations: "Canada should do everything in its power to support the Central American five in their own search for peace, in ways they deem useful"; and, "Canada should play an important role in helping to mobilize the international community – in particular, multilateral institutions and a wide range of middle powers – in support of peace, democracy and development." The Committee's conclusion was that Canada should do its utmost to foster the tendencies to regional co-operation that the agreement represented.

Among the other recommendations were: that Canada pledge \$100 million over a five-year period as an incentive to a larger multilateral economic development effort; that Canada strongly support regional efforts to create a Central American Parliament; that Canadian diplomatic representation in the region be enhanced to ensure a presence on the ground in all five countries; and that Canada favourably consider any request to participate in a verification or peacekeeping force even if it "pertained to only some or even one of the five

countries, provided that none of the five formally opposed Canada's participation." In the latter case, the Canadian government has already accepted a provisional request from the five countries on 7 April to participate, along with Spain and the Federal Republic of Germany, in an "auxiliary technical group" to design a verification and control mechanism that would meet regional security requirements. Despite several efforts, however, the Central American foreign ministers have been unable to confirm this request and the three outside governments cannot proceed until they do so.

In June the House Standing Committee on National Defence issued a report on the Armed Forces Reserves. It reiterated the calls for support to upgrade the Reserves that have been heard for some years from both the House and Senate Defence Committees. Last year's Defence White Paper announced a new Total Force Concept that would effectively integrate Reserve with Regular forces, rather than maintain the Reserves as a separate and subordinate element. The report warned, however, that while the Committee endorsed the Total Force Concept, it urged National Defence to "re-examine its overall manpower targets with the aim of providing the necessary human and material infrastructure to sustain our Forces for at least the first 120 days from the outbreak of hostilities." National Defence's current target is a Total Force of 180,000 (90,000 Regulars, 65,000 Primary Reservists and 25,000 Supplementary Ready Reservists) by the year 2002. The Committee's concern was that, given a casualty rate estimate of one to three percent per day on Europe's Central Front, the totals currently planned for 2002 could be "disastrously low with the quantum leap in the destructive potential of conven-

tional weapons since the Second World War."

### Short Notes from the Hill

■ On 11 July Parliament adopted a new Emergencies Act which will replace the 1914 War Measures Act. The Act saw various changes since it was first introduced into the House, the most important of which denies Cabinet any power to make rules "providing for the detention, imprisonment or internment of Canadian citizens or permanent residents ... on the basis of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability."

■ In June the House Standing Committee on Human Rights issued its first report entitled, "Human Rights Behind the Iron Curtain" based on a series of meetings with interested parties across Canada. It recommended that Canada continue a vigorous policy of human rights advocacy with respect to "Iron Curtain" countries, insisting that the government only support the Soviet Union's proposal for a Moscow conference on humanitarian co-operation if certain conditions are met such as the release of imprisoned members of Helsinki monitoring groups.

■ On 14 June the House Standing Committee on External Affairs and International Trade presented a report on the military conflict in Ethiopia with particular reference to the impact on aid delivery. It included recommendations aimed at ensuring that the benefits of humanitarian assistance are reaching the people and not the government of Ethiopia.

■ On 20 June, following the military coup in Haiti, Mr. Hudon, the Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs, reiterated the government's policy of recognizing the state of Haiti rather than any particular government and said Canada would maintain its present level of diplomatic representation. □

## DEFENCE NOTES



### Canadian Forces in Europe

■ In testimony to the Commons Standing Committee on National Defence (SCND), Defence officials have revealed more details about the White Paper plan to augment Canada's land commitment to Europe. The commitment to reinforce to divisional strength means that by the end of the White Paper planning period (2002), Canadian Forces Europe (CFE) will be able to deploy 16,500 personnel. The division will include two infantry heavy mechanized brigades each with 4,500 personnel. One of these will be the brigade currently in Europe (4 CMBG), while the other will be the brigade hitherto committed to the defence of northern Norway (5 Brigade), which will be reequipped with tanks and artillery to constitute a mechanized brigade. 5 Brigade will continue to be based in Canada, but only the equipment required for training will be retained at its home base, with most heavy equipment repositioned in Europe.

The division will also include various support elements, including an artillery brigade deploying the new low-level air defence system, combat support engineering units, etc. Some of these elements will be based in Europe and some in Canada. Of the 16,500 divisional personnel, about 9,500 will be regulars, and the rest reserves.

The first major step in the consolidation is due shortly with the beginning of the project definition phase of the new tank for the mechanized brigades. It is expected that the division will need up to three hundred new tanks at a cost currently estimated by DND to be approximately \$2.4 billion. DND officials have stated that they are not yet able to identify the overall cost of the divisional

commitment to NATO. The 1988-89 Main Estimates reveal an increase of twenty-two percent in the cost of maintaining the current Canadian Forces Europe, which accounts for about ten percent of the total defence budget.

### Weapons Procurement

■ The Department of National Defence made two announcements in July concerning new equipment. First, the Canadian Armed Forces will receive 820 all-terrain tracked vehicles, to be delivered between 1992 and 1997. The vehicles will be built by a joint-venture company formed by Hagglands Vehicle AB of Sweden and Canadian Foremost Ltd. of Calgary. Including inflation over the life of the contract, spares, ammunition, and logistics, DND estimates the value of the contract to be \$420 million.

Second, Defence Minister Perrin Beatty announced a plan to build twelve large coastal patrol vessels equipped for mine-sweeping. Crewed by reservists, the vessels will patrol the Atlantic and Pacific coasts. They will be delivered between 1992 and 1998. According to the *Globe and Mail* (26 July 1988), the cost in 1988-89 dollars will be \$550 million, but the official announcement cited the year-over-year total programme cost, including inflation, as \$750 million. This is a departure from standard practice, since most major programmes such as the submarine purchase, are quoted in constant dollars in the year of the decision to purchase.

### Slowing Star Wars

■ In May the Defense Science Board, a top-level Pentagon advisory panel, submitted a report to Defense Secretary Carlucci recommending the slowing down of plans to deploy an anti-missile defence. The panel was asked to consider the future development of the programme given the reduced budgets imposed by Congress. While endorsing the SDI goal of a layered, space-based defence against ICBMs, the Board

has recommended a phased development which would concentrate in the first instance on the deployment of one hundred ground-based interceptors to protect missile sites, bomber bases and command centres. It might also provide some defence against accidental missile launches. Only in the later phases of the programme – meaning well into the next century – would space-based systems be deployed.

### US Stealth Bombers

■ In May the US Air Force released information about the B-2, the advanced technology bomber whose "stealth" characteristics will make it almost "invisible" to currently deployed Soviet radars. The B-2 is built of composites which absorb rather than reflect radar signals, and has the shape of a crescent or "flying wing."

The B-2 will be subsonic, with a top speed of 750 mph (1,200 kph), and a range of 7,500 miles (12,000 kilometres). Its mission is to fly deep into the USSR, searching out mobile missile bases, command centres and other elusive targets. In the event of a nuclear war, Strategic Air Command envisages an integrated bomber attack: the oldest aircraft, the B-52s, would fly towards the Soviet Union and release cruise missiles aimed at Soviet airfields and radars; the Stealth bombers would penetrate and launch a combination of short-range attack missiles (the SRAM 2) and gravity bombs at remaining Soviet ICBMs and command centres; and the B-1Bs would then attack in a third wave aiming for military installations, production facilities, and, if required, population centres. The SAC concept for the use of strategic bombers appears to be based on the view that a strategic nuclear exchange might take place over a number of days, or even weeks.

The Air Force has ordered 132 B-2s at a cost which has yet to be disclosed, but is reported to

approach US \$500 million per aircraft.

### Proliferating Technologies

■ In a speech to the UN Special Session on Disarmament in May, US Secretary of State George Shultz called on Third World countries to co-operate in limiting the spread not only of nuclear weapon technology, but also of other advanced military systems. Within days, reports from Pakistan indicated that it has tested one or possibly two ballistic missiles with ranges between 85 and 290 kilometres. Analysts have speculated variously that Pakistan may have obtained and modified Soviet SCUD missiles, or that their ballistic missile programme has been conducted with technological support from China. Iraq is known to have used modified SCUD missiles against Iran, achieving a range of 965 kilometres. Earlier this year India reported testing a ballistic missile with a range of 240 kilometres. Both India and Pakistan deny that they are manufacturing nuclear weapons which might be used with such missiles.

Shultz's appeal, however, is undermined somewhat by the declared policy of the US administration to promote greater arms exports in order to offset the costs of weapons production.

### Soviet Casualties in Afghanistan

■ According to Western diplomats, the Soviet withdrawal from Afghanistan has been accompanied by fierce fighting along the Pakistan-Afghan border. Mujahideen guerrillas have made dramatic gains at the expense of the Afghan army, which assumed responsibility for key garrisons in the wake of the Soviet withdrawal. On 25 May the Soviets officially announced their war losses in Afghanistan: 13,310 soldiers killed, 35,478 wounded, and 311 missing in action. □

— DAVID COX



## ARMS CONTROL DIGEST



### Moscow Summit

■ Although it did not prove possible to finalize a strategic arms reduction (START) agreement at the Reagan-Gorbachev summit in Moscow (29 May to 2 June), progress was recorded on a number of arms control issues. To begin with, the two leaders exchanged the instruments of ratification of the Intermediate-range Nuclear Forces (INF) Treaty (signed at last December's summit), formally bringing it into force. The US Senate had approved the Treaty by a vote of ninety-three to five on 27 May; the USSR Supreme Soviet had unanimously endorsed it four days earlier.

Also at the Moscow summit, US Secretary of State Shultz and Soviet Foreign Minister Shevardnadze signed an agreement on advance notification of all ballistic missile launches, providing at least twenty-four hours notice and specifying both the launching and impact areas.

Regarding the START agreement, the two sides reported progress on the issues of mobile ICBMs and air-launched cruise missiles (ALCMs). On the key issues of sea-launched cruise missiles (SLCMs) and the future of the ABM Treaty, however, little or no progress was reported, leading many observers to believe that a completed START agreement will have to await the coming of a new administration in Washington.

### Nuclear Testing Talks

■ In Moscow on 31 May, Secretary of State Shultz and Foreign Minister Shevardnadze signed a 160-page Joint Verification Experiment (JVE) agreement. Under it, Soviet specialists will monitor a US nuclear test in Nevada on 17 August, and US officials a Soviet test at Semipalatinsk on 14 Sep-

tember, in order to help pave the way for ratification of the US-Soviet Threshold Test Ban Treaty (TTBT) of 1974 (which limits underground nuclear tests to 150 kilotons in yield).

Subsequently, on 28 June, the two governments exchanged seismic data on their previous tests within a range of 100-150 kilotons, marking the first time that the USSR had ever disclosed the size of its nuclear explosions. The same day, at the end of the second round of their bilateral Nuclear Testing Talks in Geneva, the US announced that the two sides were "close to agreement" on a verification protocol for the Peaceful Nuclear Explosions (PNE) Treaty of 1976, a companion agreement of TTBT. This protocol was originally expected to have been ready for signing at the Moscow summit. The Soviets have insisted that finalization of a similar protocol for the TTBT will have to await the results of the Verification Experiment. The US hopes that the latter will convince them of the utility of the US "CORRTEX" method of measurement for the verification of nuclear test limitations.

### UNSSOD III

■ The Third Special Session of the UN General Assembly on Disarmament (UNSSOD III) broke up on 26 June without agreement on a thirteen-page draft final document setting out aims and priorities for the next five to eight years. The delegates proved unable to agree on a number of issues, including support for a comprehensive nuclear test-ban (opposed by the US), endorsement of the Nuclear Non-proliferation Treaty (opposed by India), authorizing the UN Secretary-General to investigate alleged non-compliance with the 1925 Geneva Convention banning the first use of chemical weapons (opposed by Iraq), enhancing the UN role in the verification of arms control agreements

(opposed by the US and many of its allies), promoting naval arms control (rejected by the US), and condemning reported Israeli and South African nuclear weapons programmes. Despite the failure to achieve a final document, US and Soviet representatives described the conference as "useful" for demonstrating a new understanding of the issues.

### Conventional Arms Control in Europe

■ In a speech to UNSSOD III on 8 June, Soviet Foreign Minister Shevardnadze described a new Soviet proposal for European conventional arms control, which he said had been made by General Secretary Gorbachev at the Moscow summit a week earlier. It calls for a formal exchange of official data even before new negotiations begin, with verification by on-site inspection once talks are underway. The first stage of the actual negotiations would concentrate on eliminating imbalances and asymmetries identified as a result of the data exchange. The second stage would see reductions on each side of approximately 500,000 men, while in the third stage, apart from further reductions, "the armed forces on both sides would be given a defensive character, and their offensive nucleus would be dismantled."

At a conference in Potsdam two days later, West German Foreign Minister Genscher welcomed the new proposal, but other NATO delegates criticized it, noting that the East had blocked a meaningful data exchange fourteen years at the Mutual Balanced Force Reduction (MBFR) talks in Vienna. Similarly, on 24 June, a US State Department spokesman called the proposed data exchange a "fruitless" exercise which would perpetuate the stalemate at MBFR. Instead, both sides should clear away the hurdles at the Group 23 and CSCE [Conference on Security and Cooperation in Europe] talks.

The "Group 23" or "Mandate

Talks," also taking place in Vienna, are negotiating a mandate for an entirely new set of negotiations between NATO and the Warsaw Pact, commonly referred to as the Conventional Stability Talks (CST), which most observers expect to begin later this year. US Assistant Secretary of State Rozanne Ridgway stated on 23 June that two-thirds of the negotiating mandate had already been agreed upon, including the objective of eliminating, "as a matter of priority, ... the capability to launch surprise attack and large-scale offensive action." However, differences remain over the precise relationship of the new talks to the CSCE (with the US emphasizing their autonomy), and also over Soviet attempts to include references to tactical nuclear weapons or dual-capable systems (opposed by the West). Moreover, the US insists that the CST cannot begin until after the CSCE Review Conference, also underway in Vienna, has been successfully concluded. It is being held up by Romanian opposition to efforts at improving human rights practices.

During a visit to Poland on 11 July, General Secretary Gorbachev called for a "pan-European" summit conference to discuss conventional arms control in Europe, as well as the creation of a "European risk-of-war reduction centre" (presumably analogous to the recently established Nuclear Risk Reduction Centres in Washington and Moscow). He also offered to withdraw "matching aircraft from forward deployment sites in Eastern Europe" if NATO agreed to forego the planned basing of seventy-two US F-16 aircraft in Italy, following their expulsion from Spain. The latter proposal was rejected by NATO Secretary-General Manfred Wörner, who argued that the priority in arms control talks should be on land, rather than air, forces. □

— RONALD PURVER

## REVIEWS



### Canada's Defence Industrial Base: The Political Economy of Preparedness and Procurement David G. Haglund (ed.)

Kingston, Ontario: Ronald Frye, 261 pgs., \$24.95 paper

■ A healthy defence industrial base should adequately furnish a country's defence needs in a cost efficient manner. It must possess the technological capability necessary to meet the perceived security threat in times of peace and the flexibility to increase production rates quickly in times of crisis.

This view of modern war fighting and industrial capacity is based on several factors. The complexity and cost of modern weapon systems have risen at exponential rates. Coinciding with the evolution in technology is a change in strategic thinking. Scenarios of short-lived military confrontations in Central Europe quickly passing the nuclear threshold, have given way to expectations that a conventional war in Europe will be protracted. NATO, for its part, wants to lessen its dependence on the early use of nuclear weapons as the pillar of its deterrence posture – hence the need to strengthen its conventional forces and increase the potential of member nations to mobilize resources rapidly in the event of war.

In light of these changes, this collection of essays edited by David Haglund is particularly timely. Canada's spending on military hardware has skyrocketed from the lean years of the mid-1970s. Eleven social scientists and experienced defence bureaucrats have collaborated on the first book in Canada to accord a thorough treatment of the defence industry, government procurement practices and the integration

of Canada into the North American defence market.

Canada's most prolific defence economist Jack Treddenick gives a clear introduction to the basic theoretical issues in defence economics. He goes on to survey data broken down by industry, region, exports and imports, and concludes that Canada's defence sector occupies a relatively insignificant part of the economy (less than one percent of gross domestic product). He implies that problems that may afflict countries with proportionately larger defence industries do not affect Canada.

But problems do occur, as is amply illustrated in the chapters on three individual case histories of weapons procurement. The picture presented is a complicated one of interservice rivalry; competing objectives of separate government departments; pressure from industry; as well as the political influence of the provinces. "Defence as economics" seems to take such precedence in peacetime, it is a wonder that real military security needs are actually met at all.

However, William Fox indicates in another chapter that the procurement procedure employed in the recent selection of the Oerlikon-Bührle company of Switzerland for the low-level air defence project turned out to be very successful in terms of management and cost effectiveness, and has been studied by several different countries.

As with any ambitious book on contemporary policy issues, this one sometimes ventures too far and sometimes not far enough. On occasion conclusions are drawn that are not supported by the data presented, such as the view offered by L. John Leggat that military high technology has a beneficial effect on economic growth and employment. Most of the contributing authors believe that the present defence production and sharing arrangements with the US are beneficial and

should be further developed. Yet questions about the challenges to Canada's autonomy and sovereignty resulting from these arrangements are raised but never treated at length. Given that these issues may eventually bear on Canada's security, this is unfortunate. Otherwise this collection of papers is an excellent introduction to the subject. – Erik Poole

Mr. Poole studies Economics at Laval University

### Philosophical Perspectives on Peace

Howard P. Kainz (ed.)

Athens, Ohio: Ohio University Press, 1987, 315 pgs., US \$39.95 cloth, \$19.95 paper

■ Those of us who, at one time or another, have concocted our own prescription for eliminating the "scourge of war" should make this book required reading. The search for the right recipe is millennia-old. Recurring themes are discernible; it is revealing to see which formulae have been proposed repeatedly and yet have failed to elicit support over the centuries. In spite of an air of unreality these writings are both instructive and amusing.

The subtitle of this volume is "An Anthology of Classical and Modern Sources." It is a range of philosophical analyses of the problem of war and proposed solutions. Some are essays, some extracts from longer works.

The first two chapters feature writers who have recommended world government as a method of ensuring peace, from Aristotle, laying out his argument in a letter to Alexander the Great, to Bertrand Russell, responding to the modern fear of global nuclear war.

Writing at the end of the eighteenth century, Kant observed that: "The state of peace must be founded." What was needed was a federation of nations operating under a well-crafted constitution. And, of course, once the supranational government was established, the leaders should employ philosophers as advisers.

Chapter 4 pulls together the works of four writers who put their faith in the triumph of spiritual values. Erasmus, writing in the late fifteenth century, calls on European citizens to remember the precepts of their Christian heritage, although he is at some pains to reconcile the vengeful, war-like Jehovah of the Old Testament with the forgiving Father-God of the New.

The authors presented in Chapter 5 judge that the heart of the problem is mankind's aggressive tendencies, and that this aggression must somehow be sublimated. Konrad Lorenz, a specialist in animal behaviour, believes that sport "educates man to a conscious and responsible control of his own fighting-behaviour." Obviously Lorenz had never been exposed to British soccer fans.

In T.H. White's satirical piece, "The Passing of Camelot," Merlyn suggests a substitute for war in a testimony before Arthur's Privy Council. The canny old magician is convinced that humans are suffering from some form of glandular deficiency: they require, from time to time, a massive injection of adrenalin; they need fear and the chance of death. He suggests setting up a fair with tilt-o-whirls and roller-coasters, and a death rate of about one in a hundred. Participation would, of course, be voluntary; conscription was insupportable. After one hundred visits, a fair-goer would receive the Victoria Cross. The Privy Council did not find this to be a practical suggestion.

Some philosophers, like Kant, might want to be political advisers, hoping to guide their countrymen away from war. But others might shrug their shoulders and say, with Rousseau, "to be sane in the midst of madmen is a sort of folly." – Dianne DeMille

Ms. DeMille is an editor at the Institute. □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* 'Livres' section.

## LETTERS TO THE EDITOR



### "Moral mothers" – Silly?

■ Shannon Selin's treatment of the question: "Could women really do a better job?" (*Peace & Security*, Spring 1988) makes some long assumptions and comes to unfortunate conclusions.

Selin names a number of activist women's groups in Canada and elsewhere to attest to the involvement of the women's movement in the field of peace and security. Unfortunately, she goes on to address unsubstantiated demands of feminists in general, caricaturizing them as the "moral mothers." It's a pity to see trivialized, a field which has a long historical tradition.

Selin correctly suggests that the issue for feminists is much more broad than mere equality of representation and opportunities. It centres, rather, on the claim "that women have something unique to offer to the policy process." However, she concludes that much of this claim to uniqueness is misguided if not dangerous, by supposedly creating as she puts it, a dichotomy between women/peace and men/war, by ignoring the seriousness of male security dilemmas, by creating false expectations of what women can do and by provoking a confrontation with men and with other women.

These conclusions are an unfortunate misreading of the feminist agenda for peace. Where is the evidence that individuals within this broad movement or groups like Voice of Women make claims only for their own sake, as against men, or against non-feminist women? In fact, most feminists describe the agenda for peace in inclusive terms, seeking social justice for all and shared decision-making, not the substitution of a new breed of female "heroes."

A key to a feminist approach is to look at systemic discrimination of women, not individual discrimination. Filmmaker Bonnie Sherr Klein, whose film *Speaking Our Peace* deals with women, and the twin goals of peace and empowerment, has described well the feminist agenda using sociological not individualistic terms. Selin fails to include such a sociopolitical analysis which goes beyond the "nature" and "nurture" discussion.

While Selin is within her prerogative as a researcher trained and professionally employed within the more traditionally defined field of arms control to accept the patriarchal security paradigm, it is indeed ironic that she blames feminists for increasing,

the likelihood that women ... will be sidelined into investigating 'soft' topics such as peace education or the social consequences on increased military spending ...

Selin makes no shattering disclosures to the feminist constituency in bemoaning "the old boy's club" in the arms control business. It would be more useful if she pursued the feminist agenda to challenge existing social structures of domination at every level, including one's place of work.

While feeling great sympathy for Shannon Selin's dilemma in the jaws of the male establishment, we also feel it is ultimately the responsibility of the Canadian Institute for International Peace and Security to deal with this issue more seriously than by publishing an essay that invokes a silly image of "moral mothers." *Janis Alton, Hania M. Fedorowicz, and Dorothy Goldin Rosenberg, Ottawa*

### Distortions For The Unwary

■ Regarding the "Letter from Jerusalem" by Véra Murray (*Peace & Security* Summer 1988): On the surface, it appears to be an objective report from a Jerusalem

resident. For the unversed and unwary, though, it contains many distortions:

The Old City was stated to have been in the hands of the Palestinians before the Six Day War of 1967. It was, in fact, in the hands of the Jordanians, who invaded and captured it in 1948. (Admittedly, a very large number of Jordanians are Palestinians, conventional usage, however, is not to refer to them as "Palestinians").

In dealing with the Old City of Jerusalem, Ms. Murray makes the staggering two statements that most Israelis have not been there for years, and that only Orthodox Jews still visit the Wailing Wall! Not only is there a heavily populated, rebuilt Jewish Quarter there but the Old City has been for twenty-one years a bustling area where many Israeli Jerusalemites shop and Israelis from all over the country visit. (There certainly has been some falling off of this since the recent "uprising, but I assume that the author was not referring to the past few months). As for the visits to the Wailing Wall, it is either ignorance or deliberate distortion to assert that only the Orthodox visit it. Jews from around the world and from Israel itself are constant visitors.

Ms. Murray alleges that many Israelis have never set foot in the occupied territories. It has been the daily habit of thousands of Israelis to travel regularly all through the occupied territories.

The author mistakenly states that half the Israelis, represented by Prime Minister Shamir, refuse to negotiate with the Palestinians. He has refused to negotiate with the PLO – a major distinction. The "other half" of the Israelis, represented by Foreign Minister Peres also refuse to negotiate with the PLO. Both of the "halves" referred to by Ms. Murray are ready and willing to negotiate with Palestinians and/or any other Arabs (apart from the PLO) who are willing to negotiate with them. Alas, except for the Egyptians, all have refused.

Finally, it is sad to read that Ms. Murray finds that "encounters" with her Israeli friends are no longer enjoyable. Sad, but considering her outlook, understandable!

*Donald Carr, Toronto*

### Sanger's Scary Proposal

■ Clyde Sanger's idea (*Peace & Security*, Summer 1988) of giving ownership in the Arctic archipelago to the United Nations really scares me. The other UN trust territories are Namibia, which he concedes did not work out as planned, and the Trust Territory of the Pacific Islands. In the latter case, the Americans assumed responsibility for looking after these Pacific people for the UN. In the process they deliberately tested the effects of radiation on them, and kept them in poverty.

The Americans would, I believe, jump at the chance to administer the Arctic for the UN. Think of all the problems it would solve for them, including not having to worry about negotiating a plutonium flight pathway from Europe to Japan.

Canada has already given notice that sovereign base lines have been drawn around the Arctic archipelago. Presumably, this was the first step in asserting that these are Canadian archipelagic waters. This would seem to be the reasonable approach to take. This would mean that Canada would define a sea lane through the North West Passage, and other states would have the right to use that sea lane providing they passed through it in an expeditious, non-polluting way.

Their submarines could pass through submerged providing Canada was notified of their presence and they were kept within the sea lane.

I do not believe that a more peaceful, secure world would result from acting on Sanger's Gift of the North imaginings.

*Isabelle George, Arcola, Saskatchewan* □

## NEWS FROM THE INSTITUTE



■ The terms of office of four members of the Board of Directors expired August 1988: **Christoph Bertram, John Sigler, Paul Warnke, and Lois Wilson.** New Directors were announced by the Secretary of State for External Affairs, Joe Clark. They are: **Edward Green**, Director of the Institute of Social and Economic Research, University of the West Indies, Kingston, Jamaica; **Orest Cochkanoff**, consulting engineer and former Dean, Faculty of Engineering, Technical University of Nova Scotia, Halifax, Nova Scotia; and **Mary Simon**, President of the Inuit Circumpolar Conference, Kuujuaq, Quebec.

■ "Canada, Sanctions and the Soviet Union: Lessons from Experience," was the subject of a series of workshops organized by the Centre for Russian and East European Studies at the University of Toronto in mid-July. **Geoffrey Pearson** and **Roger Hill** participated in the meetings. Mr. Pearson also spoke to a group of young Canadians and Soviets who were part of an exchange sponsored by the Quakers.

■ **Fauzya Moore**, a member of the Grants Administration section, chaired a session on the security arrangements of Cuba and Jamaica at a conference on "Peace and Development in the Caribbean." The conference was held at the University of the West Indies and was jointly sponsored by the International Peace Research Association, the Jamaica Peace Committee and the Institute for Social and Economic Research.

■ **Brad Feasey** of the Public Programmes staff and **Geoff Irvine** a consultant with the Institute, co-authors of the *Teachers' Handbook on Peace and Security*, participated in a summer institute in Edmonton sponsored by the International Institute for Peace Education. **Geoffrey Pearson** spoke on peace and security education at a meeting of the Canadian School Trustees Association in Ottawa.

■ During the summer and early fall there were several staff changes at the Institute. **Rycharde Brûlé**, Senior Grants Officer, took a leave to attend the National Defence College for a year. **Francine Lecours**, a Research Assistant, left the Institute after two years: her replacement is **Annie Leblanc** who studied most

recently at Carleton University. **Harald von Riekhoff**, a Fellow for the past two years, has returned to Carleton University; **Robert Mitchell**, a Fellow for the past year, has returned to the Department of National Defence. **Bruno Munier**, most recently of the Institut universitaire de hautes études internationales in Geneva, and **Douglas Hamlin**, of the Department of External Affairs will both take up a year's appointment as Fellows. **Norma Salem** joined the Institute staff in September as a Research Associate. She received a Ph.D. from McGill in Islamic Studies, and comes to the Institute from the Institut québécois de recherche sur la culture in Montreal. Other new appointments are the following: **Eva Bild** is an Editor in the Public Programmes section; **Marie-Andrée**

**Lalonde-Morrisset** is a Grants Officer, **Marilyn Miller** is a Clerk in the Library; and **Suzanne Payant** is the Receptionist.

■ **Ron Purver, Fen Hampson, Harald von Riekhoff, and Carl Jacobsen** presented a seminar at the Learned Societies meeting in Windsor on the future of arms control. Mr. Jacobsen and Mr. Purver attended a workshop in Norway sponsored by the Peace Research Institute, Oslo, on Arctic Security, where Mr. Purver presented a paper on confidence-building and arms control arrangements at sea. Mr. Jacobsen went on to Moscow as part of the CIIPS exchange programme with the Institute for USA and Canada, where he conducted research for his work on "Strategic Power - US and USSR."

■ **Fen Hampson** and **Ken Bush** prepared two background papers for the conference in Toronto on "The Changing Atmosphere: Implications for Global Security." Their papers focussed on the problem from a Canadian perspective, and on the impact of the changing atmosphere on social and political conflict. Mr. Hampson was also a panelist at the 1988 Summer Seminar on global security at the University of California, Santa Cruz. His topic was "Applied Deterrence."

■ Early in September **Geoffrey Pearson** attended a symposium entitled "The Future of the United Nations in an Interdependent World," sponsored and organized by UNITAR, in Moscow. Following the Moscow meetings he spoke in Bucharest to the Association for International Law and International Relations on strengthening the role of the UN in the field of disarmament and alternative security. □

### Scholarships Awarded

■ The Canadian Institute for International Peace and Security recently awarded eight scholarships to Canadians who wish to further their studies in the subject areas of international peace and security. The scholarships are awarded annually as part of the CIIPS Awards Programme.

The award holders come from different disciplines and will pursue a variety of studies.

**David Angell** is a native of Montreal, Quebec. He is pursuing his studies at the University of Cambridge in England for a Ph.D. in Political Science, concentrating on Strategic Command-and-Control and the evolution of West European Nuclear Force Structures and Strategies. Awarded \$25,000

**Christine Ball** is a native of Toronto, Ontario. She is presently at the Ontario Institute for Studies in Education pursuing a Ph.D. Her research will focus on the role of the Voice of Women and deployment of nuclear weapons. Awarded \$14,000

**Terrance Carson** is a native of Edmonton, Alberta. He intends to conduct research in Peace Education at the Centre for Peace Studies in Lancaster England. Awarded \$14,000

**Cynthia Chataway** is a native of Mississauga, Ontario. She plans to pursue her studies in social psychology and conflict management at Harvard University. Awarded \$5,000

**Laurent Frappe** is a native of Québec City. He will be pursuing his Ph.D. (doctorat) in International Relations at Laval. His research deals with Conflict and International Relations in Latin America. Awarded \$9,000

**Manon Hogue** is a native of Montreal, Quebec. She plans to focus on Militarization and Development, at the University of Montreal. Awarded \$14,000

**Howard Peter Langille** is a native of Annapolis Royal, Nova Scotia. He is pursuing his studies at Bradford University in England towards a Ph.D. in Philosophy, concentrating in Peace Studies. He will examine the factors which influence the formulation of contemporary Canadian defence policy. Awarded \$25,000

**Leigh Sarty** is a native of Toronto, Ontario. He is completing a Ph.D. in Political Science (International Relations) at Columbia University in New York City, specializing in the fields of International Politics, International Security, and Soviet Foreign Policy. Awarded \$14,000

## A DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS

To obtain Institute publications please use the reader response card attached to this issue of Peace & Security.

### ANNUAL GUIDE

The Guide, published annually, is designed to provide Canadians with a readily accessible collection of materials which will give to the interested reader a basic reference source on Canadian policies in the field of peace and security. It seeks to identify the major policy issues to which Canada responded in the year, place them in context, and, where appropriate, cite a range of Parliamentary comment on these issues.

**A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1985-86**, 285 pages. (out of print)

**A Guide to Canadian Policies and Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1986-87**, 270 pages.

**A Guide to Canadian Policies and Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1987-88**.

### PEACE & SECURITY MAGAZINE

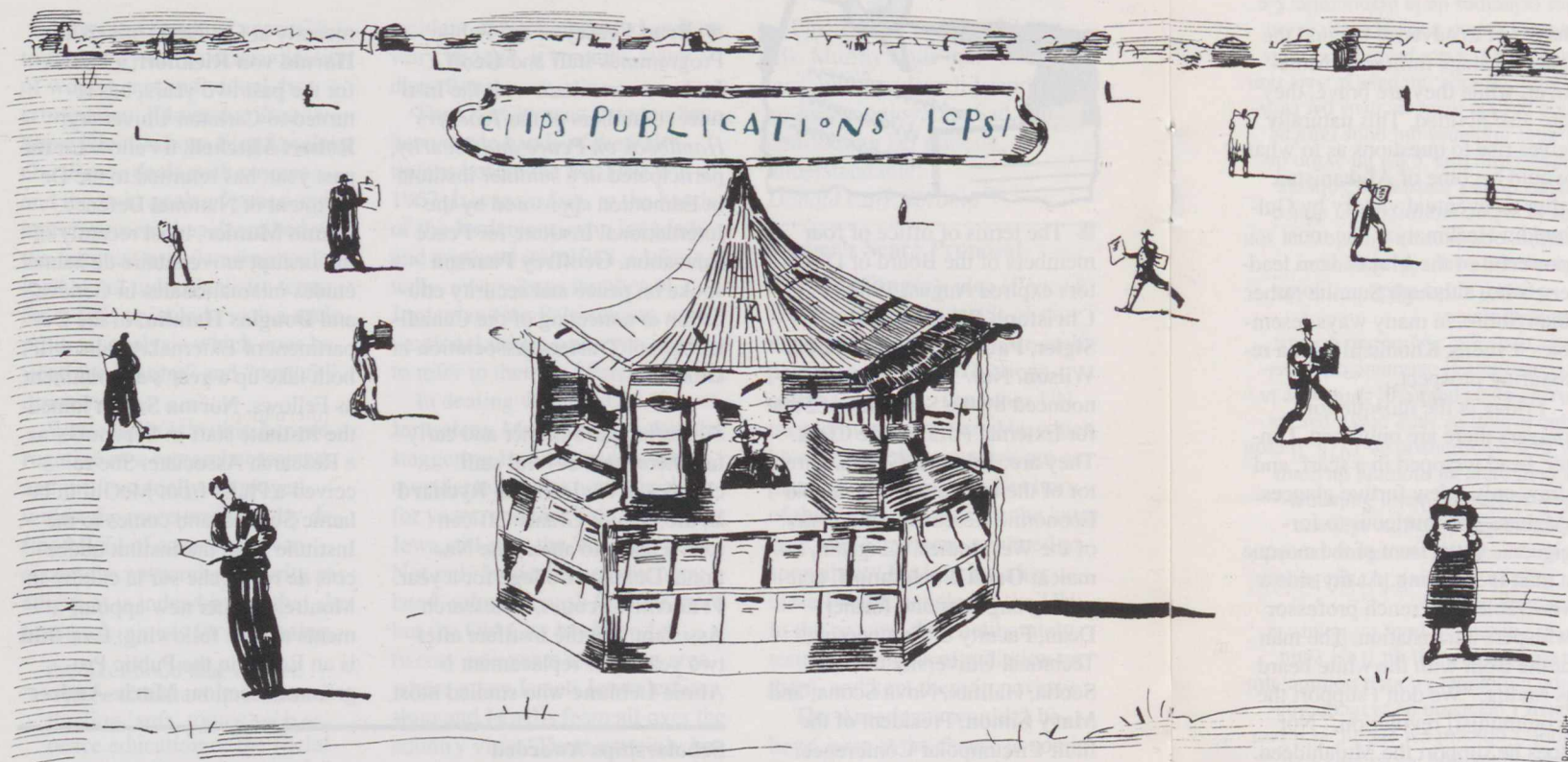
*Peace & Security* is a quarterly magazine published since Spring 1986 to let Canadians and others know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on issues of peace and security.

### ANNUAL REVIEW

**Review of Peace and Security Issues in 1987 and the Canadian Response**, by Geoffrey Pearson, January 1988, 27 pages.

### OCCASIONAL PAPERS

The Institute intends to publish between six and eight Occasional Papers each year. These monographs aim for both scholarly excellence and policy relevance, and will deal with subjects that fall within the areas defined in the In-



stitute's mandate: arms control, disarmament, defence and conflict resolution.

**1. Superpower Rivalry and Soviet Policy in the Caribbean Basin**, by S. Neil MacFarlane, June 1986, 70 pages.

**2. Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective**, by David Cox, December 1986, 50 pages.

**3. Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities**, by Ronald G. Purver, February 1988, 80 pages.

**4. From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages.

**5. The Debate About Nuclear Weapon Tests**, by Jozef Goldblat and David Cox, August 1988.

### CONFERENCE REPORTS

One of the ways CIIPS seeks to encourage public discussion of issues of peace and security is to sponsor and, on occasion, organize conferences which address these subjects. From time to time the

Institute publishes a report of conference proceedings in order to make the matters discussed available to a much wider audience.

**1. Negotiations for Peace in Central America, Proceedings of the Roundtable on Negotiations in Central America, Ottawa, 27-28 September, 1985**, by Liisa North, 59 pages. (out of print)

**2. Challenges to Deterrence: Doctrines, Technologies and Public Concerns, Proceedings of the Conference on Challenges to Deterrence, Ottawa, 17-19 October 1985**, by Dianne DeMille, 69 pages.

**3. The Risk of Accidental Nuclear War, Proceedings of the Conference on the Risk of Accidental Nuclear War, Vancouver, 26-30 May 1986**, by Andrea Demchuk, 38 pages. (out of print)

**4. Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987**, by Lloyd Searwar, 36 pages.

**5. Measures for Peace in Central America, 8-9 May 1987**, by Liisa North, December 1987, 76 pages.

**6. The International Trade in Arms: Problems and Prospects, 21-22 October 1987**, by Keith Krause, March 1988, 47 pages.

### BACKGROUND PAPERS

This series is intended for readers interested in issues of peace and security, but who have neither the time nor the expertise to read long papers on them. The series explores fundamental aspects of peace, conflict and international relations, and is a medium for timely analysis of major events and emerging issues that fall within CIIPS mandate.

**1. Canadian Responses to the Strategic Defense Initiative**, by Gregory Wirick, October 1985. (out of print)

**2. A Nuclear Freeze?** by David Cox, January 1986.

**3. Nuclear Winter**, by Leonard Bertin, March 1986. (out of print)

**4. Reviewing the Non-Proliferation Treaty**, by William Epstein, March 1986. (out of print)

**5. Conventional Arms Control Negotiations in Europe**, by John Toogood, April 1986.

**6. The Origins of the Canadian Institute for International Peace and Security**, by Gilles Grondin, August 1986.

**7. Satellite Surveillance and Canadian Capabilities**, by Ron Buckingham, September 1986.

**8. Peace in Central America?** by Steven Baranyi, October 1986.

**9. A Second Look at No First Use**, by Fen Osler Hampson, November 1986.

**10. The Debate About Peace Education**, by Elizabeth Richards, December 1986.

**11. Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative**, by John R. Walker, January 1987.

**12. Who's Ahead? Examining the Nuclear Arms Balance**, by Jane Boulden, March 1987.

**13. A Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987.

**14. The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building**, by C. A. Namiesniowski, August 1987.

**15. Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987.

**16. Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988.

**17. Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession**, by Jozef Goldblat, February 1988.

**18. Has the ABM Treaty a Future?** by Ronald G. Purver, February 1988.

**19. The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988.

**20. Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988.

**21. The Conventional Military Balance in Europe**, by Roger Hill, July 1988.

**22. The NATO Nuclear Planning Group**, by Jocelyn Coulon, August 1988.

### POINTS OF VIEW

Points of View are the same length as Background Papers, however, authors are encouraged to write more of a personal essay than a factual description.

**1. East/West Relations: Values, Interests and Perceptions**, by Geoffrey Pearson, March 1986.

**2. Nuclear Weapons and the Averting of War**, by Robert W. Malcolmson, October 1986.

**3. Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.

**4. Maintaining Peace with Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.

**5. Towards a World Space Organization**, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987.

### WORKING PAPERS

Working Papers are the result of research work in progress, often intended for later publication by the Institute or another publication, and are regarded by CIIPS to be of immediate value for distribution in limited numbers – mostly to specialists in the field. Unlike all other Institute publications, these papers are published in the original language only.

**1. Nuclear Weapons, Counter-Force, and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations**, 57 pages. (out of print)

**2. A Survey of Peace Education in Canada**, by Wytze Brouwer, 71 pages. (out of print)

**3. Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There from Here**, Proceedings of a Meeting, Erice, Italy, 25-27 April 1986, 113 pages. (out of print)

**4. La France et l'initiative de défense stratégique**, by Charles-Philippe David, January 1987, 87 pages. (out of print)

**5. Conference on Militarization in the Third World, papers by Paul Rogers, Michael Klare and Dan O'Meara** presented at Queen's University, Kingston, Ontario, January 1987, 83 pages.

**6. The Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers**, by James Moore, January 1988, 15 pages.

**7. Peace and Security in the 1980s: The View of Canadians**, by Don Munton, January 1988, 86 pages.

**8. Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators**, Proceedings of a Workshop held in Ottawa 19-20 November 1987, by Robert Miller, May 1988, 59 pages.

**9. East-West Relations in the 1980s**, by Adam Bromke, May 1988, 103 pages.

**10. The United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982**, by Hanna Newcombe, May 1988, 59 pages.

**11. International Security and Canadian Interests**, Report of a Working Group, June 1988, 38 pages.

**12. Managing Regional Conflict: Regimes and Third Party Mediators (#2)**, Proceedings of a Workshop held in Ottawa 6-7 May 1988, by Kenneth D. Bush and Richard Price, August 1988.

### FACTSHEETS

The factsheet series is intended to provide short synopses of current issues in arms control, disarmament, defence and conflict resolution, and to outline the historical context for contemporary events. The series is primarily intended for senior and secondary students and teachers.

**1. NORAD (North American Aerospace Defence Command)**, March 1988.

**2. NATO (North Atlantic Treaty Organization)**, March 1988.

**3. The Cruise Missile and Cruise Missile Testing in Canada**, August 1988.

### ANNUAL REPORT

The Annual Report sets out for the Parliament and the people of Canada the record of accomplishment of the preceding year of operation for the Institute.

**First Annual Report 1984-85.**

**Annual Report 1985-1986.**

**Annual Report 1986-87.**

**Annual Report 1987-88.** □

### CIIPS Awards Programme

The Institute invites applications for the CIIPS Awards Programme, which is now in its third year. The programme is open to both academics and non-academics who wish to enter or continue their work in the field of international peace and security. The programme is intended to encourage expertise and scholarship in questions of international peace and security and to develop contacts with the international community by supporting Canadians who wish to pursue their studies at institutions abroad, or exceptionally, in Canada.

Applicants must be Canadian citizens and hold at minimum a first degree or equivalent experience in order to apply.

The Institute has set aside \$173,000 to award ten scholarships; three of which will be valued at \$25,000 and seven at \$14,000. Applications will be assessed by an independent selection committee and decisions will be announced in May 1989.

The Association of Universities and Colleges of Canada administers the programme on behalf of the Institute. The deadline for applications for the 1989-1990 academic year is 1 February 1989.

For further information and application forms please write to:

The Awards Division  
Association of  
Universities and  
Colleges of Canada  
151 Slater Street  
Ottawa, Ontario K1P 5V1

### Grants Procedures and Deadlines

The Institute allocates grants twice a year. Contact the Institute for a copy of updated criteria and application forms. Please note the following deadlines:

30 June for an October decision

31 December for a March decision

## LETTER FROM KABUL BY MADELEINE POULIN



**“The Afghans are like journalists ... they are not very disciplined.” In an offhand manner – it being strictly a formality – the Soviet official gives a warning. “It’s twenty-nine degrees in Kabul,” he says ...**

“and the situation is dangerous. We cannot guarantee your safety. If you’re afraid, don’t go.” The trip to Kabul, for about a dozen of us, really begins in Moscow. We have to endure the derision which press attachés reserve for reporters. While we are only a stone’s throw from the Kremlin, it could just as well be Ottawa or Washington.

We arrive in Kabul in the early hours of the morning. At the last second the plane plunges toward the airport amidst a shower of tracer shells. A Japanese reporter explains to me that the tracers are white hot pieces of metal. Whatever they are, the objective is clear: to decoy any US-made heat-seeking Stinger missiles that the Mujahideen, lying in ambush in the mountains, might fire at us. Inside the cabin all is quiet, except for the engines and a melodious piece of music by Grieg – “Solvieg’s Song.” Once we are safely on the ground, the Japanese journalist gives the thumbs-up in a sign of victory.

The display of tracers and the ballet of Soviet helicopter gunships around each airplane paint an undeniable message in the sky over Kabul: the war is not over. The real originality of the accord signed in Geneva is that it was not accompanied by a ceasefire. And the irony of our presence is that some two hundred journalists have been invited to attend a sort of peace celebration. The occasion marks both the coming into effect of the international accords signed by Afghanistan, Pakistan, the US and the USSR; as well as the withdrawal of the Red Army. Moreover, everything will proceed as if the war were over. The Soviet Army will parade before us covered with flowers thrown by “grateful” Afghans. But for

the scene to be truly believable you have to plug your ears, because the Mujahideen have signed nothing at all and these strange celebrations are marked periodically by the explosions of rockets and booby-trapped trucks.

Exactly what is being celebrated here? If there is any unofficial happiness in the air, it stems from the relief of a proud and independent people seeing the backs of domineering and often scornful foreigners. And it is pre-

---

### **Even those closest to the regime want the Soviets to go. Then their attention will turn to defending Kabul against the Mujahideen.**

---

cisely at this point that the situation becomes complicated for an outsider. “What’s that? You’re a party member and you’re happy to see the Soviets leave?” Even those closest to the regime want the Soviets to go. Then their attention will turn to defending Kabul against the Mujahideen. These same Afghans admit, in private, that calling on the Soviets for help in the first place was a mistake; just as Moscow now officially acknowledges that it was wrong to have intervened.

But who are these Afghan communists? They are engineers, technicians and educated people wishing for progress at any price – like the veterinarian who, having studied in and been enchanted by Hungary, was shocked on his return home by the state of underdevelopment of his country. In a nation where the life expectancy is thirty-eight years, the communists are physicians like Dr. Najibullah, current President of a regime the Americans predict will collapse very soon after the Soviet withdrawal.

Dr. Najibullah granted us an interview in a small room in the presidential palace. Tall, heavy-set, and sporting a mustache, the President, dressed in sports clothes, looks more like a young entrepreneur than a statesman. He says that one day the Afghan people will realize that the Soviet presence was beneficial. He does not deny that for a moment it is a political burden. He knows the Americans are predicting his rapid demise but believes that Kabul can survive if the Geneva accords, aimed at ending outside interference, are respected. But the accords are vague on the provision of arms to the Mujahideen by the Americans, a fact that clearly worries the President. He wants the time to effect a national

reconciliation, and has already invited all Afghans, including his enemies the Mujahideen, to join a coalition government. While he has already received some response from the unarmed opposition, the adversary that counts – the leaders of which are currently ensconced in Peshawar, Pakistan – continues to say no. The guerillas will keep on fighting until victory is achieved.

“They are driven by hate,” says Najibullah, “whereas we are willing to share power.” Would he resign if he thought it were helpful to national reconciliation? If the *Loya Jirgah*, the national assembly, asked him to step down, he would. But I wonder what this means in a country that appears to be ruled by a powerful secret police resembling the KGB, of which Najibullah was himself both founder and chief.

The Najibullah regime is still able to keep the “useful” thirty percent of Afghanistan under its control because the Mujahideen

have yet to advance beyond the guerilla stage militarily. Moreover, while they are brave, they are also divided. This naturally gives rise to questions as to what would become of Afghanistan after an eventual victory by Gulbuddin Heckmatyar, the most powerful of the Mujahideen leaders, who, although Sunnite rather than Shiite, in many ways resembles a young Khomeini. Not a reassuring prospect.

Friday at the mosque for prayers there are only men. I enter, head wrapped in a scarf, and draw only a few furtive glances. Afghans are courteous to foreigners. At the front of the mosque a man is speaking. At my side a venerable old French professor whispers a translation. The man at the front with the white beard is saying, “We don’t support the [communist] revolution.” Nor does he support the Mujahideen. He was one of them, in Pakistan. But, he says, they indulge in endless discussions and always end up where they started. Now that the Russians are leaving, the goal has been achieved and the opportunity for national reconciliation must be seized. That evening I saw him again at a reception given by Americans of Afghan descent. Sayed Abdoul Wakil Sadaquat left the country after the Communist coup in 1978. He believes that the bloodbath predicted by the Americans can be avoided and that national reconciliation is possible, but that Najibullah should resign.

Saturday finds us back aboard a Tupulov jet, once again enveloped in the same soft music of Grieg. This time it is an Afghan plane taking us not to Moscow, but to New Delhi. India, as a non-aligned Asian country, has problems, but works them out in its own way, according to democratic principles. So it is not impossible. □

---

*Madeleine Poulin is co-host of Radio-Canada’s public affairs television programme Le Point.*